ENQUÊTE SUR
l'histoire
Juin – Juillet 1997 ▲ N° 21 ▲ 38 F

QUI ÉTAIT MICHAEL COLLINS ?

REBELLES ET INSURGÉS

UNE INSURRECTION NATIONALE
IRLANDE 1916

LES BARRICADES D'ALGER
24 JANVIER 1960

LE 6 FÉVRIER 1934
UNE COLÈRE SANS CHEFS

LA COMMUNE DE PARIS
LE TEMPS DES CERISES

REMEMBER ALAMO !
LES INSURGÉS DU TEXAS

LITTLE BIG HORN
LA REVANCHE INDIENNE

Michael Collins,
interprété par Liam Neeson



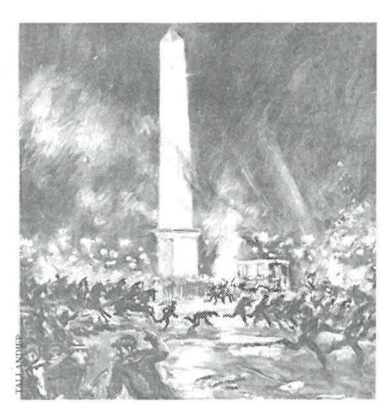
S O M M A I R E

Rebelles et insurgés



DR

Michael Collins au temps de l'IRA.



TALLANDIER

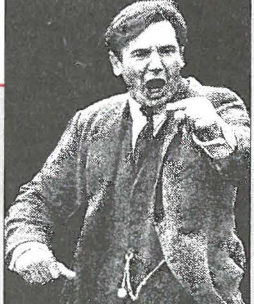
Place de la Concorde, le 6 février 1934.



PIERRE JOUBERT

L'insurrection nationale hongroise.

En couverture : Michael Collins interprété par Liam Neeson



GEFFEN PICTURES

Directeur de la Rédaction : Dominique Venner
Directeur de la publication et gérant : Gérald Penciolelli
Directrice artistique : Céline Puybareau-Manaud
Secrétaire de rédaction et Relations publiques : Véronique Villain

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-Paul Angelelli, Antoine Baudoin, Jacques Berrel, Jean-Joël Brégeon, Adrien Brocard, Jean-Christophe Buisson, Georges Burel, Thierry Buron, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Michel Déon, François-Georges Dreyfus, Dominique Gardes, Arnaud Guyot-Jeannin, Patrick Jansen, Jean Kappel, Jérôme Leroy, Jean Mabire, Macha Manski, John Manson, Victor Rivera, Virginie Tanlay, Éric Vatré, Charles Vaugeois, Dominique Venner.

Enquête sur l'histoire
est édité par la société EC2M,
Sarl au capital de 50 000 F. RC Paris B 385 099 528.
Siège social : 60 Bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 01.40.05.10.08.
Imprimerie Roto-quadri.
N° de commission paritaire 73718. Dépôt légal à parution ISSN 1166-1232
Bulletin d'abonnement, bon de commande et sondage encartés non numérotés entre les pages 34 et 35.

Actualité de l'histoire

EN BREF

Mémorial de l'Aurès

Tous les anciens de la guerre d'Algérie, même s'ils n'y ont pas combattu, se souviennent des Aurès. C'est dans ce massif montagneux que la rébellion a pris naissance en 1954. Les Aurès sont devenus le symbole de la guerre féroce qui opposa les musulmans partisans de la France et leurs adversaires. Un monument, dédié à la mémoire des harkis des Aurès, a été inauguré le 19 avril au cimetière d'Amboise. Élevé à l'initiative de plusieurs amicales d'anciens combattants et de Robert Chastagnol, président de l'association du Mémorial de l'Aurès il est à ce jour le seul monument en France qui rende hommage aux harkis, et de façon plus large, aux soldats musulmans originaires des Aurès – qu'il aient été tirailleurs, zouaves, spahis, goumiers, chasseurs d'Afrique... – morts pour la France de 1914 à 1962.

Association du Mémorial de l'Aurès. Président : Robert Chastagnol. Mairie d'Amboise, rue de la Concorde 37400 Amboise.

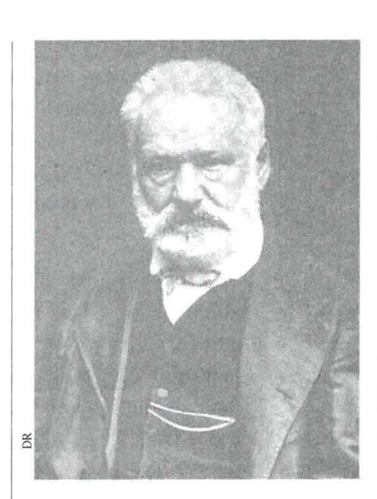
Études nordiques

À l'occasion du 75e anniversaire de Lucien Musset, professeur émérite de l'université de Caen, la Société des études nordiques fera paraître en août 1997 un recueil réunissant les articles que l'historien normand a publiés tout au long de sa carrière sur la Scandinavie ancienne et médiévale, les expéditions des Vikings et la fondation de la Normandie. Intitulé *Nordica et Normannica*, et préfacé par Michel Fleury, président honoraire de la section des sciences historiques et philologiques de l'École pratique des hautes études, il sera le premier volume d'une nouvelle collection éditée parallèlement à la revue *Proxima Thulé* (dont le troisième volume est annoncé pour l'automne). Une souscription est ouverte jusqu'au 31 mai (l'envoi de la souscription avant cette date donne droit à l'inscription du nom du souscripteur sur la Tabula gratulatoria qui sera imprimée en tête du recueil).

Société des études nordiques. École pratique des hautes études-sciences historiques et philologiques. La Sorbonne. 45-47, rue des Écoles 75005 Paris. Souscription 240 F (port compris).

Victor Hugo

Après la sortie du film *Le Bossu de Notre-Dame*, tiré de l'œuvre de leur ancêtre, les descendants de Victor Hugo se sont élevés contre le *« pillage commercial »* auquel se livre la société Walt Disney : *« Est-il possible qu'une entreprise multinationale puisse faire des milliards de chiffre d'affaires, pour son compte privé, sur le dos d'une histoire qu'elle n'a pas créée et qui appartient légalement et moralement au patrimoine culturel général ? Les autorités culturelles de notre pays ne devraient-elles pas rappeler que l'universalité d'un génie est d'une autre nature que cette "mondialisation" vulgaire de marchands sans scrupules ? »*


DR

Victor Hugo

Malraux et Drieu

Au printemps 1997, Bertrand Poirot-Delpech a fait monter à Paris, au théâtre du Vieux-Colombier, une pièce intitulée *L'Alerte*, mettant face à face Pierre Drieu La Rochelle et André Malraux. Tout repose sur un dialogue imaginaire et passablement déséquilibré entre les deux hommes, lors de leur ultime rencontre qui eut lieu effectivement en mai 1943. Pour connaître la réalité des rapports entre les deux écrivains liés d'une indéfectible amitié malgré leurs engagements opposés, on se reportera au livre dans lequel Frédéric Grover, le biographe de Drieu, a rapporté les conversations qu'il eut avec Malraux, notamment à propos de l'amitié de ce dernier avec Drieu : *Six entretiens avec André Malraux sur des écrivains de son temps, 1959-1975* (Gallimard-Idées, 1978). Ainsi, citant Malraux : *« Ce que vous avez pu lire dans les textes publiés où Drieu s'exprime avec admiration vis-à-vis de moi, vous donne peut-être l'impression que dans nos rapports c'était lui qui m'admirait. Il n'en est rien. Je ne me suis jamais senti en état de supériorité envers Drieu. C'est moi qui admirais Drieu. Je le considère encore comme un des êtres les plus nobles que j'ai rencontrés. »* Malraux réfutait le personnage faible, mou, velléitaire que Drieu s'était complu à donner de lui même – en particulier dans son *Journal* publié seulement en 1992 chez Gallimard, mais auquel Malraux avait eu accès. Le futur ministre de la Culture fut le seul homme dont Drieu eût souhaité la présence à ses obsèques. Conjointement avec son frère, Drieu avait désigné son ami comme exécuteur testamentaire. La fidélité posthume de Malraux n'a jamais été démentie : il mit toute son intelligence, son influence au service de la publication des inédits. Dans son *Journal*, à la date du 19 avril 1944, alors qu'il prévoyait le débarquement et manifestait sa volonté de se donner la mort, Drieu notait : *« Malraux, je l'ai estimé. Il n'est pas dupe. Ni des autres, ni même de lui. Frère en Nietzsche et en Dostoïevski. »*

L'Alerte est disponible chez Gallimard dans la collection « Le manteau d'Arlequin » (189 p., 80 F.)

Chasse aux sorcières

Au lycée Edmond-Rostand de Saint-Ouen-l'Aumône (95), avec le soutien du parti communiste, de SOS-Racisme et du MRAP, la bibliothécaire, Mme Chaïkhaouï, a entrepris une véritable épuration dans les rayons de la bibliothèque. Une cinquantaine d'ouvrages jugés par la nouvelle documentaliste *« à caractère politique nettement orienté à l'extrême droite »* ont été purement et simplement éliminés. Scandaleuse décision qui révèle les intentions des néo-staliniens d'interdire des auteurs et des livres sous prétexte de lutte contre l'extrême droite. Qu'on en juge : les académiciens Alain Peyrefitte (*La société de confiance*), Jean-François Deniau (*Ce que je crois*), Marc Fumaroli (*L'État culturel*), les historiens Maurice Beaumont, Jean Tulard, André Castelot, Jean-François Chiappe, l'essayiste Guy Sorman, les romanciers Jean Raspail et Vladimir Volkoff, Thierry Wolton, Jean-Marc Varaut, Pierre-André Taguieff (*Les fins du racisme*), et même Alexandre Soljenitsyne ainsi renvoyé au Goulag. À la suite de plaintes déposées par les auteurs, le ministre de l'Éducation nationale François Bayrou, sans s'indigner outre mesure, a simplement annoncé que les ouvrages reprendraient leur place.

EXPOSITIONS

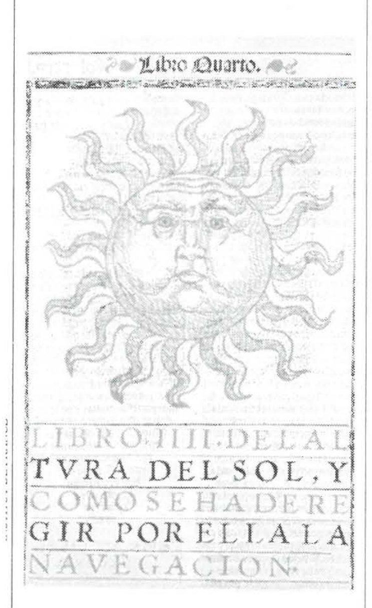
Les Francs

Un exposition consacrée aux Francs, et déjà présentée en Allemagne en 1996, ouvre la « Saison Paris-Berlin » dans la capitale. Elle offre

une très ample vision du monde franc, depuis le IIIᵉ jusqu'au VIIᵉ siècle. Surtout, elle montre que les Francs, très tôt familiarisés avec l'Empire romain tardif, ont su en conserver l'essentiel des structures, et que leur civilisation s'inscrit à la charnière de l'Antiquité romaine tardive et du Moyen Âge. À travers le millier d'objets présentés (bijoux, verres, objets liturgiques, céramiques, armes, manuscrits, monnaies, ainsi qu'un ensemble de tombes mérovingiennes avec leur mobilier funéraire, explicité par des dessins, des cartes ou des maquettes), le visiteur perçoit aisément le royaume franc comme l'héritier de l'Empire romain d'Occident.

Les Francs, précurseurs de l'Europe. Musée du Petit Palais. Avenue Winston-Churchill 75008 Paris. Tél : 01.42.65.12.73. Du 24 avril au 22 juin 1997.

Voyages au temps de la Renaissance



Le voyage n'est pas l'apanage de nos contemporains. Entre la fin du XVᵉ et le début du XVIIᵉ siècle déjà, marchands, missionnaires, pèlerins, guerriers ou savants parcouraient le monde. Ils sillonnaient routes et mers – pour le salut de leur âme, pour la seule gloire, ou plus prosaïquement à la recherche de la fortune. La littérature avec *Le Quart Livre* de Rabelais, *Don Quichotte* de Cervantès, ou *L'Utopie* de Thomas More en donne une illustration. Les voyages étaient aussi entrepris pour explorer les contrées méconnues et dresser des cartes géographiques – sans oublier non plus les ambassades envoyées dans un but politique.

L'exposition qui se tient au château de Langeais – une des plus anciennes demeures royales des bords de Loire, très caractéristique de l'architecture militaire médiévale –, évoque l'extraordinaire mobilité des individus à l'époque de la Renaissance.

Voyages et voyageurs à l'époque de la Renaissance. Château de Langeais. 37130 Langeais. Tél : 02 47 96 72 60. Du 5 avril au 30 juin 1997.

Charles Perrault

Les Contes de ma mère l'Oye, publiés il y a tout juste trois cents ans, en 1697, ont assuré jusqu'à nos jours la célébrité de Charles Perrault. Mais leur auteur, frère de l'architecte Claude Perrault, à qui nous devons la colonnade du Louvre, le château de Sceaux, l'Observatoire de Paris, avait été sous le règne du Roi-Soleil un personnage étonnant. Grand commis des arts de Louis XIV, protégé de Colbert, membre de l'Académie française, il avait écrit à la fois des œuvres parodiques (*L'Énéide burlesque*), galantes (*Dialogue de l'Amour et de l'Amitié*), religieuses (*Ode aux nouveaux convertis*, paru l'année même de la révocation de l'édit de Nantes) ou polémiques (*Le Siècle de Louis-le-Grand*, *Parallèles des Anciens et des Modernes*), ainsi que des Mémoires et des biographies. Une exposition se propose d'illustrer, à partir de documents provenant des archives de l'Institut de France, sa vie et son œuvre.

Charles Perrault, un académicien dans son siècle. Fondation Siegfried, au château de Langeais. 37130 Langeais. Tél : 02 47 96 72 60. Jusqu'au 30 juin.

DISPARITIONS

Jean Charlot

Le politologue Jean Charlot s'est éteint le 6 mars dernier à l'âge de soixante-cinq ans. Il s'était, dès 1960, consacré au développement des sciences politiques au sein de la Fondation et de l'Institut du même nom – où il avait d'ailleurs achevé ses études avant d'y entreprendre une carrière. Il avait surtout étudié le système des partis politiques – son livre *Les Partis politiques* (1971) reste un ouvrage de référence – avec une prédilection pour le gaullisme. Et c'est en analysant les formations gaullistes qu'il avait élaboré la notion de parti d'électeurs, par opposition à la conception traditionnelle de parti de militants. Il avait d'ailleurs fini par incarner l'analyse politique du mouvement gaulliste.

Joseph Valynseele

L'historien et généalogiste Joseph Valynseele est décédé à Port-Marly le 22 mars, à l'âge de soixante-douze ans. Auteur d'une quinzaine d'ouvrages, il avait, notamment dans *À la découverte de leurs racines*, publié la généalogie de plus de deux cents personnalités, tant politiques que littéraires – de Jean-Marie Le Pen à Laurent Fabius, en passant par Louis-Ferdinand Céline. Il avait collaboré au numéro d'*Enquête sur l'histoire* consacré aux grandes familles d'Europe (n° 11 : L'Europe, une histoire de familles).

L'affaire Boudarel rebondit

L'affaire Boudarel a de nouveau été évoquée le 4 avril devant le tribunal de grande instance de Paris. Elle le sera certainement encore avant la fin de l'année. Georges Boudarel est cet ancien séminariste qui, à la demande du Parti communiste français s'était mué après 1950 en commissaire politique dans les camps de la mort du Vietminh, où il « rééduquait » au prix de pertes effroyables, les militaires français, ses compatriotes, tombés entre ses mains. Boudarel avait été condamné à la peine de mort par le tribunal de Saigon pour désertion et livraison d'armes à l'ennemi. Grâce à l'intervention de ses amis communistes, il avait pu rentrer en France en toute impunité et devenir professeur à l'université de Paris VII. Promu héros de la décolonisation par la gauche universitaire, il enchaînait cours sur conférence jusqu'à ce qu'il soit reconnu lors d'un colloque par un ancien prisonnier des Vietminhs, l'ancien ministre Jean-Jacques Beucler, qui l'accusait d'avoir persécuté des centaines de prisonniers, et d'en avoir conduits plusieurs à la mort. En 1991, une plainte pour crime contre l'humanité était déposée par l'Union nationale des anciens prisonniers d'Indochine (UNAPI) et en particulier par le sergent Wladislas Sobanski, survivant du camp 113 dont 70 % des prisonniers avaient péri suite aux mauvais traitements de Boudarel. Surprise ! le parquet refusait d'informer, évoquant l'amnistie de 1966, tandis que l'inculpation pour crimes contre l'humanité était infirmée par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Enhardi par cette étonnante démission de la justice, confirmée par la Cour de cassation en 1993, Boudarel poussait l'impudence jusqu'à porter plainte pour dénonciation calomnieuse. Erreur fatale qui amenait le juge Jean-Pierre Getti à confier une enquête à la gendarmerie, qui recueillait d'innombrables témoignages sur les atrocités du camp 113. Tel celui de l'ancien sergent grand invalide Wladislav Sobanski : *« Je pense à l'interminable agonie de l'adjudant Jollet, dont l'un des bras, atteint par la gangrène, était lentement rongé par les vers, et à tous ceux assassinés, comme lui, par des privations de soins et de nourriture visant à détruire leur volonté. Je pense à ce légionnaire polonais mort ligoté à un pieu après avoir hurlé toute une nuit sans que nous puissions l'aider, ainsi qu'à tous nos camarades torturés. Je pense aux marches de nuit dans les marais où les plus affaiblis par la faim et le paludisme se laissaient mourir assaillis par des grappes de sangsues. Je pense à l'obligation sadique et dégradante de capturer quotidiennement 300 mouches dans la pestilence des latrines. Brimade meurtrière, dans le contexte d'une épouvantable épidémie de dysenterie causant certains jours de six à huit décès. »* C'est une accumulation de témoignages semblables qui a décidé Boudarel à retirer précipitamment sa plainte. Trop tard pourtant pour éviter une citation directe devant la 17ᵉ chambre, diligentée par Mᵉ Nicolas Fakiroff du cabinet J.-B. Biaggi, représentant les 44 survivants regroupés dans l'Amicale des rescapés du camp 113.

ANNIVERSAIRES

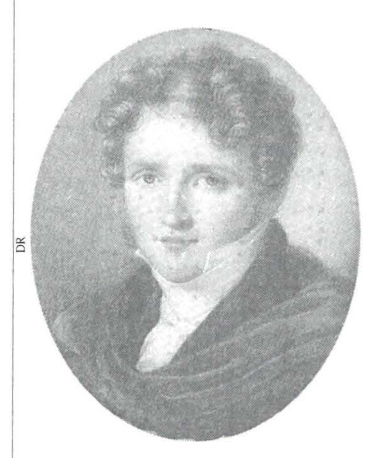
Vauvenargues (1715-1747)

1997 marque le 250e anniversaire de la mort de Vauvenargues. Le moraliste est mort à trente-deux ans, le 28 mai 1747. La postérité a retenu surtout ses *Réflexions et maximes*. Pour Nietzsche – qui se sentait proche de lui –, Vauvenargues était *« un penseur aux idées véritables »* : il se méfiait des effets de la raison abstraite, et se tenait au plus près du réel. Mais c'est avant tout la noblesse de caractère qui séduit chez Vauvenargues : en dépit de tous les maux qui l'accablèrent (une blessure reçue pendant la guerre de Bohème l'avait contraint à abandonner une prometteuse carrière d'officier, puis la petite vérole l'avait empêché d'embrasser la diplomatie), Vauvenargues s'est toujours gardé d'en vouloir à la vie même. Une sorte de stoïcisme se dégage de sa philosophie. Sa sagesse trouvait *« sa source dans son cœur »* et il refusait de s'inscrire dans l'esprit d'un siècle qu'il jugeait frivole et suffisant.
Une biographie de Vauvenargues par Jean Dagen est annoncée aux éditions Desjonquères.
Un colloque international « Vauvenargues » se tiendra les 7 et 8 novembre en Sorbonne, salle Louis-Liard.
Renseignements : Jean Dagen, professeur à l'université de Paris IV. 1, rue Victor-Cousin 75230 Paris Cedex 05. Tél : 01 40 46 25 34.

Alfred de Vigny (1797-1863)

Né en 1797, Alfred de Vigny fut élevé par sa famille dans la tradition monarchique. Rêvant de gloire militaire, mais n'ayant embrassé la carrière d'officier qu'en 1814, il devra se contenter de la vie de garnison, et attendre en vain *« ces guerres qui semblaient refusées à sa génération »*. Il se tournera peu à peu vers la littérature. Avec *Cinq-Mars* (1826), *Stello* (1832), il a raconté son *« épopée de la désillusion »*. Dans les nouvelles de *Servitude et grandeur militaires* (1835), il a transcrit l'amertume qu'il éprouvait d'avoir *« pris l'épée quand c'était inutile »*. Ses poèmes témoignent tous de la farouche résignation dont il avait fait sa philosophie.

Pour célébrer le bicentenaire de la naissance de Vigny, les éditions Marzocchi à Bastia publient un opuscule sur l'histoire de la Corse que l'auteur de *Stello* avait rédigé vers 1830.
(2, rue Conventionnel Saliceti 20200 Bastia)
Gonzague Saint-Bris publie chez Grasset une biographie du poète intitulée *Alfred de Vigny ou la volupté de l'honneur*.
En Charente, au Maine-Giraud – le manoir où Vigny passa les dernières années de sa vie – de la fin juin à la mi-juillet auront lieu diverses manifestations : des représentations de *Quitte pour la peur*, un spectacle musical et poétique mis en scène à partir des *Destinées*, un concert autour de *La mort du loup* et du *Cor*.
Renseignements : Gérard Saumon, président de l'Association du bicentenaire de la naissance d'Alfred de Vigny. 16250 Champagne-Vigny.


DR

Alfred de Vigny (1797-1863)

À Loches (Indre-et-Loire), lieu de naissance d'Alfred de Vigny, des concerts, conférences, marqueront l'année Vigny.
Renseignements : Service culturel de la ville de Loches. Mairie, 37600 Loches. Tél : 02 47 59 07 21 / 29 99.
L'Association des amis d'Alfred de Vigny, à l'initiative de son secrétaire général Loïc Chotard, envisage une publication bibliophilique d'*Éloa*. Parallèlement, la XXVIe livraison du *Bulletin de l'Association des amis d'Alfred de Vigny* est annoncée.
Association des amis d'Alfred de Vigny : 6, avenue Constant-Coquelin 75007 Paris.

Faulkner (1897-1962)

William Faulkner, Prix Nobel de littérature 1949, aurait aujourd'hui cent ans. Quand il vient au monde, en 1897, la guerre de Sécession a pris fin trente ans auparavant. L'écrivain est pourtant resté indéfectiblement marqué par la défaite sudiste. Au fil de son œuvre, à travers le comté mythique de Yoknapatawpha – en fait celui d'Oxford, dans son Mississippi natal – il a raconté la malédiction du Sud profond. Les personnages tragiques de *Sartoris* (1927), du *Bruit et la fureur* (1929), d'*Absalon ! Absalon* (1936), de *Descends, Moïse...* traduisent tous à leur façon la complexité des rapports avec les Noirs. Dans cette œuvre sombre, par son caractère vigoureusement tonique, *L'Invaincu* (1938) fait exception.
À Saint-Malo, du 17 au 19 mai, le 8e Festival international du livre d'aventures et de voyages, qui a pour thème « Nos Amériques et nous », rendra hommage à William Faulkner.
Renseignements : association « Étonnants Voyageurs », 4 bis, rue de la Motte-Piquet 35000 Rennes. Tél : 02 99 30 07 47.
À Rennes, du 15 septembre au 31 octobre, se dérouleront les cérémonies officielles du centenaire de William Faulkner, avec une exposition de photographies et un colloque international.
Renseignements : Nicole Moulinoux, présidente de la Fondation William-Faulkner. Université Rennes II. 6, avenue Gaston-Berger 35043 Rennes Cedex. Tél : 02 99 14 14 49.
À Paris, le 25 septembre, à l'issue d'un hommage rendu à l'écrivain au palais du Luxembourg, en présence de sa fille et de sa nièce, une plaque commémorative sera dévoilée sur la façade de l'immeuble de la rue Servandoni où Faulkner a séjourné en 1925-1926.
Un album *Hommage à William Faulkner* sera publié par la fondation William-Faulkner à l'automne.

À PARAÎTRE

Biographies, mémoires

Vercingétorix, par Georges Bordonove.
En mai, chez Pygmalion-Watelet.

Jacques Cœur, par Jacques Heers.
En mai, chez Perrin.

Le livre des faits et bonnes mœurs du roi Charles V le sage, par Christine de Pisan.
En mai, chez Stock.

Louis de Rohan. Le cardinal « collier », par Éric de Haynin.
En mai, chez Perrin.

Alexandre Dumas, le génie de la vie, par Claude Schopp (réédition).
En mai, chez Fayard.

Bonaparte en Égypte, par Jacques Bainville. En mai, chez Balland.

Mémoires, par Leni Riefenstahl.
En juin, chez Grasset.

Julius Evola, Dossier H, collectif sous la direction d'Arnaud Guyot-Jeannin. En mai, à L'Âge d'Homme.

Correspondance Roger Caillois et Victoria Occampo, établie par Odile Felgine. En juin, chez Stock.

Lady Mountbatten, par Bernard Mayer-Stabley. En juin, chez Bartillat.

Jean Dutourd l'incorrigible, par Alain Paucard. En mai, chez Flammarion.

Moments particuliers (une suite d'*Histoire égoïste*), par Jacques Laurent. En mai, chez Grasset.

Essais, documents

Le monde étrange des momies, par Léon Dérobert, Henri Reichlen, Jean-Pierre Campana.
En juin, chez Pygmalion-Watelet.

Et ils sortirent du Paradis... Souvenirs d'un archéologue en Orient, par Jean Perrot. En mai, chez de Fallois.

Les lieux de mémoires, collectif, sous la direction de Pierre Nora. Collection Quarto.
En mai, chez Gallimard.

Dictionnaire des religions, par Mircea Eliade (réédition).
En mai, chez Plon.

Histoires de Provence, anthologie, textes réunis par Jérôme Leroy.
En mai, chez Sortilèges.

L'Asie Centrale, histoire et civilisation, par Jean-Paul Roux.
En juin, chez Fayard.

Histoire de l'Internationale communiste, par Pierre Broué.
En mai, chez Fayard.

Le pape et la France, par Gérard Leclerc. En juin, chez Bartillat.

Pour en finir avec le troisième totalitarisme, par Henri de France, comte de Clermont. En juin, chez Godefroy de Bouillon.

L'agent Hernu, par Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis.
En juin, chez Fayard.

L'Europe vers la guerre, par Paul-Marie Coûteaux.
En mai, chez Michalon.

Pages réalisées par Macha Manski

Agenda de l'histoire

Mai

1er mai
1265 – Naissance à Florence de Dante Alighieri, poète italien et auteur de la *Divine comédie*. Issu d'une famille noble appartenant au parti guelfe, il s'engage lui-même en 1295 dans les luttes politiques de Florence dont les libertés sont menacées par le pape Boniface VIII. Il prend parti contre ce dernier. Mais la victoire de ses adversaires fait de lui un proscrit. Partisan de l'empereur d'Allemagne Henri VII, il écrit vers 1313 son traité *De Monarchia* dans lequel il condamne le pouvoir temporel des papes et développe l'idée d'une monarchie universelle incarnée par les empereurs germaniques.



ROGER VIOLLET

Dante (1265-1321)

2 mai
381 – L'empereur Théodose enlève aux « chrétiens apostats », c'est-à-dire aux Romains revenus à la foi de leurs pères, le droit d'hériter de leurs parents.

3 mai
1707 – Mort à Dunkerque du poète flamand Michael de Swaen.

4 mai
1521 – Sous la protection de Frédéric de Saxe, Luther s'installe au château de la Wartburg, en Thuringe, et entreprend la traduction de la Bible en allemand.

5 mai
1794 – Sur proposition de Robespierre, la Convention décrète que *« le peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême »*.

6 mai
1576 – La paix de Beaulieu, dite « paix de Monsieur » en hommage à François d'Alençon, met fin à la cinquième guerre de religion et annonce l'édit de Nantes. Le roi indemnise les familles des victimes de la Saint-Barthélémy, accorde la liberté aux protestants, leur attribue des places de sûreté et crée des parlements mixtes.

7 mai
1915 – Au larges des côtes sud de l'Irlande, le navire anglais *Lusitania*, arborant un pavillon neutre, est coulé par un sous-marin allemand. Les autorités anglaises exploiteront habilement l'indignation suscitée dans l'opinion américaine par ce torpillage. On apprendra par la suite que le *Lusitania* transportait à son bord des passagers imposés par le *War Office* et des cargaisons d'équipements militaires camouflés en denrées commerciales.

8 mai
1429 – Les Anglais lèvent le siège d'Orléans, suite à l'attaque lancée la veille par Jeanne d'Arc.

9 mai
1244 – Publication par le pape Innocent IV de la bulle *Impia judoerum perfidia*. Elle ordonne que l'on brûle le Talmud et interdit aux chrétiens de manger des nourritures juives.

11 mai
1708 – Mort à Marly de Jules Hardouin-Mansart. Directeur général des Constructions sous Louis XIV, il mène le classicisme français à son apogée et en assure le rayonnement en Europe. On lui doit notamment le nouveau Versailles, le Grand Trianon, la place Vendôme et le dôme des Invalides.

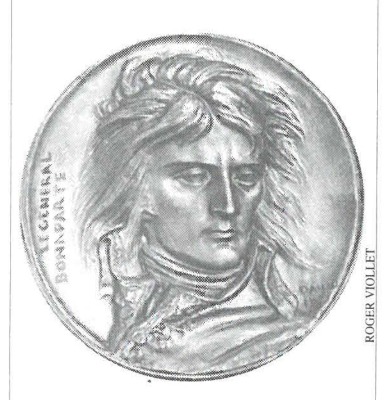
12 mai
1949 – Israël est admis en tant que 59e membre de l'Organisation des Nations-Unies, par 37 voix pour, 12 voix contre et 9 abstentions.

13 mai
1364 – Le connétable Du Guesclin écrase à Cocherel, dans l'Eure, les forces anglo-hanovraises de Jean de Grailly, lieutenant de Charles le Mauvais.

15 mai
1581 – Ivan le Terrible fait assassiner son fils, le tsarévitch Dimitri.

16 mai
1797 – L'armée française entre dans Venise. C'en est fini de la république des Doges.

17 mai
1799 – Bonaparte est contraint de lever le siège de Saint-Jean-d'Acre, défendu par Phélippeaux depuis le 19 mars. Ce départ marque la fin de la campagne française de Palestine.



ROGER VIOLLET

Napoléon Bonaparte

19 mai
1643 – Cinq jours après la mort de Louis XIII, le jeune duc d'Enghien, qui sera fait prince de Condé, écrase les Espagnols à Rocroi.

20 mai
1844 – Naissance à Laval du peintre Henri Rousseau (le « Douanier Rousseau »)

22 mai
1919 – Après des combats meurtriers, la ville de Riga, capitale de la Lettonie, est libérée de l'occupation bolchevique par les corps-francs du général Rüdiger von der Goltz. Ceux-ci découvrent plusieurs centaines de prisonniers allemands massacrés par les communistes. Un mois plus tard, les Alliés exigeront l'évacuation des corps-francs de tout le territoire.

24 mai
1084 – Sous le commandement de Robert Guiscard, les Normands s'emparent de Rome.

25 mai
1625 – Après un an de siège, la ville de Breda, aux Pays-Bas, se rend au marquis de Spinola, commandant les troupes espagnoles. Les conditions de cette reddition et le comportement chevaleresque du vainqueur symbolisent un niveau élevé de civilité malgré les horreurs de la guerre de Trente Ans.

26 mai
1755 – Après sa capture en Savoie, le bandit Mandrin est roué vif à Valence.

27 mai
1703 – Fondation de la ville de Saint-Pétersbourg par Pierre le Grand.

29 mai
1947 – L'historien Jacques Benoist-Méchin comparaît devant la Haute Cour de justice. Condamné à mort le 6 juin, gracié le 30 juillet, il restera incarcéré à la prison de Clairvaux jusqu'au 24 décembre 1953.

30 mai
1899 – Acquittement de Paul Déroulède par les jurés du tribunal de la Seine après sa tentative de coup d'État. Il avait déclaré aux jurés : *« Si vous me condamnez, vous ne ferez que retarder l'heure du réveil, si vous me rendez ma liberté, je recommencerai. »*

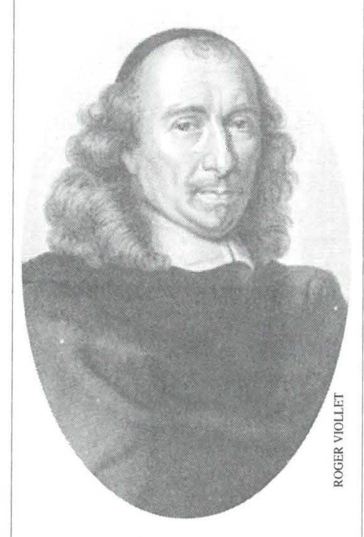
Juin

1er juin
987 – Seigneur d'Île-de-France, descendant de Robert le Fort, Hugues Capet est élu roi grâce aux intrigues de l'archevêque Adalbert de Reims. Il sera couronné à Noyon le 3 juillet.

4 juin
1857 – La révolte des Cipayes s'étend à la ville de Cawnpore. Nana Sahib, chef des mutins adresse à ses troupes cette proclamation : *« Tuez tous les Anglais, et je donnerai un bracelet d'or à chacun ! »* Le vieux général Hugh Wheeler organise la résistance des assiégés. Ceux-ci tiendront jusqu'à la fin du mois, avant d'être tous massacrés.

5 juin
1832 – À l'occasion des obsèques du général républicain Lamarque, une émeute parisienne éclate contre Louis-Philippe. Dans *Les Misérables*, Victor Hugo fera mourir Gavroche sur la barricade érigée rue Saint-Merri.

6 juin
1606 – Naissance à Rouen de Pierre Corneille.


ROGER VIOLLET

Pierre Corneille (1606-1684)

8 juin
793 – Trois navires scandinaves abordent sur une île des côtes de Northumbrie. Cette expédition marque le début de l'ère viking.

9 juin
1525 – Florian Geyer, chevalier allemand, l'un de chefs de la révolte des paysans contres les princes et la papauté, est assassiné près de Würzburg.

10 juin
1804 – L'ancien chef chouan Georges Cadoudal est condamné à mort pour avoir organisé contre Napoléon le complot de la « machine infernale ». Il sera guillotiné le 25 juin. Napoléon, après l'échec de la chouannerie, lui avait proposé de prendre un commandement dans l'armée républicaine.

11 juin
1700 – Fondation par Leibniz de l'Académie des sciences de Berlin.

12 juin
1709 – Durant la guerre de Succession d'Espagne, le royaume étant menacé par la coalition de l'Europe, Louis XIV adresse à tous les gouverneurs des provinces françaises, un véritable appel au peuple, qui sera entendu.

14 juin
1658 – Bataille des Dunes. Turenne, à la tête d'une armée franco-anglaise, défait les Espagnols conduits par don Juan d'Autriche et Condé. Puis il entreprend la conquête des Flandres, ce qui poussera les Espagnols à traiter et aboutira à la paix des Pyrénées.

15 juin
1826 – Massacre des janissaires, ordonné par le sultan de Constantinople, Mahmoud II.

16 juin
1940 – Après quelques heures de combat, la Wehrmacht s'empare de Verdun qui avait été victorieusement défendue par le général Pétain en 1916. À Bordeaux, le gouvernement provisoire français démet Paul Reynaud de ses fonctions de Premier ministre.

19 juin
1953 – Accusés d'espionnage au profit de l'URSS, Julius et Ethel Rosenberg sont exécutés à la prison de Sing-Sing. En 1997, les archives soviétiques ont apporté la preuve de la culpabilité du couple qui avait été contestée à l'époque par l'opinion de gauche dans le monde entier.

DR



Georges Cadoudal

20 juin
1756 – À Bombay, le nabab du Bengale, Souradj oud Daoula, s'étant emparé de la ville, entasse 146 prisonniers européens dans une casemate d'une superficie de 42 m^2. Le lendemain, il n'y aura que trente-trois survivants.

21 juin
1919 – La flotte allemande se saborde à Scapa Flow plutôt que de se livrer aux Alliés en exécution du traité de Versailles.

22 juin
1815 – Seconde abdication de Napoléon en faveur de son fils.

23 juin
1478 – Naissance à Bruges de Philippe le Beau, fils de l'empereur Maximilien Ier de Habsbourg et futur père de Charles Quint. Il épousera à Lille en 1496 la fille aînée des Rois catholiques, Jeanne, connue plus tard sous le nom de Jeanne la Folle.

24 juin
1977 – La Saint-Jean, fête du solstice d'été, célébrée depuis toujours par les sociétés patriotiques du Canada français, devient la fête nationale officielle du Québec. La décision a été prise en mars 1977 par l'Assemblée québécoise.

25 juin
841 – Bataille de Fontenet (Fontenoy en Belgique). Ce combat, le plus important du Haut Moyen Âge, dont les victimes avoisinent, dit-on, le chiffre de 80 000, oppose les successeurs de Charlemagne.

26 juin
1795 – Victoire française à Fleurus. Le général Jourdan écrase la coalition des Anglais, des Hollandais, des Autrichiens et des Prussiens. La bataille a été l'occasion de la première opération d'observation aérienne de l'histoire : le capitaine Coutelle, commandant la première compagnie d'aérostiers, a surveillé les combats à partir du ballon *L'Entreprenant*, transmettant de nombreux messages au commandement français.

27 juin
1977 – Les territoires français des Afars et des Issas deviennent indépendants. La République de Djibouti est née.

28 juin
1919 – Signature du traité de Versailles. L'Allemagne se voit forcée de se reconnaître coupable de la Première Guerre mondiale. Elle perd l'Alsace-Lorraine, la Prusse orientale, et le territoire de Memel. Dantzig est transformée en « ville libre ». La Sarre est placée pour 15 ans sous protectorat français par la Société des Nations (SDN), la rive gauche du Rhin (Rhénanie) est soumise à une occupation française, et l'armée allemande est réduite à une petite force de 100 000 hommes.

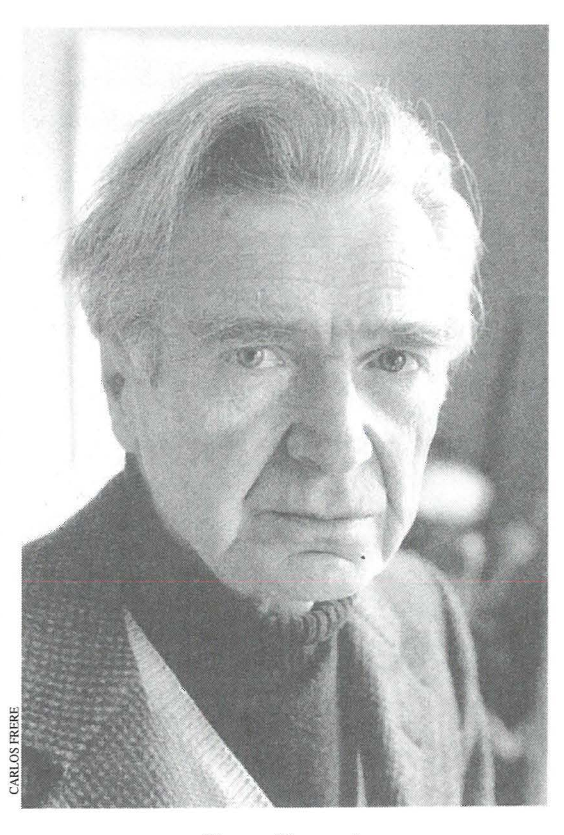
29 juin
1793 – Cathelineau est mortellement blessé lors de la tentative de la prise de Nantes.

30 juin
1402 – Bataille d'Ancyre (Ankara). Les Turcs de Bajazet sont écrasés par les Mongols de Tamerlan.

Pages réalisées par Virginie Tanlay

L'esprit d'insoumission

Rebelles ! *Rebs* ! C'est le nom par lequel les Nordistes désignaient les Confédérés pendant la guerre de Sécession. Les Sudistes le relevèrent et en firent un drapeau. Le surnom donné par un adversaire se voit souvent anobli au feu du combat. Dénoncés vers 1970 comme des *« rats noirs »* par leurs ennemis gauchistes, on sait que les étudiants nationalistes de Paris retournèrent le compliment, faisant de la petite bête immonde un emblème facétieux. À une autre échelle et en un autre temps, pour se gausser des compagnons de Guillaume d'Orange en révolte contre la couronne d'Espagne, les courtisans de Philippe II les qualifièrent de *« gueux »*. Le mot fut repris par les soldats et les marins du *Taciturne* qui se nommèrent les *« Gueux de la mer »* et firent voir à l'orgueilleux duc d'Albe et à ses successeurs ce qu'il en coûtait d'avoir contre soi cette sorte de gueuserie !



Cioran, l'insoumis.

Le premier acte par lequel on cesse d'être soumis, par lequel on entre intellectuellement et moralement en insoumission, consiste toujours à se libérer de la peur ou de la fascination des mots. C'est par les mots, par leur pouvoir séducteur, corrosif ou intimidant, qu'un système habile enferme ceux qu'il veut neutraliser ou dominer, et cela bien avant de recourir à d'autres armes plus redoutables. Choisir le nom par lequel on désigne un adversaire, le nommer, c'est déjà s'imposer à lui, le faire entrer sans qu'il le sache dans son propre jeu, préparer son anéantissement. Du fond du Goulag, entreprenant l'héroïque reconquête intérieure qui fit de lui un homme libre malgré les miradors et les barbelés, Soljenitsyne dit qu'il lui fallut d'abord vaincre en lui le mensonge que le communisme y avait déposé et en quoi consistait l'essentiel de son pouvoir et de sa nuisance. Les mots sont des instruments stratégiques. Se donner à soi-même ses propres mots, et d'abord se donner un nom, c'est affirmer son existence, son autonomie, sa liberté. *« Sinn Fein »*, *« Nous seuls »*, ainsi se nommèrent les nationalistes irlandais au début du siècle, bien avant de recourir aux armes.

En nulle autre époque que la nôtre, l'insoumission de l'esprit, l'esprit d'insoumission, ne fut plus nécessaire. André Gide le notait déjà dans son *Journal* : *« Le monde ne sera sauvé, s'il peut l'être, que par des insoumis. »*

À la façon de certains moralistes français du XVIIe siècle qu'il appréciait, Cioran est l'exemple même de l'insoumission spirituelle que réclame notre temps. Contempteur de toutes les conventions, vivant volontairement en retrait du monde et des vanités, choisissant la pauvreté pour conserver la liberté de ne travailler qu'à sa guise, il vécut dans une mansarde miteuse, à deux pas il est vrai du Luxembourg, dans le plus beau quartier d'un vieux Paris peu à peu défiguré. Son premier essai, écrit à vingt-deux ans, *Sur les cimes du désespoir*, annonce déjà ce que sera son moralisme noir et suprêmement tonique. Ne se faisant aucune illusion sur rien ni personne, ni même sur lui, il ne cessa de se dénigrer et de cette ascèse, il tira sa force et son authenticité : *« Premier devoir, au lever rougir de soi... »*

Mais avant de parvenir au détachement, Cioran avait connu une jeunesse rebelle, proche du mouvement mystique et violent de la Garde de Fer roumaine. Il ne s'en est jamais caché et les infects inquisiteurs qui lancent contre ce passé l'anathème devraient s'aviser que sans lui, jamais l'autre Cioran ne fût devenu celui qu'il a été. *« J'étais jeune,* écrit-il, en se souvenant, *et ne pouvais admettre d'autres vérités que les miennes, ni concéder à l'adversaire le droit d'avoir les siennes... Celui qui avant la trentaine n'a pas subi la fascination de toutes les formes d'extrémisme, je ne sais pas si je dois l'admirer ou le mépriser, le considérer comme un saint ou un cadavre. »*

DOMINIQUE VENNER

Les œuvres de Cioran ont été réunies en un seul volume de la collection Quarto-Gallimard, 1 820 pages, 175 F. Patrice Bollon vient de lui consacrer une biographie publiée par Gallimard.

Le titre réel du livre de Dominique Ponchardier cité dans mon éditorial de notre numéro 20 (Français et Allemands) est *Les Pavés de l'enfer* (Gallimard, 1953).

Nos lecteurs trouveront inséré entre les pages 34 et 35 un sondage qui leur est destiné. Je leur demande instamment d'y répondre. Il nous sera précieux pour toujours mieux leur offrir ce qu'il attendent de nous.

DUBLIN, AVRIL 1916

Les Pâques irlandaises

PAR JEAN MABIRE

Avant de devenir des héros, les insurgés de Pâques 1916 furent dénoncés comme des traîtres et des fous. Leurs chefs eux-mêmes ne croyaient pas au succès. Pourtant ils osèrent. À défaut d'être vainqueurs, ils furent fondateurs.

Insurrection ! On imagine un peuple, unanime, qui prend les armes pour chasser les envahisseurs, soudain isolés au milieu d'une foule déchaînée, prête à tous les lynchages, dans une brute débauche d'héroïsme et de cruauté !

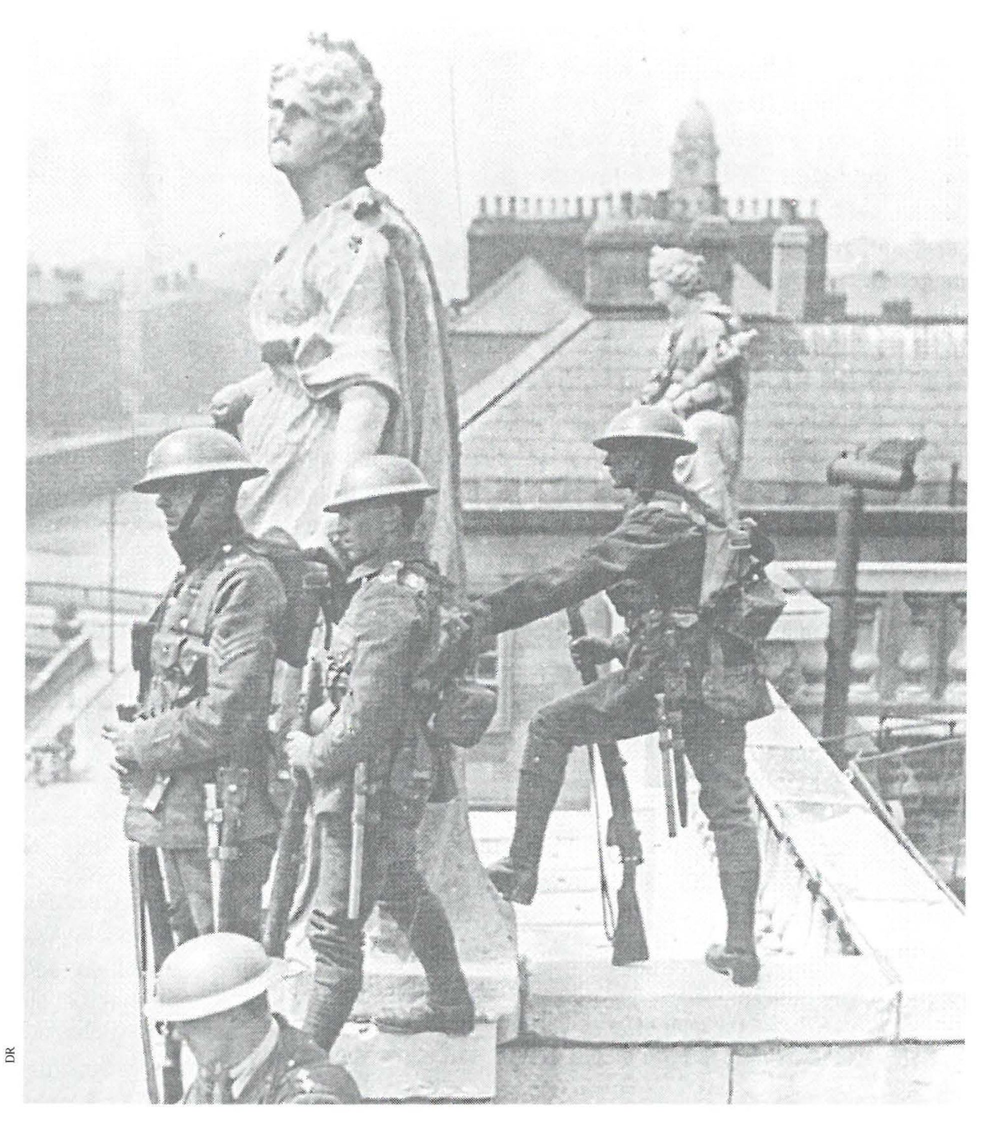
Rien de cette superbe imagerie ne résiste à l'analyse quand on évoque les événements de Dublin, en l'année même de Verdun.

Le geste fou d'une poignée d'insurgés devient tragédie dérisoire face à l'indifférence et même l'hostilité d'une population qu'ils prétendaient libérer d'un joug depuis plusieurs siècles insupportable.

Circonstance encore plus dramatique : tous les chefs de ce soulèvement savaient que l'échec était inéluctable. Pourtant, ils ont osé le geste décisif : non pas victorieux mais fondateur.

Ces rebelles de 1916, qui sont encore des traîtres avant de devenir des héros, s'inscrivent dans le droit fil d'une tradition celtique qui peut se réclamer des exploits de Cuchulain et de la Geste de la branche rouge, légendes inoubliées des vieux âges païens d'une Irlande libertaire et barbare.

En ce lundi de Pâques, 23 avril 1916, jour férié, vers midi, la capitale irlandaise apparaît parfaitement paisible. Il fait très beau en cette fin d'avril. Les promeneurs hésitent entre les plages populaires et un champ de courses, plus aristocratique. Le « Château », forteresse où règne le vice-roi, somnole dans une torpeur printanière. Les nouvelles du front de France, où se battent en Flandre et en Picardie de nombreux volontaires irlandais engagés dans les rangs britanniques, ne sont pas trop mauvaises.



DR

Symboles de l'oppression que l'Angleterre faisait peser sur l'Irlande au moins depuis le XVIe siècle, des soldats anglais en tenue de combat veillent sur les toits de Dublin.

Seule note insolite au milieu de tous ces civils qui commencent à sortir de chez eux, avec la nonchalance d'une foule peu portée à dissimuler sa joie de vivre : plusieurs colonnes d'hommes en tenue, plus ou moins militaires, avec des chapeaux relevés sur un côté à la manière boer et même de simples casquettes ou des feutres mous, se déplacent par petits groupes dans les rues de la capitale, le fusil à la bretelle. Depuis quelques années, l'Irlande a vu surgir de bien étranges milices de citoyens-soldats, dont tous les membres se parent du nom de *Volunteers*.

Tout a commencé peu avant la guerre, comme une sorte de répétition un peu théâtrale du conflit qui allait ensanglanter l'Europe et la bouleverser jusque dans ses fondements pendant un demi-siècle.

La grande question qui agite depuis quelques dizaines d'années Irlande et Angleterre est celle du *Home Rule*, sorte d'autonomie interne, sans cesse promise par la Couronne britannique et sans cesse différée.

Dans la province septentrionale d'Ulster, capitale Belfast, où les protestants d'origine écossaise sont largement majoritaires, il n'est pas question d'abandonner une parcelle même symbolique de fidélité à l'Empire. Un certain sir Edward Carson rassemble les plus résolus de ceux qui se nomment les « Orangistes » en une formation paramilitaire d'autodéfense, qui prend le nom d'*Ulster Volunteers*. Ils défilent coiffés d'un chapeau melon, avec des parapluies roulés sur l'épaule et que remplaceront bientôt des fusils.

Dans les trois autres provinces irlandaises, Munster, Leinster et Connacht, les partisans du *Home Rule* rejoignent par réaction les *Irish National Volunteers*, dont l'animateur John Redmond reste tellement modéré dans sa revendication nationale qu'il a mené, dès le début de la guerre, campagne pour que ses compatriotes s'engagent dans l'armée britannique et aillent combattre sur le continent *« contre les Huns »*, c'est-à-dire les Allemands...

Cet agitateur a incontestablement obtenu des résultats, d'autant que certains Irlandais, favorables à l'autonomie, si ce n'est à l'indépendance, estiment assez naïvement que le sang versé au service de Sa Majesté leur donnera des droits après la victoire.

Pour certains de leurs jeunes compatriotes, les plus exaltés et aussi les plus lucides, ce ralliement ne peut être qu'un marché de dupes.

Les patriotes les plus hostiles à toute forme de présence anglaise se sont regroupés



L'Irlande. Divisions politiques et administratives. Pierre Joannon, **Histoire de l'Irlande,** ***Plon 1973.***

depuis plusieurs dizaines d'années en une redoutable société secrète indépendantiste, l'*Irish Republican Brotherhood*, ou Fraternité Républicaine Irlandaise.

Ils se veulent les héritiers des Irlandais Unis de la fin du XVIII[e] siècle, des militants de la Jeune Irlande de 1848 qui croyaient au « Printemps des peuples », des Fenians, éternels conspirateurs voués à la prison et à la potence.

Les chefs du soulèvement

Dès le début de la guerre, les chefs de l'IRA comprennent que l'organisation paramilitaire des *Volunteers* peut devenir une fort bonne couverture pour former des cadres et entraîner des troupes sans provoquer maladroitement la puissance occupante. De nombreux militants nationalistes vont donc rejoindre les *Irish National Volunteers* pour s'initier au métier des armes.

Ce geste est l'aboutissement logique d'une évolution depuis longtemps entamée, étape par étape : d'abord la prise de conscience de l'identité profonde de leur peuple par des associations culturelles comme la Ligue gaélique ; ensuite une continuelle revendication politique, dont le *Home Rule* ne peut être qu'une première étape, enfin, l'organisation d'une véritable armée prête à intervenir au moment le plus favorable contre les troupes occupantes.

On ne comprend rien au déclenchement de l'insurrection de 1916 si on n'embrasse pas d'un seul coup d'œil cette longue marche : la culture, la politique, le combat...

Qui sont ces hommes qui vont déclencher l'insurrection et y laisseront tous leur vie ? Ce sont peut-être les premiers de ce que le XX[e] siècle nommera des « soldats politiques ». Sept d'entre eux – chiffre hautement symbolique – vont constituer le gouvernement provisoire de l'autoproclamée « République d'Irlande » ou *Poblacht Na H Eireann*.

S'ils sont unis par le patriotisme, le courage et aussi une certaine lucidité qui écarte toute illusion sur les conséquences immédiates de leur geste, ils possèdent les uns et les autres une forte personnalité.

Le plus âgé du « gouvernement provisoire », Thomas Clarke, tenancier d'un bureau de tabac – ce qui lui a facilité bien des contacts – a déjà soixante ans. Sous son air

L'AVENTUREUSE COMTESSE MARKIEVICZ

L'Irlande ne serait pas l'Irlande si on n'y voyait surgir aux époques les plus dangereuses de son histoire de singulières figures de femmes guerrières, auprès desquelles Jeanne d'Arc apparaît comme une mièvre image de vitrail !

Bien digne d'être la compatriote de Deirdre des Douleurs, Constance était née Gore-Booth, au sein de l'aristocratie la plus huppée, c'est-à-dire la plus réactionnaire et la plus colonialiste du microcosme anglo-irlandais.

En épousant un noble polonais, elle devint comtesse Markievicz mais négligea bien vite son foyer pour se lancer dans l'action nationaliste.

Avoir été peintre et actrice l'avait pourtant peu préparé au métier de soldat de l'IRA !

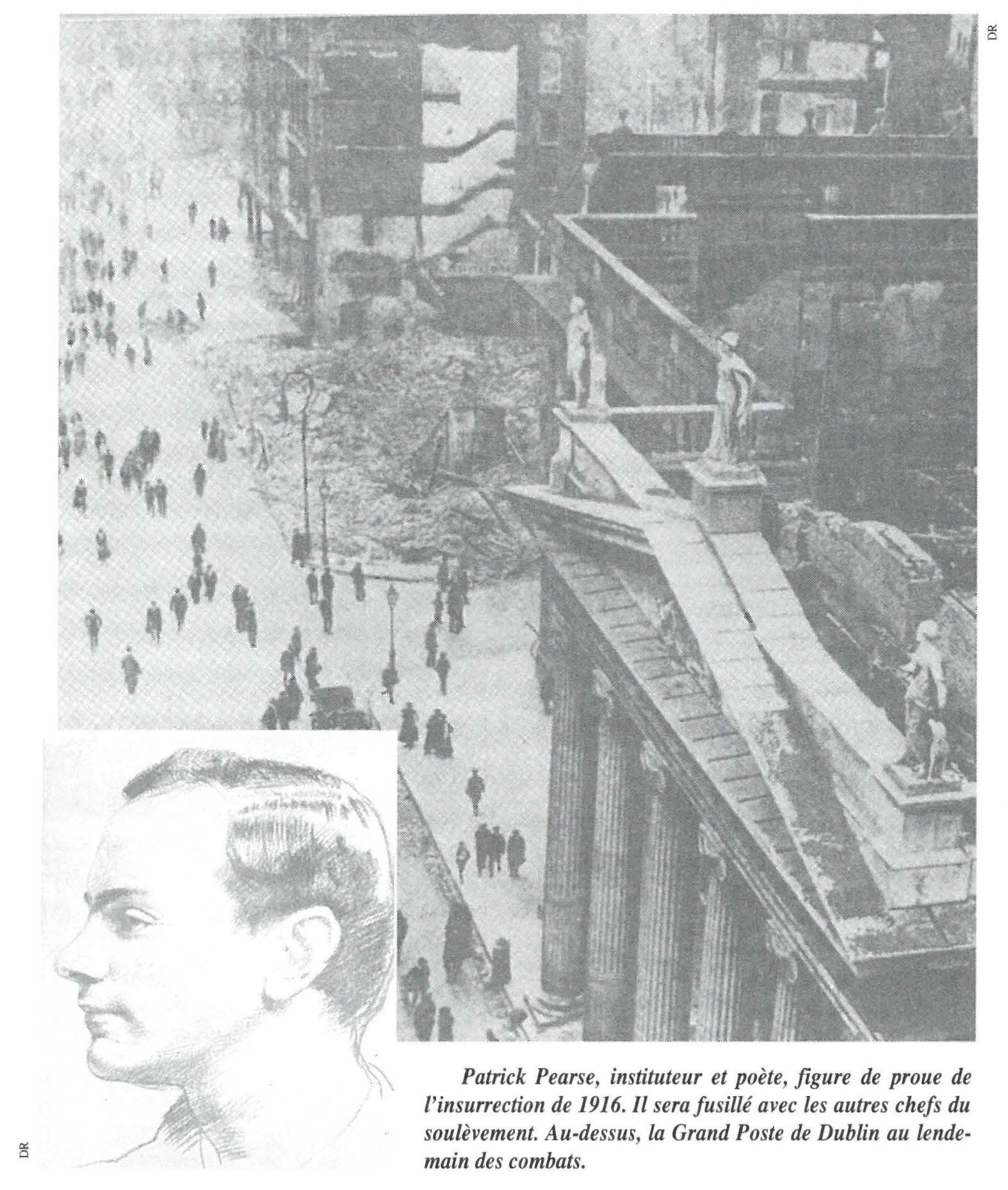
À peine le fracas des armes a-t-il diminué qu'elle se lance dans la politique la plus extrémiste. Elle sera député, puis ministre, avec toujours dans son cœur deux passions indissociables : la libération de l'Irlande et la revanche du prolétariat !

Anne Pons a su nous faire partager les moments les plus forts de celle qui fut sans nul doute une des femmes les plus courageuses et aussi les plus originales de notre siècle.

Son imprudence n'a eu d'égale que sa générosité. Aussi démesurée l'une que l'autre.

J. M.

Anne Pons, *Constance ou l'Irlande*, Éditions Nil. 304 pages, 120 F.



DR

Patrick Pearse, instituteur et poète, figure de proue de l'insurrection de 1916. Il sera fusillé avec les autres chefs du soulèvement. Au-dessus, la Grand Poste de Dublin au lendemain des combats.

DR

paisible – barbiche et lorgnons –, c'est un éternel conspirateur, qui a naguère reconstitué l'*Irish Republican Brotherhood*, décapitée par une des nombreuses actions policières britanniques. Il a passé une quinzaine d'années en prison pour ses activités nationalistes.

Viennent ensuite trois hommes de la même génération. La figure de proue incontestée de ce petit groupe est un ancien instituteur, Patrick Pearse, 37 ans, qui se fait appeler Padraig Mac Piarais en gaélique. C'est un poète dont toute l'œuvre lyrique n'a pour but que l'éveil de son peuple. Militant de la Ligue gaélique, il a beaucoup publié dans la vieille langue populaire : poèmes, nouvelles, pièces de théâtre, essais historiques et même un roman inachevé. C'est aussi un éducateur qui a fait du collège Saint-Enda une pépinière de jeunes chefs dont l'Irlande a tant besoin. À ces garçons, qui se nomment les *Fianna*, il donne une triple éducation morale, intellectuelle et physique. Il va même fonder par la suite un collège de jeunes filles, dont beaucoup se retrouveront dans l'association *Cumann na mBan*, l'organisation nationaliste féminine, qui fournira pendant toute l'insurrection agents de liaison, infirmières et même tireuses d'élite.

Si Pearse est célibataire et se prend parfois pour une sorte de Christ dont le destin est d'offrir sa vie pour racheter l'Irlande, son ami Thomas MacDonagh, 38 ans, instituteur, lui aussi poète, est marié et père de famille.

Eamonn Ceannt (prononcer Kent) fonctionnaire du Trésor public, est un musicien connu : on le considère comme le meilleur joueur de cornemuse de tout le pays.

Un peu plus jeune, Sean MacDiarmada, 32 ans, originaire d'Irlande du Nord est journaliste et dirige l'organe nationaliste *Irish Freedom*. On le considère comme un véritable commis-voyageur de la révolution.

Le benjamin des « ministres » du gouvernement provisoire, Joseph Plunkett, n'a que 29 ans. Il ne cache pas sa vocation d'auteur dramatique et rêve d'un théâtre capable de provoquer l'enthousiasme patriotique des spectateurs. C'est un garçon malingre dont le regard brille de fièvre derrière de grosses lunettes. Tuberculeux, condamné par les médecins, il s'est évadé d'une clinique pour participer à l'insurrection.

Le septième personnage de cette petite équipe de futurs fusillés n'est pas le moins singulier. Il n'appartient pas à la mouvance nationaliste et se réclame du socialisme le plus révolutionnaire. James Connolly, 48 ans, est un vieux militant prolétarien. Un temps militaire de carrière dans sa jeunesse, il est devenu responsable syndicaliste. Grand admirateur de la Commune de Paris, influencé par certaines idées marxistes, il n'en est pas moins patriote irlandais. Peu avant la guerre, il a créé une formation paramilitaire, l'*Irish Citizen Army*, pour protéger les grévistes. Dès 1914, la devise de ce lutteur au visage barré d'une grosse moustache en broussaille, est sans équivoque : *We serve neither King nor Kaiser but Ireland...*

Des effectifs dérisoires

Installé à *Liberty Hall* au siège de l'Union des travailleurs, Connolly attire non seulement des militants ouvriers, mais des personnages aussi pittoresques que la comtesse Constance Markievicz, née Gore-Booth, une aristocrate qui se passionne pour la double cause de l'émancipation des travailleurs et de la liberté de l'Irlande. Tout aussi « verte » que « rouge », elle a délaissé les planches du théâtre où elle se produit pour descendre sur les pavés de Dublin, un énorme revolver d'ordonnance Webley au poing.

Ils sont tout juste une centaine d'hommes et quelques dizaines de femmes, en ce lundi de Pâques 1916, à se diriger vers la GPO, *General Post Office* de Dublin, qui doit devenir le quartier-général de l'insurrection. Le « bataillon » chargé de défendre l'état-major et quelques-uns des ministres du gouvernement provisoire de la libre république d'Irlande n'atteint même pas l'effectif d'une simple compagnie !

Le nombre total des insurgés sera estimé à 1 200 volontaires au moins et 1 700 au plus. Ils vont occuper différents points clés de la ville, 1er bataillon (Daly) : les Four Courts, c'est-à-dire le tribunal ; 2e bataillon (MacDonagh) : l'usine Jacob ; 3e bataillon (Valera) : la minoterie Boland et la gare de Westland Row ;

4e bataillon (Ceannt) : la South Dublin Union ; 5e bataillon (Ashe) : la banlieue de Fingall.

Pourquoi un si petit nombre de combattants ?

Le chef des *Volunteers*, Eoin MacNeill, persuadé que le soulèvement était voué à l'échec, a tenté de décommander l'opération et a fait publier dans un journal du dimanche un appel ordonnant aux volontaires de rester chez eux lors du week-end pascal.

On venait d'apprendre le total fiasco du débarquement d'une cargaison d'armes de guerre qu'un navire allemand devait livrer aux insurgés sur l'initiative d'un des chefs rebelles, sir Roger Casement. Bien que diplomate de carrière, cet Anglo-Irlandais, était totalement partisan du vieil adage : « *Toute difficulté pour l'Angleterre est une opportunité pour l'Irlande.* » Il finira pendu.

Malgré le semi-échec de la mobilisation et l'incroyable modicité des effectifs, un des premiers gestes des insurgés en ce lundi de Pâques 1916, va avoir un énorme retentissement pour l'avenir de l'Irlande et continuera de faire bien souvent la une des journaux plus de quatre-vingts ans plus tard.

Le poète-éducateur Pearse et le militant syndicaliste Connolly prennent une décision capitale :

À partir d'aujourd'hui, il n'y a plus d'*Irish National Volunteers*, ni d'*Irish Citizen Army*, mais une seule et même force militaire, qui prend le nom d'*Irish Republican Army* !

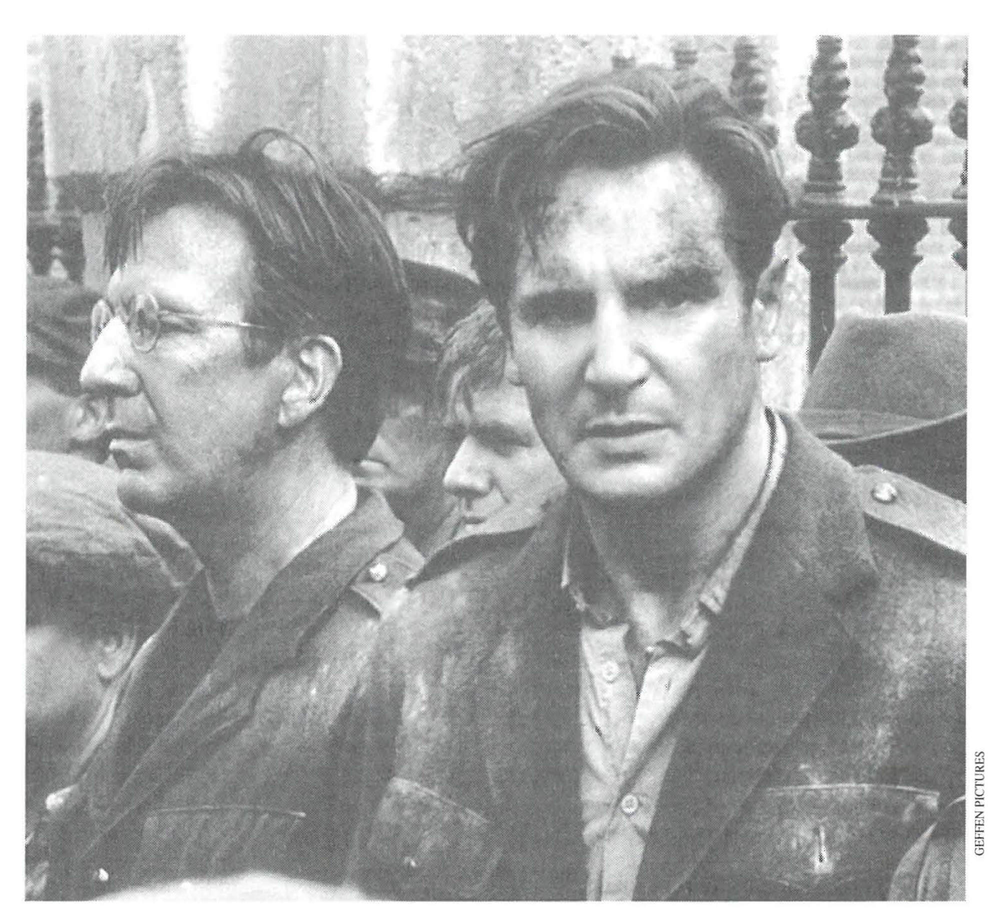
Cette IRA qui vient de naître marque la fusion, dans une même armée de soldats politiques, des nationalistes et des socialistes.

On hisse sur le toit de la GPO l'étendard vert à la harpe d'or des patriotes et le pavillon bleu avec la charrue et les étoiles des prolétaires. Au-dessus, dans le ciel dégagé de ce beau lundi d'avril, flotte le nouveau drapeau de la jeune république irlandaise, le tricolore vert, blanc et orange.

Emmenés par Connolly, les insurgés se précipitent à l'intérieur de la poste, chassent employés et clients, escaladent les étages et mettent le bâtiment en état de défense, en traînant des meubles et des sacs de sable devant les fenêtres.

Pendant que s'affairent les volontaires, avec un enthousiasme qui dissimule mal quelque appréhension, Patrick Pearse entreprend de lire une proclamation en haut des marches de la GPO.

C'est tout simplement l'acte de naissance de la nouvelle république, signé par lui-même et ses six compagnons.



Reddition des insurgés de Pâques 1916. Côte à côte, dans le film de Neil Jordan, Eamon de Valera (Alan Rickman) et Michael Collins (Liam Neeson). Deux tempéraments et deux destins opposés. Collins, le combattant, deviendra l'organisateur de la première IRA. À partir de 1919, il mènera contre l'Angleterre une impitoyable guérilla, arrachant l'indépendance de l'Irlande au traité de 1921. Valera, le politique, jaloux sans doute de la victoire de Collins, refusera ce traité insuffisant à ses yeux. Il provoquera de ce fait une féroce guerre civile entre nationalistes. Devenu chef du gouvernement provisoire, Collins lance la nouvelle armée irlandaise contre ses anciens camarades insurgés. Il trouve la mort dans une embuscade le 22 août 1922. Vainqueur des élections en 1932, Valera accède au gouvernement.

« Irlandais, Irlandaises, au nom de Dieu et des générations disparues dont elle hérite son ancienne tradition de nationalité, l'Irlande par nos voix appelle ses enfants autour de son drapeau pour conquérir sa liberté. »

Des soldats irlandais contre les insurgés

Il y aura peu de Dublinois pour entendre cet appel historique. Devant cette manifestation d'hommes armés, la plupart des citoyens de la capitale irlandaise sont rentrés chez eux.

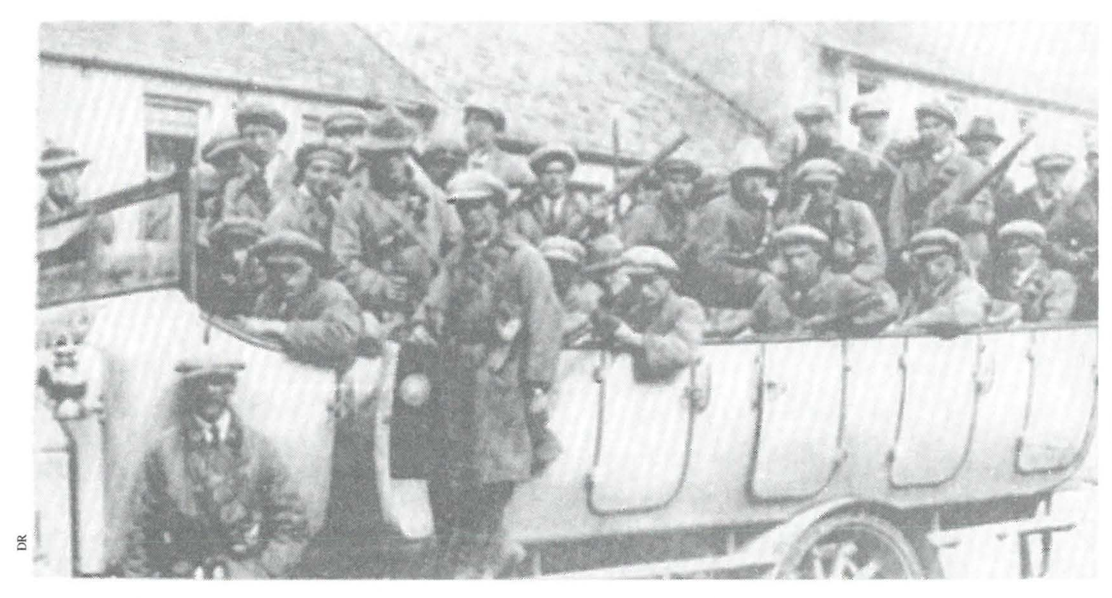
Les rues sont désertes. Une patrouille de lanciers britanniques surgit. Quelques coups de feu claquent depuis les fenêtres de la poste. Des chevaux s'abattent, des cavaliers gisent dans des flaques de sang. Ce seront les premiers morts de l'insurrection. Désormais, le sang a coulé.

Comme le disait la proclamation de Pearse : « *L'Irlande affirme par les armes à la face du monde son droit fondamental à la souveraineté nationale.* »

Pour l'immense majorité des Irlandais, cette insurrection est non seulement un coup de folie, mais une trahison. Alors que l'Empire est en guerre avec l'Allemagne, Pearse et ses camarades acceptent l'aide du Kaiser !

Le geste des insurgés provoque une véritable explosion de colère dans Dublin, d'autant que la prise de contrôle de différents bâtiments publics par les maigres bataillons de l'IRA s'accompagne des pillages inhérents à toute guerre en milieu urbain. Des voyous profitent de la situation pour briser des vitrines et dérober des marchandises...

Quant aux Britanniques, certains de l'appui de la population dublinoise, ils sont décidés à réagir avec la brutalité qu'ils savent montrer quand les intérêts vitaux de la Couronne sont en jeu. Pire encore, dans de nouveaux secteurs, le soulèvement sera écrasé par des soldats irlandais. Non pas des protestants des *Royal Ulster Rifles* de Belfast, mais des catholiques des *Dublin Fusiliers*, recrutés dans la capitale irlandaise elle-même.



DR

*Une « brigade volante » de l'IRA en 1919. Pour lutter contre la guérilla, l'armée anglaise et la gendarmerie (***Royal Irish Constabulary***) sont débordées. Le gouvernement anglais constitue un corps auxiliaire de police avec des volontaires, anciens de la guerre des tranchées. Ils reçoivent un uniforme dépareillé, veste sombre et culotte kaki, d'où leur surnom* **Black and Tans** *(Noirs et Fauves), celui d'une célèbre meute de chasse à courre. Agissant avec une extrême brutalité, ils n'hésitent pas devant les représailles contre la population. Ils seront dépassés en violence par la « Division auxiliaire spéciale » de la police, les trop célèbres* **Auxies** *(à droite), recrutés parmi d'anciens officiers anglais de la guerre mondiale. Répondant à la terreur par la terreur, pour chaque assassinat d'un Irlandais fidèle à l'Angleterre, les* **Auxies** *abattent sans jugement deux nationalistes* (**Sinn Feiners**).

DR

Dès le mercredi, surlendemain du jour où ont éclaté les premiers coups de feu, le général Maxwell prend les choses en mains. C'est un spécialiste du Moyen-Orient, réputé pour ses méthodes expéditives. Il décide de faire progresser ses hommes sous le couvert des bombardements et des incendies. L'étau se resserre.

Instruits par les durs combats qui se déroulent sur le continent, les troupes chargées de réprimer l'insurrection ne vont pas lancer des attaques frontales d'infanterie contre les rebelles occupant un certain nombre de points-clés de Dublin. Le haut-commandement britannique décide de fixer ses adversaires sur leurs positions et de les réduire par des tirs d'artillerie. Sans aucun souci pour les monuments, ni même pour les civils pris entre deux feux, c'est à coups de canon que vont être anéantis, les uns après les autres, les points de résistance républicains.

Les forces de l'ordre vont même employer les pièces d'une canonnière, embossée sur la Liffey, et dont les obus vont provoquer de terribles destructions.

À la GPO, Connolly est sérieusement blessé d'une balle dans la jambe. Une partie du bâtiment est en flammes. On craint l'explosion des caisses de munitions entassées un peu partout. Pearse, généralissime de l'armée républicaine, trouve encore des accents lyriques, le jeudi soir, pour exalter le geste de ses camarades de l'IRA *« qui gravent avec le fer et le feu un chapitre de l'histoire de l'Irlande. »*

Mais, dès le lendemain, vendredi, la situation devient intenable. Les quatre cents volontaires rescapés doivent évacuer le bâtiment, ébranlé par les salves d'obus et ravagé par les incendies.

Il faut tenter de chercher refuge dans les maisons avoisinantes. Les deux derniers à quitter la grande poste seront James Connolly, porté sur un brancard, et Patrick Pearse.

La justification du nationalisme

Le vendredi, une infirmière irlandaise tente de parlementer avec l'adversaire. La réponse anglaise est brutale : Il n'y aura pas de négociations, mais une capitulation sans condition.

Le samedi 28 avril, Pearse décide de rejoindre les lignes britanniques un drapeau blanc à la main. Il tend son épée à ceux qui sont ses vainqueurs.

Il a fallu rameuter seize mille hommes pour en réduire à peine plus d'un millier !

Le bilan est lourd : soixante morts chez les volontaires, cent trente-quatre dans l'armée britannique et la police irlandaise, deux cents tués et six cents blessés parmi les civils.

Quinze des chefs de l'insurrection – dont les sept « ministres » – seront fusillés entre le 3 et le 9 mai (Connolly sera passé par les armes assis sur une chaise). Avant de mourir, les insurgés avaient eu le temps de mesurer la profonde impopularité de leur geste. Mais ils devinaient que l'opinion publique irlandaise finirait par se retourner en leur faveur, en raison même de la férocité de la répression. Les traîtres allaient devenir des martyrs !

L'insurrection de Pâques 1916 a échoué, mais l'idée d'une Irlande libre est née du sang versé volontairement par les meilleurs de ses fils.

Deux ans plus tard, aux élections de 1918, le *Sinn Fein* indépendantiste remporte 73 mandats sur 105. Puis, dès 1921, après la guerre anglo-irlandaise, il occupe 124 sièges sur 128 du *Dail Eireânn* de l'État libre.

Le maire de Cork, Terence MacSwinney, qui devait mourir en prison à l'issue d'une grève de la faim, a parfaitement défini le sens du geste fondateur des insurgés de l'*Easter Week* : *« Tel est le sens et la justification du nationalisme : il est la condamnation sans appel du cosmopolitisme. Si la grandeur et la beauté de la vie, qui sont l'étoffe dont est tissé le rêve des nations, sont contestées par tous sauf un, cet homme solitaire préservera le rêve à l'intérieur de ses frontières jusqu'à ce que sa fascination retienne et inspire le monde. »* (1)

J. M.

Jean Mabire vient de publier aux Presses de la Cité *La 6e Airborne, des Ardennes à la Baltique*, histoire des « diables rouges » britanniques dans la phase finale de la Seconde Guerre mondiale.

---

(1) Cité par Pierre Joannon, *Le rêve irlandais*. Artus éditeur, 1988.

Michael Collins

PAR MICHEL DÉON
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Tandis que sort sur les écrans le très beau film de Neil Jordan, Pierre Joannon publie une superbe biographie du héros de la révolution irlandaise. Attaché lui-même à l'Irlande par mille liens, Michel Déon commente le livre et dit de Michael Collins ce que signifie son destin.

« L'*opposition fait toujours la gloire d'un pays. En un sens, les plus grands hommes d'une nation sont ceux qu'elle met à mort.* » Ces mots de Renan, Pierre Joannon aurait pu les placer en exergue de son livre. Ils résument l'action et la fin de Michael Collins. Déjà, de l'opposition, Balzac disait qu'elle était la vie. La vie et la gloire, Michael Collins a pu s'enorgueillir de les avoir rendues à l'Irlande, premier pays à secouer le joug de la Couronne. S'il ne fut pas le seul artisan de cette libération, il en fut certainement le général sans la volonté implacable duquel les combattants de l'ombre auraient peut-être abandonné la lutte.

Il faut qu'on le sache, *tout* ce que Pierre Joannon, éminent spécialiste de l'histoire irlandaise, rapporte de la répression anglaise est vrai. Ces exactions furent commises au lendemain de la Première Guerre mondiale déclenchée pour que les peuples eussent le droit de disposer d'eux-mêmes. C'est dans ce climat euphorique orchestré par un Woodrow Wilson sombrant dans la plus sénile des mégalomanies, que Londres décida qu'il n'y aurait pas d'Irlande libre. De grands noms surgissent au cours de cette histoire. Lloyd George, Winston Churchill. Leur ignorance de la situation, leur mépris pour les Irlandais, la manière dont ils couvrirent d'un voile pudique ou cynique les réactions insensées des *Black and Tans* et des *Auxiliaires*, ternit à jamais leur mémoire.


ROGER-VIOLLET

Le vrai Michael Collins (1890-1922), héros et artisan de l'indépendance irlandaise. Meneur charismatique et pionnier de la guérilla moderne, il mourut sans connaître les flétrissures du pouvoir et du temps.

Comment dans ces circonstances, une poignée de soldats, l'embryon de l'*Irish Republican Army* a-t-elle réussi à faire plier le genou au plus grand empire du monde ? Mais rien ne s'explique sans le « tout ou rien » propre au caractère irlandais. Là où d'autres militants auraient renoncé, les échecs, la torture, l'assassinat galvanisaient ces quelques hommes dont l'action ferait basculer l'opinion, car, il faut le dire, la révolution irlandaise n'est pas née d'une facile unanimité. Contre elle, l'IRA avait la nonchalance aussi naturelle au pays que son énergie et sa bravoure, la lassitude générale après tant d'échecs et la neutralité pas toujours bien bienveillante du clergé. Le soulèvement de 1916 auquel Michael Collins participa restait surtout dans la mémoire des habitants des taudis dublinois comme l'occasion inespérée d'un fantastique pillage. Ceux qui rêvaient, envers et contre tous les échecs, d'une Irlande libre en furent amèrement et cruellement déçus. Ils purent se demander si la nation irlandaise existait encore, si elle avait survécu à des siècles d'oppression, à la grande famine de 1845-1849, si leur sacrifice avait un sens. Il fallait d'abord retrouver cette nation irlandaise, la réveiller et peut-être même la violer. Le moyen employé, à tâtons, sans réelles directives, sans une vraie doctrine, est le premier exemple pratique de ce qu'on a appelé trente ans plus tard dans le monde : la guerre révolutionnaire. Mao Tsé-toung n'en est pas l'initiateur. L'initiateur en est Michael Collins, le fils d'un petit fermier du comté de Cork.

Dans le panier de crabes des révolutions, il faut, pour survivre aux événements, aux luttes intestines, aux haines inévitables, des tempéraments de fer, un mépris total de la mort et, peut-être, une sorte d'intuition quasi magique du destin. Moins subtil qu'un Childers, moins politicien qu'un Brugha, moins sinueux qu'un Valera, Michael Collins possédait quelque chose de plus : la force intérieure que rien ne peut entamer. Il avait aussi la baraka et son aventure est à peine croyable, en liberté dans un Dublin où abondaient les indicateurs, il traversait les barrages sur sa vieille bicyclette, gouailleur et sûr de soi. Il aurait dû être arrêté, abattu, pendu ou fusillé cent fois sans une chance qui fait aujourd'hui paraître bien pâles

UNE ÉPOPÉE BRÛLANTE ET FORTE



GEFFEN PICTURES

Julia Roberts (Kitty Kiennan), Liam Neeson (Michael Collins), Aidan Quinn (Harry Boland).

Épopée brûlante d'un feu sombre, le *Michael Collins* de Neil Jordan a choqué les Anglais, mais il est devenu le film emblématique des nationalistes irlandais, tout comme le *Braveheart* de Mel Gibson est celui des nationalistes écossais. Plus rigoureux sur le plan historique que *Braveheart* (voir page 19), le film de Neil Jordan raconte comment un homme a changé l'histoire, parvenant en deux ans à mettre à genoux l'empire britannique.

Irlandais lui-même, Liam Neeson, (le Schindler de Spielberg) s'est totalement investi dans le rôle de Michael Collins. Il lui donne une force qui crève l'écran, élevant le destin du terroriste irlandais au niveau d'un mythe universel. À l'énergie farouche du chef de guerre, il ajoute l'aura romantique du séducteur, que fut d'ailleurs Michael Collins. L'indépendante jeune femme qui l'aime (Julia Roberts) sera broyée par la guerre civile.

Fils de paysans pauvres, né en 1890 à Clonakilty, dans le West Cork, Michael Collins fut le héros de la lutte contre l'Angleterre entre 1919 et 1921. Lutteur impétueux, organisateur autoritaire, chef charismatique (il avait gagné le surnom de « Big Fellow »), il fut le stratège obstiné de la première IRA et l'inventeur de la guérilla urbaine dans ce qu'elle a de plus implacable.

Durant sa courte vie, Michel Collins mena le combat décisif qui réalisera l'objectif du « Sinn Fein » (Nous Seuls) : bouter l'Anglais hors d'Irlande. Il avait contre lui la police, l'armée et les *Blacks and Tans*, supplétifs anglais qui pratiquaient un contre-terrorisme féroce avec la bénédiction de Londres. L'épisode du mitraillage d'un match de foot, à titre de représailles sauvages, est authentique. En pénétrant les services de renseignements britanniques et en liquidant leurs informateurs et leurs chefs, le fondateur de l'IRA força Londres à négocier. Il était temps. Décimés et traqués par la répression, les nationalistes étaient au bord de l'effondrement.

Le traité avec l'Angleterre qui accorde une indépendance presque complète à l'Irlande est le nœud du conflit mortel qui va dresser contre lui l'ambitieux, habile et tortueux Eamon de Valera (Alan Rickman à l'écran). Jaloux de la popularité de Collins, ce dernier dénoncera le traité, provoquant une épouvantable guerre civile entre les anciens frères d'armes. Michael Collins y trouvera la mort dans une embuscade, le 22 août 1922. Peut-être la cherchait-il. Il avait trente-deux ans. Remarquons au passage que le film noircit excessivement le rôle de Valera dans ce drame ultime qu'il n'avait certainement pas voulu.

Michael Collins est un bel exemple de grand cinéma populaire, alliant les qualités d'inspiration du cinéma européen à l'efficacité du cinéma américain, la réflexion politique, l'action (rendue haletante par un découpage en brèves séquences), et l'émotion. Neil Jordan montre notamment ce que représente le passage à l'acte pour ceux qui se trouvent pour la première fois dans l'obligation de tuer de sang froid. Durant tout le film, il s'efforce à l'équilibre en illustrant les différents points de vue. Dans la répression, les Anglais ne font pas de cadeaux, mais ils ne sont jamais ignobles. Cela nous change de certains films sur la Résistance.

DOMINIQUE GARDES

les héros des bandes dessinées. Cette chance a été un des éléments de sa certitude. Il avait toutes les raisons de se croire l'homme du destin qu'une main invisible protégeait. Michael Collins est un caractère entier, mais un aussi un caractère joyeux. Ce n'était pas un saint. Il aimait boire, il aimait les femmes et rien ne lui plaisait plus que de tomber la veste pour un amical combat de boxe. Une révolution n'atteint pas ses objectifs sans un homme de cette trempe. Mais en dehors de ce goût frénétique de la vie, on verra, dans la première biographie qui lui est consacrée par un Français, quelle fut son intelligence tactique. C'est un vrai général qui sait où frapper et quand il le faut, masquer la faiblesse de ses troupes et de son armement par des coups d'audace, et, mieux encore, engager ses combattants dans un processus irréversible.

Un génie cruel, mais nécessaire

Qui croira que l'attaque aux environs de Cork d'une section d'Auxiliaires anglais ait eu pour seul but de liquider quelques tortionnaires. En vérité l'embuscade déclenchait les événements en chaîne : rage, vengeance, répression aveugle. Du pillage et de l'incendie de Cork est née l'unanimité du peuple irlandais. C'est là le génie de Michael Collins, génie cruel, cynique, mais nécessaire si l'on veut la victoire à tout prix. Homme d'action il se doublait aussi d'un homme politique, ce que les professionnels lui pardonnèrent mal. Le jour venu, il sut composer. Le pays avait assez souffert. Le reste viendrait fatalement. Il en avait la certitude et il avait raison.

Y a-t-il une justice immanente ? Ou est-il permis de croire qu'en s'offrant aux coups comme il le fit, Michael Collins entendait payer le sang versé sur son ordre ? L'apprenti sorcier avait déclenché un mécanisme qui, avec tout ce qu'a d'explosif le tempérament irlandais, devait se retourner contre lui. Ses hommes avaient trop pris goût à la mort. Bravement, comme un héros, il monta à son tour en ligne et ce furent ses compatriotes qui l'assassinèrent pour justifier le mot de Renan. Le héros s'écroula. On le croyait invincible. Ce n'était qu'un homme. Ils avaient fini par l'oublier.

M. D.

Reproduit avec son autorisation, ce texte de Michel Déon constitue sa préface au *Michael Collins* de Pierre Joannon. La Table Ronde. 300 pages, 115 F.

UNE RÉVOLTE CELTE CONTRE ROME

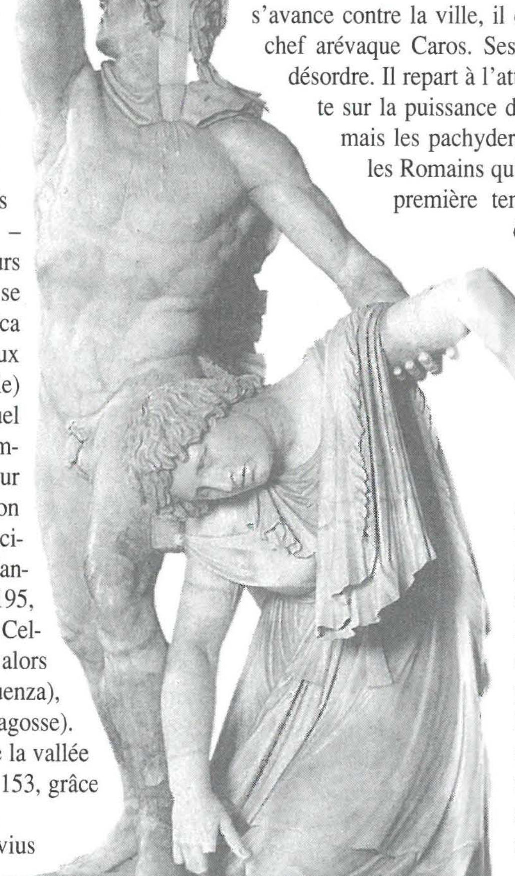
Les invaincus de Numance

PAR JACQUES BERREL

Cela se passe en Espagne avant l'Espagne, au temps de la conquête romaine, il y a vingt-deux siècles. À Numance, les Celtes résistent pendant vingt ans. À la fin, assiégés, affamés, il choisiront de se tuer plutôt que de se rendre.

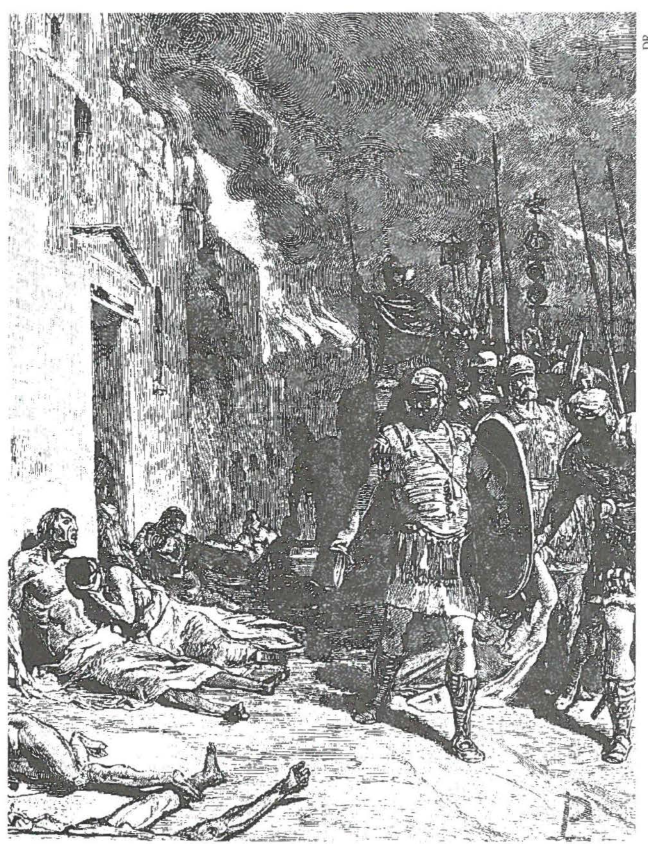
Pour vaincre Carthage, Rome a dû livrer bataille dans la péninsule ibérique. En 206 avant J.-C., Scipion l'emporte à Ilipa, repousse Magon et garde le contrôle de Carthago Nova, la future Carthagène. Il peut éprouver alors l'acharnement au combat des Celtes autochtones qu'ils soient acquis à la cause punique ou qu'ils défendent leur indépendance à Astapa (Estepa) – quand tout est perdu – les assiégés tuent de leurs mains femmes et enfants avant de se suicider en se jetant dans les flammes... La fondation d'Italica (Séville), en - 205, puis la création, en - 197, des deux provinces : l'Espagne citérieure (l'est de la péninsule) et l'Espagne ultérieure (la vallée du Baetis, l'actuel Guadalquivir, qui correspond à l'Andalousie) semblent annoncer une mainmise inéluctable de Rome sur un pays riche de ses minerais et occupant une position déterminante pour le contrôle de la Méditerranée occidentale. Mais c'est compter sans l'esprit d'indépendance qui anime les populations celtes et ibères. Dès - 195, les Turdétans de Bétique se soulèvent, aidés par les Celtibères du plateau central. Les Romains s'avancent alors plus loin dans l'intérieur, assiègent Segontia (Siguenza), s'emparent d'Osca (Huesca) et de Salduba (Saragosse). Après la prise, en - 180, de Daroca – qui commande la vallée du Jalon – une paix relative se maintient jusqu'en - 153, grâce à la politique habile du préteur d'Espagne citérieure.

Tout bascule ensuite car le consul Quintus Fulvius Nobilior exige la destruction des murailles de Segeda (près de l'actuelle Belmonte, au sud-est de Catalayud). Quand il marche contre cet oppidum celtibère, les défenseurs l'abandonnent et se réfugient à Numance, chef-lieu de la cité des Arévaques, le peuple le plus puissant de la haute vallée du Duero. Après avoir détruit les murailles de Segeda, Nobilior entend punir les Numantins et installe pour cela une puissante base d'opérations à Ocilis (Medinaceli) mais, quand il s'avance contre la ville, il est surpris dans le ravin de Valdano par le chef arévaque Caros. Ses troupes sont contraintes de se replier en désordre. Il repart à l'attaque quelques semaines plus tard et compte sur la puissance de ses éléphants pour terroriser l'adversaire mais les pachydermes blessés et affolés se retournent contre les Romains qui subissent ainsi une défaite écrasante. Leur première tentative contre Numance se solde par un échec cuisant.



La mort volontaire occupe une grande place dans l'Antiquité, tant chez les Romains que chez les Celtes. Cette statue du sanctuaire de Pergame représente un Gaulois se suicidant après avoir tué sa femme pour ne pas tomber au pouvoir du vainqueur, Attale Ier qui triompha des Galates en - 230.

En - 151, un nouveau consul négocie une trêve mais, selon Polybe qui sera témoin du dernier siège de Numance, *« la guerre celtibérique se rallume comme l'incendie d'un bois qui, à peine étouffé, reprend de nouveau. »* Le consul Lucullus auprès de qui se trouve alors, comme légat du Sénat, Publius Cornelius Scipio Aemilianus, un petit-fils adoptif de Scipion l'Africain, attaque bientôt les Celtibères de Cauca et Intercatia (Coca et Palencia), dans le nord du plateau central. Au même moment, le préteur Servius Sulpicius Galba trahit les Lusitaniens à qui il avait promis des terres en les attirant dans un piège pour en faire un grand massacre. Installés dans l'ouest de la péninsule ceux-ci se soulèvent en masse en - 150, à l'appel de Viriathe, un montagnard qui va se révéler comme un redoutable chef de guerre. En - 147, il écrase les Romains de Caïus Vetilius dans la *serrania* de Ronda et toute l'Espagne ultérieure tombe aux mains des rebelles. En - 146, Viriathe détruit une autre armée romaine en territoire carpétan. Installé entre le Tage et la sierra de Guadarrama, sur les versants d'une montagne sacrée où l'on



DR

L'entrée des Romains à Numance. Ceux des défenseurs qui ne sont pas morts de faim pendant le siège se sont tués pour ne pas tomber aux mains des vainqueurs.

honorait une vieille Terre-Mère ibérique, il défie la puissance romaine, s'empare de Segobriga (Cuenca) et bat, en - 145, le préteur d'Espagne citérieure. Expert de la guerre en montagne et passé maître dans l'art de l'embuscade, Viriathe est toutefois battu en rase campagne et doit évacuer la vallée du Guadalquivir. Mais les Romains n'ont guère le temps de profiter de ce succès car les Celtibères se soulèvent à leur tour et se rallient à la cause de Viriathe.

En - 141, puis en - 140, le gouverneur de Citérieure échoue devant Numance, qui repousse un nouvel assaut l'année suivante. Mais la mort de Viriathe, assassiné en - 139 par les ambassadeurs qu'il avait envoyés auprès des Romains et que ceux-ci sont parvenus à « retourner », permet aux légions de conquérir toute la Lusitanie et de remonter le long de la côte atlantique jusqu'au cours du Minho. Rome pense alors qu'elle peut en finir aisément avec le dernier bastion de résistance celtibère mais un nouveau consul, Caïus Hostilius Mancinus, se laisse surprendre et encercler et vingt mille Romains doivent se rendre à quatre mille Numantins. Alors que l'insurrection gagne de nouveau tout le plateau central, Marcus Aemilius Lepidius et Decius Brutus subissent un nouvel échec contre les Vaccéens de Palencia.

Pour en finir avec cette succession de défaites humiliantes pour les armées romaines, Scipion-Émilien, le destructeur de Carthage, est élu consul pour la troisième fois en - 134 et envoyé en Espagne comme gouverneur de Citérieure. Prudent, il ne veut pas donner d'assaut à l'issue incertaine et décide de réduire par la faim et la soif les défenseurs de Numance, demeurée imprenable depuis vingt ans. Le chef romain dispose pour cela de soixante mille hommes et peut ainsi réaliser un blocus total de l'oppidum numantin. Deux camps principaux et cinq camps secondaires sont établis, regroupant autant de légions, appuyées par des troupes auxiliaires. Une formidable circonvallation longue de neuf kilomètres est aménagée pour venir à bout de la résistance des assiégés, à qui les défenses romaines interdisent toute tentative de sortie. S'inspirant du texte malheureusement perdu de Polybe, Appien a rapporté, au IIe siècle après J.-C., l'horreur de ce siège. Il nous raconte comment les défenseurs, vaincus par la faim, en furent réduits à dévorer les cadavres de leurs compagnons et comment, transformés en *« bêtes sauvages »*, ils poursuivirent la lutte jusqu'au bout. Quand Scipion exigea d'eux qu'ils rendent leurs armes pour négocier une reddition honorable, ils s'y refusèrent et la majeure partie d'entre eux préféra le suicide à la défaite. Florus et Orose ont prétendu que tous les défenseurs s'étaient donnés la mort à l'issue de ce siège de huit mois mais il est probable qu'Appien est plus exact quand il affirme que certains se rendirent aux Romains, effrayés par le spectacle de ces fauves sales et squelettiques. Vaincus par la faim et par la mobilisation de forces dix fois supérieures. Numance n'est plus qu'une simple colline proche de la ville castillane de Soria, mais *numantismo* est resté en espagnol synonyme de jusqu'au-boutisme héroïque, et c'est l'esprit des glorieux vaincus de l'été - 133 qui animera, beaucoup plus tard, les combattants de la Reconquista, les défenseurs de Saragosse ou les frères ennemis de la guerre civile.

J. B.

ALÉSIA ET LE SACRIFICE DE VERCINGÉTORIX

César pensait qu'il avait subjugué la Gaule quand éclata la grande révolte de 52 avant J.-C. Le massacre par les Carnutes des commerçants romains de Cenabum (Orléans) a donné le signal du soulèvement et, cette fois, ce sont les peuples de la Celtique, y compris les Eduens longtemps alliés de Rome, qui conduisent l'insurrection. Voyant la province romaine menacée, César prend l'offensive, massacrant la population de Cenabum et s'empare d'Avaricum (Bourges). Mais Vercingétorix, le jeune chef arverne placé à la tête du soulèvement, met en œuvre une stratégie de terre brûlée et les légions échouent dans leur tentative de s'emparer de Gergovie, au cœur du pays arverne. Apprenant que son adversaire s'est installé à Alésia, l'oppidum des Mandubiens, César entreprend de l'y assiéger. Les légionnaires établissent une impressionnante « contrevallation », destinée à isoler Vercingétorix et ses quatre-vingt mille hommes qui sont obligés d'expulser de l'oppidum tous les non-combattants. Ces derniers sont ainsi voués à mourir de faim entre les lignes. Vers l'extérieur, pour se prémunir contre la puissante armée de secours qui se mobilise dans toute la Gaule, c'est une « circonvallation » tout aussi complète qui est établie. Attaqué par les assiégés et par les renforts que conduisent l'Atrébate Commios et l'Arverne Vercassilaun, César est contraint de livrer une bataille très difficile mais son sang-froid et son coup d'œil lui permettent finalement de l'emporter. Condamné, par les fonctions qu'il occupait, à vaincre ou à mourir, Vercingétorix viendra orgueilleusement se livrer à son féroce vainqueur. Six ans plus tard, le défenseur d'Alésia sera présenté lors du triomphe de César, avant de périr au Tullianum sous le lacet du bourreau. Le 27 août 1865, la France du Second Empire rendra hommage au jeune héros arverne, en faisant ériger sur le site d'Alésia, au sommet du mont Auxois, une gigantesque statue de bronze du sculpteur Aimé Millet. L'école de la IIIe République résumera en Vercingétorix les vertus de nos *« ancêtres les Gaulois »* et fera de sa résistance à Rome le premier épisode de l'histoire nationale.

Braveheart, une saga écossaise

PAR DOMINIQUE VENNER

Sans Mel Gibson, qui se souviendrait de William Wallace, surnommé « Braveheart », cœur courageux ? Découverte critique d'un grand rebelle et de sa véritable histoire.

Un souffle puissant et rebelle anime *Braveheart.* Ce film épique de Mel Gibson a pour trame le grand soulèvement écossais de 1297-1314 contre Édouard Ier d'Angleterre qui régna de 1272 à 1307. Le scénario prend de grandes libertés avec les faits, mais au profit d'un récit d'épopée efficace. Tant qu'à tromper l'histoire, comme disait Alexandre Dumas, il faut lui faire de beaux enfants. Et celui que lui a fait Mel Gibson est réussi.

Dès les premières images sur fond envoûtant de musique gaélique, le spectateur est emporté dans le monde des passions fortes, des engagements irrémédiables, et des hommes qui sont de vrais hommes. Une voix annonce indirectement ce que sera l'esprit du film : « *L'histoire,* dit-elle, *est écrite par ceux qui ont pendu les héros* ». Dans *Braveheart*, une fois n'est pas coutume, elle sera contée du point de vue des vaincus.

Le récit s'organise autour de William Wallace (interprété par Mel Gibson), robuste descendant de la petite noblesse écossaise, qui prit la tête du soulèvement de 1297 contre



Dans son film, Mel Gibson a reconstitué les épieux imaginés par William Wallace contre la cavalerie anglaise et qui contribuèrent à sa victoire de Sterling Bridge, le 11 septembre 1297. Longs de 4 mètres, ces épieux sont levés obliquement, talon appuyé au sol. Les chevaux des hommes d'armes anglais viendront s'y empaler, comme plus tard ceux de la chevalerie française à Azincourt (1415).

DR



Grand sceau du roi d'Angleterre Édouard Ier (1239-1307). Sa brutale conquête de l'Écosse suscita un soulèvement national dirigé par William Wallace. Malgré sa mise à mort, celui-ci remporta à titre posthume une éclatante victoire sur l'Angleterre.

l'envahisseur anglais. Pour les besoins du scénario et de sa dramatisation, la biographie et les aventures du héros sont fortement arrangées. Ainsi nous dit-on que toute sa famille fut exterminée par les occupants quand il était enfant, ce que la vraie chronologie dément. La conquête de l'Écosse par Édouard Ier ne commence qu'en 1296 (bataille de Dunbar). À cette époque, William Wallace a déjà une trentaine d'années. Il n'est donc pas possible, contrairement à ce que montrent les premières séquences, que, vers l'âge de dix ans, il ait veillé la dépouille sanglante de son père tué par les Anglais. Il s'en faut de vingt ans au moins... Mais qu'importe puisque cette entorse à l'histoire vraie (il y en a beaucoup d'autres) nous vaut les fortes scènes du début.

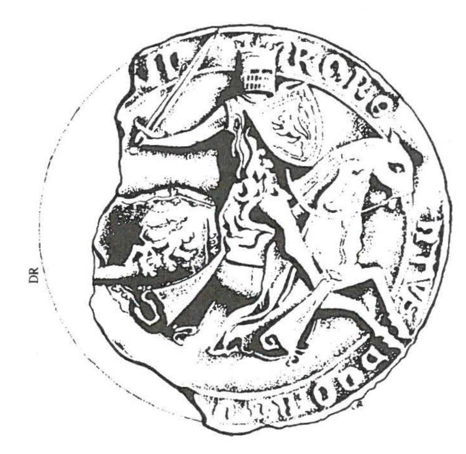
Sous un ciel chargé de pluie, voici la masure des Wallace dans les Lowlands. Deux cavaliers sautent de cheval, le père de William et son fils aîné, grands Écossais taillés à la hache, portant le kilt et le tartan. Leur visage est dur et leurs sens en alerte. De sous le chaume, ils vont extraire deux épées qui s'y trouvent cachées. À ce geste, on comprend que la liberté a déserté l'Écosse puisqu'il faut dissimuler ses armes. On comprend aussi que la résistance a commencé puisqu'on sort les armes de leur cachette.

Scène suivante. En compagnie de son père, le petit William fait connaissance avec l'horreur et la perfidie. Rejoignant une réunion de rebelles, ils découvrent dans une grange une vision terrifiante. Pendus aux poutres, se balance une vingtaine de nobles écossais tombés dans un traquenard anglais. Peu après, son père ayant été tué dans un combat, William est recueilli par un oncle. Et celui-ci lui apprend que l'intelligence est une arme plus redoutable que toutes les épées.

Une vingtaine d'années passent. William a étudié et voyagé en France et en Italie, puis il est revenu dans son pays. C'est maintenant un homme fait, grand, musclé et avisé. Entretemps, nous faisons connaissance avec Édouard Ier, interprété avec finesse et autorité par Patrick McGoohan, acteur du théâtre shakespearien. Roi très cruel dans le film, rusé, et d'un cynisme absolu. On lui reconnaît cependant de l'énergie et de l'intrépidité. Hormis ces deux qualités, le reste est forcé à l'excès. Le véritable Édouard Ier était un homme dur, fermé à la pitié, mais il avait aussi un tempérament chevaleresque. Peu regardant sur la vraisemblance, le scénariste n'hésite pas à montrer le roi instituant à l'usage des seigneurs anglais le « droit de cuissage » (*prima notte*) sur les jeunes Écossaises. On nous assène ainsi la vieille fable inventée au XVIIIe siècle pour discréditer l'ancienne noblesse, et à laquelle Jacques Heers a fait justice (1). D'une façon générale, le film n'est pas seulement d'une anglophobie virulente, il flatte aussi sans nuance les préjugés antinobiliaires. Les acteurs choisis pour interpréter les barons écossais ont tous des têtes de fourbes de comédie. Ils sont lâches, pleutres et parjures. Le moins antipathique du lot, le futur roi d'Écosse Robert Bruce, a lui aussi une tête de faux-derche et le scénario lui attribue, à l'exemple de son père, une série de bassesses purement imaginaires. Emporté par l'action, le spectateur ne s'arrête pas à ces vétilles. Tout au plus retient-il que les élites en place sont veules et corrompues, alors que du peuple vont surgir le salut et la vraie noblesse, leçon qui n'est pas sans éveiller un écho en ces dernières années du XXe siècle.

Victoire de Wallace à Stirling

Il faut reconnaître que toutes ces entorses à la vérité historique sont utilisées avec habileté pour la dramatisation du récit. Ainsi, dans le film, Wallace se lance-t-il dans la révolte armée à la suite d'un drame personnel, sa jeune femme (la jolie et lumineuse Catherine MacCormack) ayant été égorgée pour s'être rebellée contre une tentative de viol d'un lord anglais. Ces exagérations ont pour effet de donner à la révolte des libres paysans écossais un contenu identitaire assez réjouissant, que souligne l'admirable accompagnement musical. Prenant la tête du soulèvement, Wallace s'empare du château de Lanark et tue tous les méchants Anglais (épisode authentique). Tout le monde applaudit.



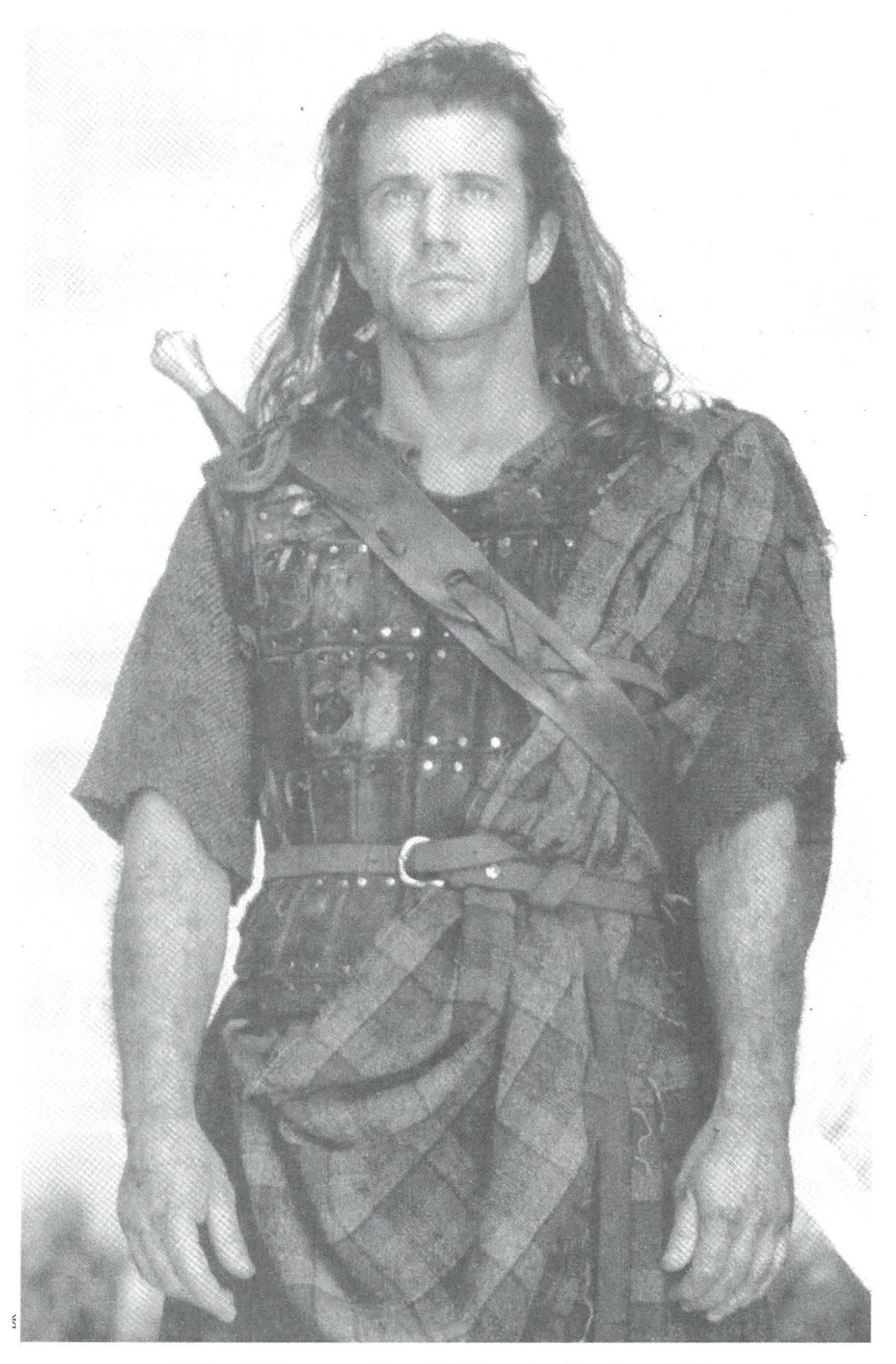
Sceau de Robert Bruce (1274-1329), roi d'Écosse en 1306. Il poursuivit avec succès le combat de William Wallace contre la conquête anglaise, remportant la victoire décisive de Bannockburn en 1314. Son sceau est conservé à la Bibliothèque nationale.

À la suite de cet exploit, le nom et la réputation de William Wallace font le tour de l'Écosse (téléphone écossais). Prenant la tête d'une petite troupe dévouée à sa personne, il surgit sur le champ de bataille de Stirling, alors que les barons écossais s'apprêtent à fuir, leur seul désir étant de monnayer leur trahison (tout cela est inventé). Après une vigoureuse harangue, Wallace renverse la situation (un peu trop facilement). Les moutons se transforment en tigres. Ayant défié les Anglais en relevant leur kilt sur leur virilité bien visible (on ne porte pas de caleçon sous le kilt au XIIIe siècle), les Écossais montrent ensuite leur derrière. Effet garanti...

Contre une impressionnante charge d'hommes d'armes anglais à cheval qui galopent la lance basse, Wallace invente une arme secrète. Au dernier instant, ses Écossais relèvent à l'oblique de longs épieux sur lesquels viennent s'empaler chevaux et cavaliers. L'épisode, est en partie exact, bien que le déroulement réel de la bataille de Stirling (11 septembre 1297) ait été très différent de ce que montre le film. Les Anglais feront leur profit des épieux écossais qu'ils utiliseront entre autres à Azincourt (1415) contre la chevalerie française.

La bataille de Stirling tourne à la déroute pour les Anglais (exact). John de Warenne, comte de Surrey, commandant en chef anglais, en fut tellement secoué qu'il galopa d'une traite se mettre à l'abri derrière les murs de York.

Après Stirling, l'Écosse recouvre sa liberté. Reçu par la noblesse à Édimbourg, Wallace est fait chevalier. Il est nommé « Protecteur du royaume et chef des armées ». Il décide alors de porter la guerre sur le territoire anglais et s'empare de la ville d'York (épisode inventé). Pour faire bonne mesure, la tête



William Wallace interprété par Mel Gibson dans **Braveheart** *(1995).*

tranchée du défenseur de la ville est expédiée à Édouard Ier. En découvrant ce cadeau macabre, le vieux ne cille pas et prépare une riposte à sa façon.

Songeant acheter Wallace ou le neutraliser, il lui envoie une ambassadrice de charme, sa propre bru, Isabelle (Sophie Marceau), fille du roi de France Philippe le Bel, épouse peu satisfaite du prince héritier, le futur Édouard II, un inverti (authentique). Le personnage très parisien de Sophie Marceau et les épisodes imaginaires qui s'ensuivent introduisent dans ce film tragique une fade romance dont on se serait passé.

Heaume en tête, le roi anglais entre dans la guerre en personne, précédé d'espions chargés d'acheter les barons écossais. Même Robert Bruce, dans le film, se conduit en félon (historiquement faux). À la bataille de Falkirk, le 22 juillet 1298, face à l'armée écossaise commandée par Wallace, Édouard Ier manœuvre froidement et habilement (historiquement vrai). L'intervention décisive des archers gallois est remarquablement filmée. Les amateurs de reconstitution historique peuvent se réjouir. Le tir parabolique et meurtrier des nuages de flèches est parfaitement rendu.

Écrasante victoire anglaise, Falkirk brise la résistance écossaise. Les historiens estiment à 5 000 (sur 10 000 engagés) le nombre des morts écossais, dont 40 chevaliers (oubliés dans le film). Wallace parvient à s'échapper, mais il tombera plus tard dans un piège auquel se prête involontairement Robert Bruce (invention). Jugé comme rebelle, torturé publiquement, il est exécuté à Édimbourg en 1305.

Défaite et revanche pour l'Écosse

Contrairement à ce que raconte le film, Édouard Ier n'est pas du tout à l'agonie. Il n'est même pas à Édimbourg. La scène ridicule au cours de laquelle Sophie Marceau annonce au roi mourant qu'elle est enceinte des œuvres de Wallace est purement inventée. Le vieux roi ne mourra que deux ans plus tard, en 1307, alors qu'une nouvelle fois, il s'est mis à la tête de son armée pour mater les irréductibles Écossais soulevés par Robert Bruce.

Le film se termine sur la revanche posthume de William Wallace à la bataille de Bonnockburn, près de Stirling, le 24 juin 1314. L'armée écossaise, commandée par Robert Bruce, taille en pièce les Anglais en présence du pitoyable Édouard II qui s'enfuit. La reconstitution est très éloignée de la réalité. Contrairement à ce que montre le film, Robert Bruce n'était pas hésitant. Très habilement, il avait établi ses positions en arrière de marécages où viendra s'enliser et disparaître l'orgueilleuse chevalerie anglaise. Reconquise par l'épée, l'indépendance de l'Écosse vivra jusqu'au XVIIIe siècle (2). Mais foin de toutes les critiques. L'important n'est-il pas que, parmi les paysages admirables, austères et tourmentés des Highlands, le spectateur ne puisse s'arracher à la grandeur sauvage de la saga qui lui est contée ?

D. V.

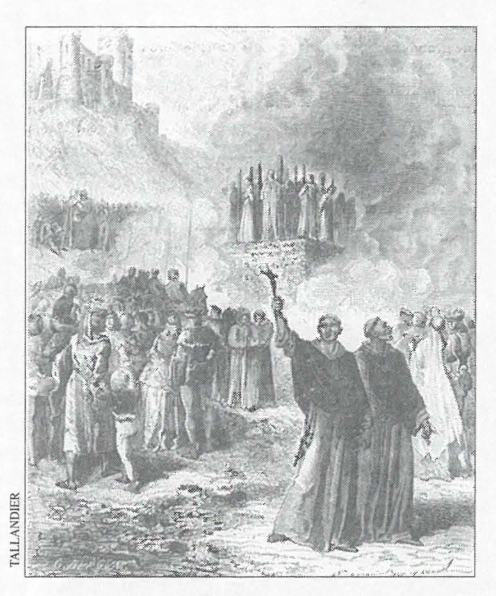
---

(1) Jacques Heers, *Le Moyen Âge, une imposture*, Perrin, 1992.

(2) Fils de Marie Stuart, Jacques VI devient roi d'Écosse à la mort de sa mère (1567). Par droit héréditaire, il devint aussi roi d'Angleterre sous le nom de Jacques Ier à la mort d'Élisabeth Ière (1603). L'Écosse restera cependant un royaume indépendant jusqu'à la victoire de la dynastie hanovrienne, à Culloden, le 16 avril 1746.

Mourir à Montségur

Dressée entre ciel et terre à plus de douze cents mètres d'altitude, la citadelle de Montségur, le « pog », apparaît comme un avant-poste des Pyrénées ariégeoises et la beauté sauvage du lieu a enflammé bon nombre d'imaginations. Assimilé abusivement au Montsalvat wagnérien, cet ultime bastion des rebelles « albigeois » fut transformé par d'autres en temple solaire. Au cours des années 1930, l'Allemand Otto Rahn y rechercha les origines du Graal celtique magnifié par la légende arthurienne. Mais si le « pog » de Montségur a engendré de nombreux mythes, il n'en reste pas moins, par l'issue tragique du siège qu'il subit en 1243-1244, un haut lieu de la mémoire occitane, le symbole de la lutte à mort qui opposa, au XIIIe siècle, le Midi des troubadours et des « parfaits » cathares aux croisés francs venus du Nord et à une Église catholique déterminée à extirper sans charité excessive les racines d'une hérésie qui ne cessait de gagner de nouvelles âmes.



Le bûcher de Montségur. En 1243, deux cents cathares qui refusent d'abjurer leur foi sont brûlés vifs sur ordre de l'Église.

C'est le meurtre du légat pontifical Pierre de Castelnau, perpétré en 1208, qui donna au pape Innocent III le prétexte de la croisade contre le comté de Toulouse. Elle allait permettre aux barons du nord de réaliser la conquête du midi. Vaincu par le roi Louis VIII en 1226, le comte de Toulouse Raymond VII n'a eu d'autre issue que d'accepter, en 1229, les conditions du traité de Meaux-Paris par lequel il s'engageait à éradiquer l'hérésie et à marier sa fille unique avec Alphonse de Poitiers, un frère de Saint Louis. Cette disposition assurait à terme la possession du Languedoc au souverain capétien... Peu après, le concile de Toulouse, réuni par le légat Romain de Saint-Ange, mettait sur pied ce qui allait devenir l'Inquisition. Face à tous ces périls, la résistance s'organise. Refuge pour les cathares depuis 1204, le « pog » de Montségur devient, à partir de 1232, le « siège et la tête » (*domicilium et caput*) de la religion persécutée. Le seigneur du lieu, Raymond de Péreille, accepte d'y accueillir les « parfaits » et les simples croyants. Perdu dans les montagnes et les forêts du pays d'Olmes, le bourg fortifié qui s'établit alors paraît inexpugnable. L'évêque cathare Guilhabert de Castres s'y installe avec une trentaine de « parfaits ». Le cousin de Péreille, Pierre-Roger de Mirepoix, organise la défense du lieu et plusieurs chevaliers « faydits » ruinés comme lui par la confiscation de leurs fiefs, vont le rejoindre. Les châteaux du pays de Fenouillèdes, dressés sur les crêtes des Corbières, constituaient des refuges aussi sûrs, mais Puylaurens, Peyrepertuse ou Quéribus ne jouissent pas d'un prestige comparable à celui de Montségur. À la suite du raid de Raymond Trencavel, Raymond VII doit s'engager auprès du roi à Montargis, en 1241, à mettre le siège devant Montségur. Il tient parole, mais l'opération se limite à une démonstration purement symbolique. Le danger va venir d'ailleurs. Alors que l'activité des Dominicains de l'Inquisition a été suspendue de 1237 à 1241, la mort du pape Grégoire IX les encourage à reprendre leur sinistre besogne. Plusieurs hérétiques sont brûlés à Lavaur en décembre 1241. En mai 1242, un groupe d'inquisiteurs est massacré à Avignonet, une petite localité du Lauraguais, par un « commando » venu de Montségur. Au même moment, le comte de Toulouse entre en dissidence et le roi d'Angleterre Henri III débarque à Royan. Mais la riposte de Louis IX (futur Saint Louis) est foudroyante. Il écrase les Anglais à Taillebourg et à Saintes et reçoit bientôt la soumission de Raymond VII qu'il espère emmener avec lui en Terre Sainte, en lui accordant son pardon. La reine mère, Blanche de Castille, encouragée par l'Église, a pour sa part ordonné que l'on *« tranche la tête du dragon »*, c'est-à-dire que l'on en finisse avec Montségur. Confiée à Hugues des Arcis, c'est une véritable croisade mobilisant près de dix mille hommes qui se met en marche vers le sanctuaire cathare. Environ quatre cents hommes et femmes y sont alors réfugiés, parmi lesquels une centaine de combattants commandés par Pierre-Roger de Mirepoix. Le chef spirituel est Bertrand Marty, successeur de Guilhabert de Castres, mort vers 1240.

Entamé en mai 1243, le siège n'est pas plus avancé six mois plus tard. Du fait de la topographie des lieux, la position paraît tout à fait imprenable. Les assiégés maintiennent des liaisons avec l'extérieur, à la faveur de la nuit, en empruntant des sentiers vertigineux inconnus de leurs adversaires. Tout bascule pourtant en novembre quand des montagnards basques parviennent à prendre pied sur une plate-forme située à environ cent cinquante mètres du sommet du « pog », où ils mettent en batterie un trébuchet. En décembre, un autre groupe d'assaillants parvient à gravir les parois vertigineuses de la falaise méridionale et à s'emparer de la barbacane qui protège vers l'est le village fortifié. Malgré la réaction de la garnison, l'ennemi parvient à conserver le contrôle de l'arête. Un pierrier est bientôt mis en batterie à moins de cent mètres de la position fortifiée. Subissant maintenant une pluie de flèches, de carreaux d'arbalète et de boulets de catapulte, la situation des assiégés devient insupportable. Après deux mois de combat, Raymond de Péreille et Pierre-Roger de Mirepoix négocient une reddition relativement favorable. Les combattants pourront quitter le « pog » sans être inquiétés et aucune sanction ne sera prise pour le meurtre d'Avignonet. En revanche, les hérétiques qui ne renieront pas le catharisme seront livrés au bûcher. Le 13 mars, trois jours avant l'expiration de la trêve, vingt simples croyants épargnés par les clauses de la reddition sollicitent des « bons hommes » le *consolamentum*, le sacrement qui fera d'eux des « parfaits ». Ainsi se condamnent-ils au supplice. Le 16 mars, un immense bûcher est installé au pied du « pog ». Plus de deux cents hérétiques demeurés fidèles à leur foi y seront brûlés vifs.

Par sa férocité, l'Église triomphe du catharisme. Quand Quéribus, la dernière forteresse des Corbières, tombera en 1255, les « bons hommes » erreront encore pendant plusieurs décennies dans les forêts des montagnes ariégeoises mais, traqués par l'Inquisition, ils disparaîtront au cours du XIVe siècle. Le rêve d'une grande principauté occitane est à jamais aboli mais la mémoire du sacrifice des « parfaits » traversera les siècles pour resurgir aujourd'hui. Montségur apparaissant comme le symbole d'une identité occitane en pleine renaissance.

JEAN KAPPEL

Une révolte en sabots

PAR JEAN-JOËL BRÉGEON

Ce furent les dernières grandes jacqueries, mais aussi les premières révoltes populaires contre un système totalitaire moderne. Vaincue et menacée de génocide, la Vendée resurgit dans la mémoire.

Les raisons profondes des « soulèvements armoricains » qui touchèrent aussi bien la Normandie que l'Anjou, la Bretagne que le Bas-Poitou sont complexes. Elles ne se firent pas seulement pour *« Dieu et pour le Roi »* ; à ce cri de ralliement s'en ajoutèrent d'autres : *« Rendez-nous nos prêtres ! »*, *« Plus de tirement ! »* (de tirage au sort pour l'armée).

En fait rien ne prédisposait ces campagnes de l'Ouest à se rebeller contre la Révolution. L'effondrement de l'ordre ancien n'avait pas suscité que des regrets ou des cris d'indignation. La bourgeoisie, marchande ou de fonction, avait plutôt applaudi comme une bonne partie de la noblesse, très hostile au centralisme versaillais. Quant au bas-clergé, la mise en cause de sa hiérarchie soulageait bien des aigreurs. La mise en place des départements, des districts et des communes, l'élection de leurs assemblées pouvaient satisfaire des appétits politiques locaux. Enfin, la confiscation des biens du clergé et la mise en vente de son énorme patrimoine foncier et immobilier intéressaient tous ceux capables de l'acquérir, bourgeois mais aussi gros et moyens paysans.



DR

Jusqu'en 1800 et parfois au-delà, insurrections, coups de main et guérilla agitent le Maine, la Bretagne et la Normandie. Ce sont les multiples chouanneries, illustrées par les noms de La Rouërie, Frotté, Cadoudal, Scépeaux, Pontbriand ou Jean Cottereau, dit Jean Chouan.

Le désenchantement gagna les esprits dès le deuxième semestre 1790. La nouvelle administration se révéla lourde, tatillonne et coûteuse ; la charge fiscale, désormais égale pour tous, parut excessive. Quant aux fameux assignats, peu à peu monétarisés, s'ils firent la fortune des spéculateurs, ils déclenchèrent la fureur des ruraux qui ne voulurent plus échanger leurs productions contre des bouts de papier... Mais le plus grave, ce fut la crise religieuse. Dans l'Ouest, une très forte majorité de prêtres refusèrent de prêter serment à la constitution civile du clergé, 82 % de réfractaires dans le diocèse de Nantes par exemple. Les « jureurs » furent considérés comme des intrus par les paysans qui leur infligèrent mille et une avanies. Leur foi était d'autant plus farouche qu'elle avait été réensemencée par tout un mouvement missionnaire où s'illustrèrent les montfortains.

Résumons-nous, rancœurs et insatisfaction d'une masse rurale qui ne voit plus où est son profit dans la Révolution ; crise religieuse avec des prêtres réfractaires que cache la population ; crise politique avec un personnel républicain déconsidéré et une classe militaire – la petite et la moyenne noblesse – qui vit désormais repliée sur ses logis et ses manoirs : toutes les conditions sont remplies pour un soulèvement. Reste l'étincelle. Ce sera moins l'abolition de la monarchie et l'exécution de Louis XVI que la persécution des « bons prêtres » et, surtout la levée en masse de 300 000 hommes ordonnée par Paris. Pourtant,



DR

La marquise de La Rochejaquelein en 1793, pistolet au poing. La jeune et jolie Victoire de Donnissan avait suivi au combat son premier mari, le marquis de Lescure, tué le 4 novembre 1793. Elle se remariera plus tard à Louis de La Rochejaquelein, puîné d'Henri. Ses **Mémoires**, *revus par le baron de Barante et publiés au début de la Restauration, sont des témoignages irremplaçables, surtout concernant ses amis.*

cet impôt du sang n'avait rien d'exorbitant, 4 197 hommes pour la Vendée qui compte au moins 300 000 habitants, 7 327 en Loire-Inférieure (430 000 habitants). Louis XIV avait levé beaucoup plus de miliciens pour finir la guerre de succession d'Espagne, sans trop de difficultés. Mais cette fois le refus vient du flou des enjeux, de la répugnance à servir un pouvoir central, régicide et vénal. Et puis, les frontières de l'Est sont très loin, invisibles depuis l'horizon de la paroisse.

Jean Chouan

C'est aux confins de la Bretagne et de la Mayenne, dans des villages où le faux-saunier est habitué à se jouer du gabelou, que le feu éclate. Le 15 août 1792, à Saint-Ouen-des-Toits, Jean Cottereau assaille la garde nationale puis il s'enfonce dans la forêt où il devient Jean Chouan. Le 2 mars 1793, à Cholet, des bandes de jeunes gens mobilisables s'acharnent sur les recruteurs puis une délégation obtient d'un voiturier-colporteur, Jacques Cathelineau, qu'il prenne leur tête. Le 19 mars, le général Marcé qui arrive de La Rochelle avec 1 200 hommes et des canons se fait tailler en pièces, au lieu-dit le Pont-Charrault. Cette *« défaite incompréhensible d'une troupe de ligne puissamment armée devant des paysans en bandes »* (J.-C. Martin) amorce la guerre de Vendée. Jusqu'en octobre 1793, l'insurrection de l'Ouest est globalement victorieuse. Elle tient les campagnes, les petites villes, seules les côtes et les plus grosses cités (Nantes, Rennes) lui échappent. Le reflux commence avec l'échec devant Nantes (fin juin) et surtout la bataille de Cholet (17 octobre) remportée par Kléber et qui disloque « La Grande Armée catholique et royale ». Les chefs « vendéens » – Talmont, La Rochejaquelein, d'Autichamps – se lancent alors dans l'aventure, très improvisée, de franchir la Loire et de mener la guerre soit en direction de Paris soit en direction de la Manche, avec l'espoir d'un débarquement d'émigrés. Entraînant 100 000 hommes, femmes et enfants, cette « virée de Galerne » tourne mal. Après le carnage du Mans où disparaissent les plus faibles, c'est le massacre final à Savenay, le 23 décembre. Seuls quelques centaines de survivants repassent la Loire.

La suite est encore plus atroce. C'est une procédure d'extermination ordonnée par les comités parisiens et menée sur place par les « apôtres de 93 » comme Carrier, Hentz, Francastel sans oublier le général Turreau, expert en terre brûlée.

Charette et Stofflet

La destruction de la Vendée devenue « Département Vengé » prendra tout le premier semestre 1794. Ce qui n'empêchera pas la perdurance de poches de résistance tenues par d'admirables praticiens de la guérilla, Charette, Stofflet... Au nord de la Loire, la chouannerie résiste aussi, toujours aussi diffuse, désordonnée, se pliant mal aux ordres et contre-ordres des agents secrets de l'émigration mais capable de tenir le bocage et d'interdire l'accès des forêts. L'échec de Quiberon puis la capture de Charette et de Stofflet annoncent une « pacification » dont le mérite revient à Hoche, pourtant peu regardant sur les moyens. La reconstruction sera longue et difficile, et les troubles se rallumeront en 1799 et 1815. Mais l'intelligence politique d'indemnisation ordonnée par Napoléon Ier aura eu raison du traumatisme.

Les historiens ont beaucoup glosé sur les guerres de l'Ouest, moins d'ailleurs sur la chouannerie (très difficile à globaliser) que sur la Vendée. Des travaux intelligents et patients (R. Secher, J. C. Martin, A. Gérard, L. M. Clénet, R. Dupuy) ont fini par leur restituer leur vrai visage. Ce furent à la fois les dernières jacqueries qu'aient connues la France et le premier des soulèvements populaires, mené contre une idéologie totalitaire, ou, si l'on préfère, contre un *« système liberticide et populicide »* (G. Babeuf), ce qui revient au même.

J.-J. B.

***Enquête sur l'histoire* a consacré son numéro 5, hiver 1993, à « 1793, la Vendée, la Terreur ».**

LES INSURGÉS DU TEXAS

Remember Alamo !

PAR DOMINIQUE VENNER

Alamo n'est pas seulement un célèbre film de John Wayne. C'est une histoire vraie. Et cette histoire est plus belle que la légende.

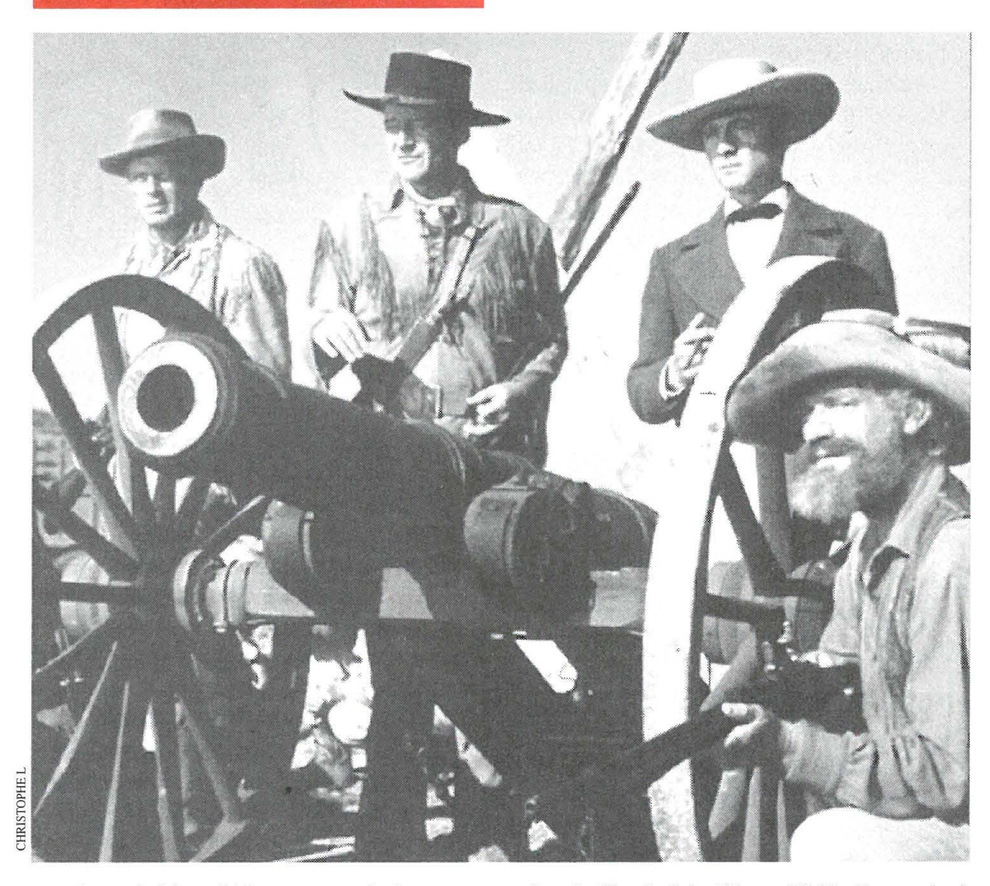
Un ciel bleu sans nuage. Au loin, les uniformes innombrables de l'armée mexicaine. Au premier plan, juché sur une plate-forme du fort, l'unique canon des défenseurs. Une pièce de douze chargée par la gueule avec mise à feu par une courte mèche au tonnerre. Derrière le canon, trois hommes bientôt célèbres, les trois chefs de la rébellion, Jim Bowie, Davy Crockett et William Travis. C'est ce dernier qui commande. Il est jeune, froid et maître de lui. Il fume un long cigare et regarde venir deux parlementaires mexicains portant un drapeau blanc.

À portée de voix, les deux cavaliers arrêtent leurs chevaux. Hurlant pour se faire entendre, l'un d'eux lit l'ultimatum du général de Santa Anna, généralissime mexicain : rendez-vous, sinon vous serez tués jusqu'au dernier. Le parlementaire laisse s'établir un silence, puis, hachant ses mots :

– Le général de Santa Anna attend votre réponse !

Tous les yeux sont tournés vers Travis, toujours impassible. Pas d'émotion sur son visage. Il aspire une bouffée de son cigare, fait tomber la cendre. Puis d'un geste précis, calmement, il applique l'extrémité rougeoyante sur la mèche du canon.

Les spectateurs sont secoués par le fracas énorme de la détonation. Voici la réponse de Travis. Par ce coup de canon, il enferme défenseurs et assaillants dans la tragédie qui, maintenant, va inexorablement se dérouler jusqu'au matin sanglant du 6 mars 1836. Et, pour une fois, tout en sacrifiant à quelques poncifs et à la légende, ce que montre le cinéma n'est pas une falsification de la réalité.



CHRISTOPHE L.

Les trois héros d'Alamo autour du fameux canon dans le film de John Wayne (1960). De gauche à droite : Jim Bowie (Richard Widmark), Davy Crockett (John Wayne), William Travis (Laurence Harvey).

Comme le rappelle succinctement le film tourné par John Wayne en 1960, l'histoire d'Alamo, est inséparable de celle de la naissance du Texas et de l'expansion des colons anglo-saxons vers le sud-ouest du continent.

À qui appartenait le futur territoire du Texas dans les décennies qui ont suivi l'indépendance américaine ? À la France ? À l'Espagne ? Personne ne le savait au juste.

En 1803, le président Thomas Jefferson achète la Louisiane à la France pour la somme de quatre-vingt millions de francs. Il pense que le territoire compris entre le bas Mississippi et le Rio Grande est inclus dans cette acquisition. Les Espagnols se chargent de le détromper. La région appartient à la couronne d'Espagne, dont le vice-roi réside à Mexico. On se mettra d'accord sur une frontière incertaine.

Tout va évoluer dans les années qui suivent l'indépendance du Mexique en 1821. Pour contrer la turbulence des tribus comanches et mettre en valeur l'immense territoire inhabité du Texas, le gouvernement de Mexico est favorable à l'implantation de colons américains. Il les attire par des concessions de terres offertes pour un prix dérisoire.

En échange, les colons s'engagent à embrasser la religion catholique et à se faire mexicains. La mise en œuvre de ce programme est confiée à des *empresarios* (promoteurs), que choisit un homme d'affaires américain retors et entreprenant, Stephen Austin. Sous son impulsion, plusieurs bourgades naissent ou se développent, San Felipe de Austin, Goliad ou encore San Antonio de Bexar.

Toutes sortes de gens franchissent la frontière. Des colons honnêtes, mais aussi des filous, des aventuriers et des trafiquants. Ils arrivent en chariot ou à pied, en famille ou solitaires, mais toujours avec un fusil.

Au bout de quelques années, la population texane se trouve ainsi composée aux trois quarts d'Anglo-Américains qui feront la loi sur le territoire sans trop se soucier du très lointain gouvernement mexicain. Les maîtres véritables de la province sont Stephen Austin et les autres *empresarios*, notamment Sam Houston, personnage rocambolesque, ancien gouverneur du Tennessee, déchu à la suite de malversations et d'un divorce fracassant. Ses amis Cherokees l'ont aimablement surnommé Big Drunk (« grand poivrot »).

Peu à peu les relations s'enveniment avec Mexico. Officiellement convertis au catholicisme, les colons restent protestants. En hommes de la « frontière » habitués à vivre maîtres d'eux-mêmes, ils ne se reconnaissent pas dans un gouvernement arbitraire soumis aux coups d'État.

Le rêve d'un Texas indépendant commence à prendre forme. En 1829, le général Andrew Jackson entre à la Maison Blanche. Le vent du Sud va y souffler plus fort encore que dans le passé et c'est un vent expansionniste (1). Dans leurs revendications d'autonomie puis d'indépendance, les Texans s'imaginent soutenus par Washington.

Le général de Santa Anna

Entre-temps, à Mexico, un nouveau coup d'État a porté au pouvoir un général célèbre et populaire, Antonio Lopez de Santa Anna, héros de la lutte contre l'Espagne. Stephen Austin réunit une convention de représentants des colons qui fait allégeance au général-président. Jusque-là tout va bien. Mais la convention demande aussi pour le Texas un statut d'État à part entière au sein de la fédération mexicaine. Cette revendication éveille aussitôt la méfiance de Santa Anna qui la repousse sèchement. On s'achemine vers un conflit ouvert.



L'homme de la « frontière ». **Long rifle** *du Kentucky et* **Bowie knife** *à la ceinture.*

À partir de 1835, les événements se précipitent. Santa Anna établit à Mexico une dictature personnelle, abolissant l'autonomie des États. Aussitôt un mouvement de révolte se développe chez les Texans. Le 30 juin 1835, un jeune avocat, officier de la milice du Texas, William B. Travis, s'empare du fort d'Anahuac avec une trentaine de volontaires. Il proclame que son but est l'indépendance du Texas. Avec lui, on bascule soudain dans une nouvelle logique, celle des armes.

Pour châtier les rebelles, Santa Anna envoie au Texas un petit corps expéditionnaire. Stephen Austin lance un appel pour la constitution d'un gouvernement provisoire de la République du Texas. Des volontaires texans délogent un peu partout les petites garnisons mexicaines qui se replient sur San Antonio de Bexar occupé par le général de Cos.

Le 12 octobre 1835, une convention de représentants des colons se réunit à San Felipe de Austin. Elle proclame l'indépendance du Texas. Sam Houston est nommé général avec mission de constituer une armée, tandis que Stephen Austin est mandaté pour obtenir l'aide de Washington. Cette aide se fera attendre. Le président Jackson choisit la prudence. Il redoute l'opinion nordiste très hostile aux « esclavagistes » texans.

Mais au Texas les choses s'accélèrent. Une petite armée de cinq cents volontaires marche sur San Antonio de Bexar, position stratégique sur la route d'une invasion venant du Mexique. Des anciennes fortifications espagnoles ne subsistent qu'une ancienne mission catholique, à un kilomètre de la ville, pompeusement appelée Fort Alamo.

Après un vif affrontement, les Texans chassent la garnison mexicaine qui se replie piteusement en deçà du Rio Grande. Occupant Fort Alamo, les vainqueurs se croient maîtres du Texas.

Erreur ! L'échec de ses troupes renforce Santa Anna dans sa volonté d'écraser les rebelles. Il réunit une armée convenablement équipée dont il prend lui-même le commandement.

Tandis qu'arrivent des États sudistes quelques volontaires enthousiastes, la plupart des Texans rentrent chez eux pour s'occuper de leurs plantations. Sam Houston est l'un des seuls à mesurer le danger que représente Santa Anna. Pour se donner le temps de constituer un semblant d'armée, il s'interroge sur la possibilité de défendre Alamo.

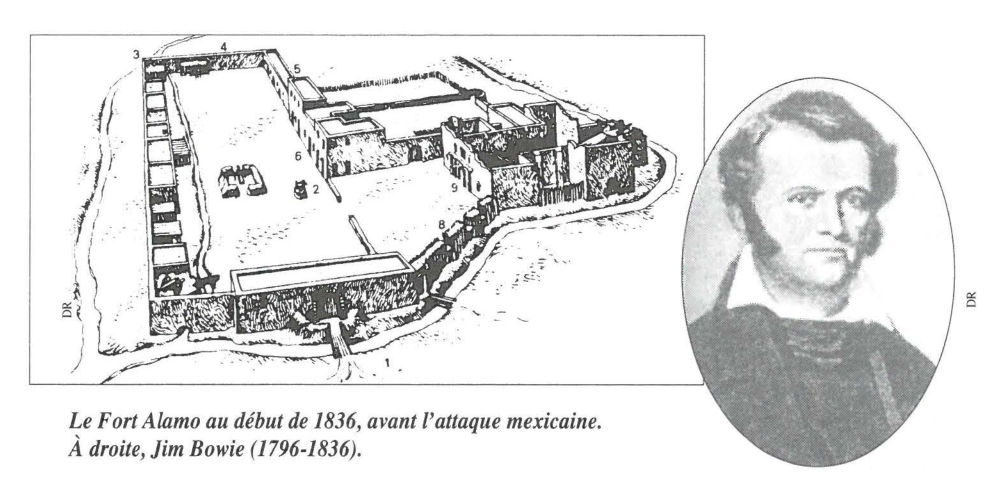
L'ancien fortin n'avait pas été conçu pour un usage militaire. Offrant une protection suffisante face à une attaque d'Indiens, les mauvais murs ne pouvaient en aucun cas résister à l'assaut d'une armée disposant d'artillerie.

Chargé par Sam Houston d'effectuer une reconnaissance pour évaluer les possibilités d'une défense, son ami Jim Bowie arrive sur place le 19 janvier 1836, accompagné d'une trentaine d'hommes.

Jim Bowie, l'homme du destin

Six pieds de haut (1,82 m), quatre-vingt kilos, cheveux roux, yeux bleus, visage énergique et bien dessiné, ce descendant de colons anglais est né dans le Sud en 1795. Élevé en Géorgie puis dans le Tennessee, Jim Bowie parle l'espagnol et le français en plus de l'anglais. Il a pratiqué un peu tous les métiers, amassant ici et là une jolie fortune. Il est toujours armé d'un fort couteau de chasse qui va immortaliser son nom (*Bowie knife*). En 1828, Jim Bowie se fixe au Texas. Il épouse à Bexar, site de l'Alamo, la jeune et belle Ursula Veramendi. Le mariage ne modifie en rien sa vie aventureuse. Mais en 1833, une épidémie de choléra emporte sa femme et ses deux enfants. Ce drame ne sera sans doute pas étranger à la décision qu'il prendra pour Alamo.

Inspectant l'Alamo où croupissent quelques miliciens texans mal tenus, il constate le mauvais état du fortin. Pourtant, malgré son examen négatif, il conclue à la nécessité de défendre ce médiocre point d'appui coûte que coûte. Cette



Le Fort Alamo au début de 1836, avant l'attaque mexicaine.
À droite, Jim Bowie (1796-1836).

décision capitale, qu'il impose à Sam Houston et à laquelle il se tiendra jusqu'au bout, ne peut s'expliquer seulement par des considérations stratégiques. On ne peut se garder de penser que Jim Bowie est entré dans des dispositions sacrificielles qui font de lui l'homme du destin.

Sa foi est contagieuse. À son exemple, les hommes de la garnison retrouvent énergie et discipline. Ils renforcent murs et palissades, ouvrent des meurtrières, construisent des parapets.

Quinze jours après Jim Bowie, arrive en renfort le colonel William B. Travis, accompagné d'un détachement d'une quarantaine de miliciens mal équipés. Ce qui a été dit du physique de Jim Bowie vaut aussi pour Travis. Même taille, même musculature, même énergie. Au moral, c'est un gentilhomme du Sud élevé dans le culte de l'honneur. Avocat de formation et soldat par vocation, il s'est acquis la célébrité par son coup de force de l'année précédente.

Parvenu à Bexar le 3 février, Travis s'oppose tout de suite à Bowie. Différence d'âge, vingt-six ans contre quarante. Conflit de tempérament et querelle de préséance, chacun des deux hommes s'estimant désigné pour exercer le commandement.

Entrée fracassante de Davy Crockett

C'est alors que survient un troisième personnage. En ce début d'année 1836, Davy Crockett va sur ses cinquante ans. Il a déjà un passé de légende. Né en Caroline du Nord (État sudiste) le 17 août 1836, il est le descendant d'un émigrant français du XVIIe siècle, Antoine de Crocketagne. Le jeune Davy a appris le métier de coureur des bois, se faisant une réputation de chasseur d'ours, de tueur d'Indiens et d'ami des écureuils. Soldat courageux lors de la deuxième guerre contre les Anglais (1812-1814), il s'est ensuite tourné vers la politique. Doué d'un bagout à toute épreuve, il s'est fait élire plusieurs fois. Le Tennessee l'a même envoyé siéger à Washington en 1827. Son bonnet de raton laveur, ses grosses farces, son humeur joviale en ont fait l'une des célébrités de la capitale.

Battu aux élections de 1831 et une nouvelle fois en 1835, Crockett envoie ses électeurs au diable et prend la route du Texas, avec son long rifle nommé « Old Bety ». Suivi d'une douzaine de compagnons venus du Tennessee, il est fêté comme un héros, faisant une entrée remarquée à Alamo le 4 février 1836.

Accueillis par toute la population de Bexar, Davy Crockett improvise un discours émaillé de bons mots et d'anecdotes sur sa vie aventureuse et sa carrière parlementaire. Toute la nuit, pour fêter ce grand jour, on danse des fandangos endiablés.

On danse, mais sur un volcan. Parti le 26 janvier de Saltillo, lieu de concentration de son armée, à 400 kilomètres au sud d'Alamo, Santa Anna avance vers le Rio Grande sans faire le moindre cas des souffrances de ses soldats, sous la neige et le blizzard, à travers les hauteurs désolées du Coahuila. Chevauchant en avant-garde, le général et son état-major atteignent le Rio Grande le 12 février.

Avertis par des espions texans, les défenseurs de Bexar ne veulent pas croire à une avance aussi rapide des Mexicains. La querelle qui oppose Travis et Bowie devient publique. Les deux chefs décident d'en appeler au choix des hommes qui donne un avantage marqué à Jim Bowie. Beau joueur, celui-ci propose que chacun conserve le commandement de ses propres hommes et que les décisions soient prises d'un commun accord avec Crockett. En réalité, le commandement du fort va reposer sur Travis.

Depuis plusieurs jours, Jim Bowie est miné par un mal mystérieux. Cruellement blessé à la jambe lors d'une chute, il est allongé alors qu'approche le combat.

À l'aube du 23 février, Travis constate qu'une foule de gens s'enfuit de Bexar. Un courrier lui apporte la confirmation de l'approche des Mexicains.

À 13 heures, les premiers détachements ennemis sont en vue. Un groupe de femmes et d'enfants américains vient se réfugier dans le fort.

Dans l'après-midi, Travis envoie un messager vers les assaillants. Au terme d'une heure d'entretien, Santa Anna fait dire que la seule issue pour les défenseurs, s'ils veulent sauver leur vie, est de capituler. Dès qu'il est informé, Travis répond en faisant tonner son canon. Transposée sous une forme théâtrale dans le film de John Wayne, la scène est exacte sur le fond (2). Retenons la date de ce coup de canon qui engage les défenseurs comme les assaillants : 18 février 1836. Il marque le début du siège d'Alamo.

Santa Anna aligne 4 000 soldats. Que vaut cette armée ? En dehors de la cavalerie et de l'artillerie, elle est composée de recrues, jeunes paysans analphabètes sans grande formation militaire, mais habitués à une vie rude.

Résolus à mourir en soldats

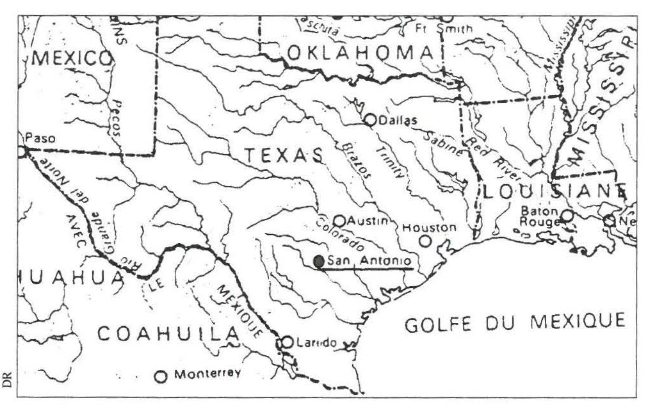
L'encerclement du fort ne sera vraiment effectif qu'après plusieurs jours. Travis en profite pour envoyer message sur message aux autorités texanes et réclamer des secours. Dans la nuit du 24 au 25 février, un cavalier franchit la ligne mexicaine, emportant une adresse au peuple du Texas et à tous les Américains : *« Au nom de tout ce qui est cher à des cœurs américains, je vous adjure de nous venir en aide. Si cet appel n'est pas entendu, je demeurerai résolu à résister aussi longtemps que possible et à mourir en soldat... »*

Chaque jour, les Mexicains organisent plus complètement l'investissement du fort, creusant des tranchées pour se rapprocher en vue de l'attaque, à l'abri des fusils texans.

Une quarantaine de volontaires recrutés à Gonzalès pénètrent dans Alamo au cours de la nuit du 29 février au 1er mars, acclamés par les défenseurs. Ces derniers avaient donc encore parfaitement la possibilité de fuir s'ils l'avaient voulu. Mais ils ne le voulaient pas. C'est bien ce qui fait la singularité d'Alamo.

Les terrassements des Mexicains les rapprochent des murailles d'Alamo. Le 4 mars, leur artillerie endommage gravement les remparts nord et ouest. Plusieurs défenseurs sont tués et d'autres blessés. Dans le fort, le climat moral s'alourdit.

À l'aube du 5 mars, le tir d'artillerie reprend sans désemparer jusqu'au soir, ouvrant plusieurs brèches dans les murs, que



DR



DR

Le Texas actuel dont les frontières ont été reconnues par le Mexique au traité de Guadalupe Hidalgo (2 février 1848), après la guerre de 1846-1848. Fort Alamo se trouve sur le site de San Antonio. À droite, Sam Houston, créateur de l'armée du Texas.

les défenseurs s'efforcent de colmater. Quand le tir s'interrompt, Travis rassemble ses hommes. Il ne croit plus à l'arrivée de secours. Il le dit, laissant à chacun la latitude de tenter de s'échapper. Il ajoute que, pour sa part, il est résolu à se battre jusqu'à la mort. Un seul homme sort des rangs, un nommé Louis Rose, qui ne semble d'ailleurs pas agir par lâcheté. Il profite de la nuit suivante pour s'esquiver, parvenant à franchir les lignes mexicaines. Il reste cent quatre-vingt-trois défenseurs.

À cinq heures du matin, du côté mexicain on entend une sinistre sonnerie de clairon, le *deguello* (égorgement), qui annonce aux défenseurs qu'ils sont voués à mourir.

Sur la réalité des quatre-vingt-dix dernières minutes d'Alamo, nous ne possédons que le récit qu'en feront ultérieurement les Mexicains et Santa Anna lui-même. Aucun des défenseurs ne survivra. Quant aux femmes, réfugiées dans une dépendance de la chapelle, n'ayant rien vu, elles n'auront rien à dire.

Le récit le plus précis, bien qu'extrêmement succinct a été rédigé par le señor Caro, secrétaire personnel de Santa Anna : « *Tous les ennemis ont été tués, soit cent quatre-vingt-trois hommes. Six femmes prisonnières ont été rendues à la liberté.* » Il ajoute que sur quatre-vingt-trois tués, il y avait cinq prisonniers qui ont été exécutés. Selon ce même secrétaire, les pertes mexicaines ont dépassé quatre cents morts.

Si l'on en croit les historiens qui se sont efforcés de reconstituer l'attaque, l'un des premiers morts aurait été Travis alors qu'il faisait le coup de feu sur les assaillants escaladant la muraille sud-ouest en partie démantelée. Davy Crockett et ses compagnons qui défendaient la muraille nord-est auraient été tournés et massacrés. Bowie, couché sur son grabat, aurait attendu les assaillants, un pistolet dans chaque main, et aurait été tué à coups de baïonnettes. Les derniers défenseurs se seraient battus dans l'église qui résista un plus longtemps. À 6 h 30, une heure et demi après le début de l'assaut, tout était fini.

La mort de la totalité des défenseurs d'Alamo, transformés de ce fait en héros, aura un énorme retentissement. Chez les Texans, les dissensions s'évanouissent soudain. La Convention confirme Sam Houston dans ses fonctions de général en chef. De proche en proche, toute l'Amérique s'émeut en apprenant la mort du populaire Davy Crockett et de ses compagnons. On s'enflamme pour les sacrifiés d'Alamo, on s'indigne de la cruauté de leurs adversaires. L'Amérique, au moins celle des États du Sud, bascule dans une atmosphère de guerre sainte contre les maudits Mexicains. Des volontaires se dirigent en hâte vers le Texas, équipés et armés grâce à des souscriptions.

Alamo est vengé

Santa Anna a repris sa marche punitive. Il atteint les fortifications de Golead. Les quatre cents défenseurs ayant capitulé sont froidement exécutés. Ce massacre contribue à attiser l'indignation des États sudistes et la colère des Texans.

Sam Houston peut enfin réunir une armée capable d'affronter Santa Anna. Dans la seconde quinzaine d'avril, il a regroupé 7 800 hommes. Ce ne sont pas tous des soldats, mais ils savent tous manier un fusil, un pistolet ou un couteau. Ce sont des durs et ils sont dévorés par l'esprit de vengeance.

Dans l'après-midi du 21 avril, à San Jacinto, région de bayous proche de la Louisiane, profitant du brouillard, Sam Houston surprend une colonne mexicaine. Épuisés par une nuit de marche, les hommes sont endormis au bivouac, sans être même gardés par des sentinelles. Ce gros détachement est commandé par Santa Anna en personne qui ronfle sous sa tente en compagnie d'une petite négresse. Au cri de *Remember Alamo !* (Souvenez-vous d'Alamo !), les Texans attaquent.

Un officier mexicain, le colonel Delgado a retracé la scène : « *Notre armée n'était plus qu'un troupeau hagard et pris de panique. L'ennemi soumit les bois à un rapide feu croisé et, ne rencontrant pas de résistance, se rua en trombe sur notre camp déserté... Les hommes abandonnèrent leurs armes et la plupart d'entre eux prirent la fuite par les marécages...* »

Santa Anna a été l'un des premiers à fuir, monté sur un cheval qu'il abandonnera bientôt dans des marais impraticables. Revêtus de vêtements de paysan, il est capturé le lendemain par une patrouille texane.

La jambe brisée par une balle, Houston repose sur le sol quand on lui amène le général-président en piteux appareil. Santa Anna implore aussitôt la générosité du vainqueur. Très conscient de n'avoir vaincu qu'une faible partie de l'armée adverse, Houston est disposé à un arrangement. Le Texan laissera au général mexicain la vie sauve s'il ordonne à ses troupes d'évacuer immédiatement le Texas.

Trop heureux d'échapper à un châtiment probable, Santa Anna rédige des ordres à son armée qui a d'ailleurs déjà commencé sa retraite.

Houston expédie son prisonnier à Washington afin de le contraindre à reconnaître officiellement l'indépendance du Texas. Le président Jackson rejettera ce procédé. En ces temps civilisés, on ne prenait pas encore en otage un chef d'État adverse, fut-il un dictateur, et on ignorait la notion de crimes de guerre. Avec les honneurs dus à son rang, un navire de guerre rapatriera le général-président au Mexique.

L'épilogue surviendra après la guerre conduite par les États-Unis de 1846 à 1848, et dont les Texans auront été les artisans. Le 2 février 1848, au traité de Guadalupe Hildalgo, le Mexique cède le Texas, le Nouveau-Mexique et la Californie à la grande puissance vorace du nord. Alamo est vengé, mais l'héroïsme de ses défenseurs les place bien au-delà de la vengeance.

D. V.

---

(1) Les premiers présidents des États-Unis sont tous sudistes. Sur le rôle historique du Sud dans le développement des États-Unis, puis son conflit avec le Nord, voir Dominique Venner, *Gettysburg* (éditions du Rocher, 1995).

(2) *History of the North Mexican States and Texas* (McGraw-Hill, 1967). Fehrenbach, *Lone Star : A History of Texas and Texans* (Macmillan, 1968).

L'Europe de 1848

PAR PHILIPPE CONRAD

Pourquoi ce mouvement soudain de 1848 en France, en Allemagne, en Italie, en Pologne et en Hongrie ? Et pourquoi ce qui se passe en France ne ressemble pas à ce qui se fait ailleurs ?



DR

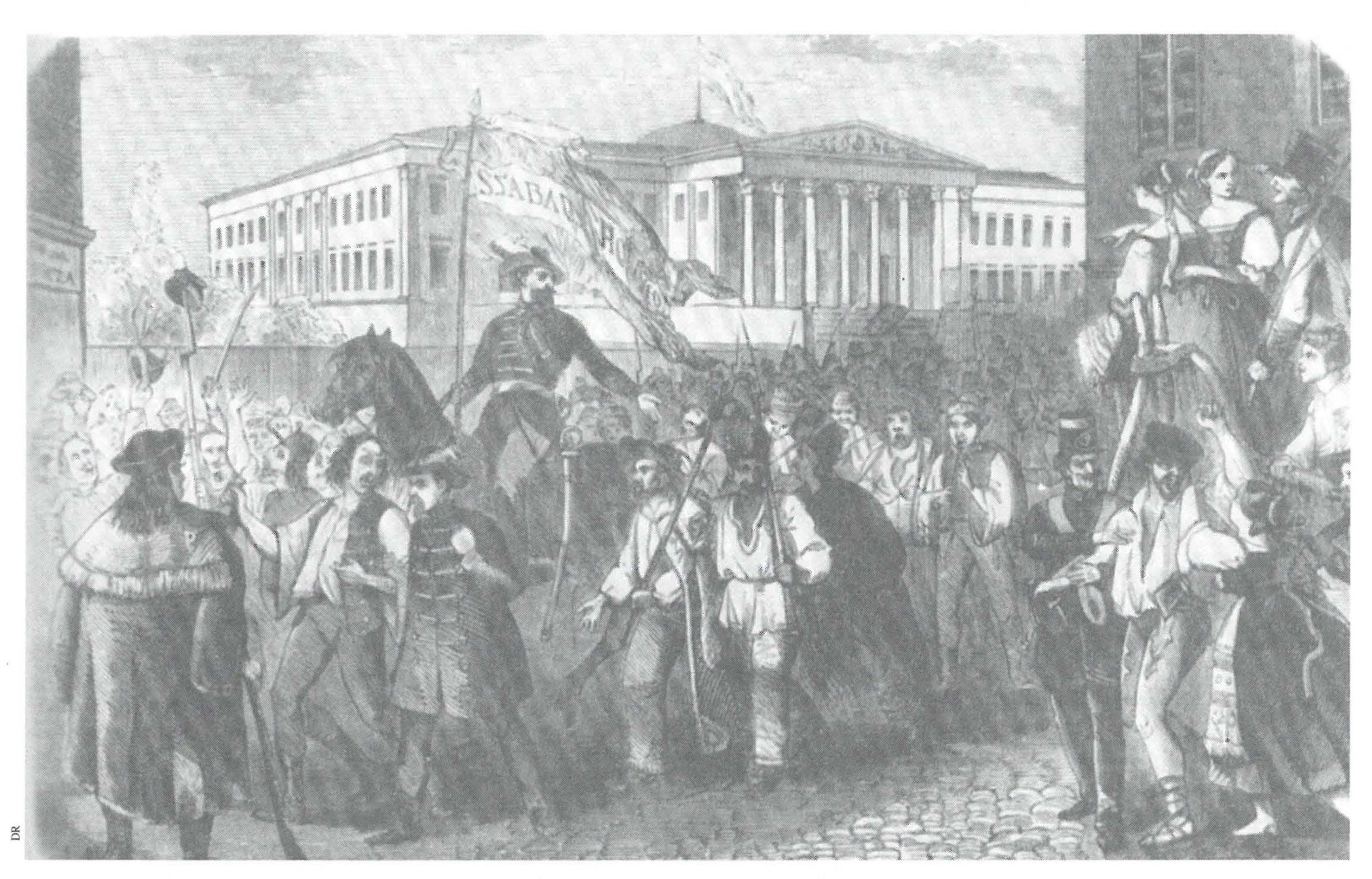
Comment se termine le grand rêve français de la révolution de 1848. Les émeutes parisiennes qui suivent le coup d'État du 2 décembre 1851 sont réprimées durement. Ici, des exécutions sommaires vues par l'*Illustrated London News *du 20 décembre 1851.

Dans la mémoire des Français, 1848 demeure le symbole d'un échec, celui de la République démocratique imaginée par quelques petits bourgeois éclairés et par le peuple des faubourgs parisiens. À un Louis-Philippe et à un Guizot qui leur donnaient comme seul horizon *« l'enrichissement par le travail et par l'épargne »*, les nostalgiques de la Grande Révolution et les apôtres du socialisme naissant ont répondu par l'insurrection de février. Pendant quelques semaines, ces « quarante-huitards » ont cru qu'ils allaient *« changer la vie »*, convaincus que l'instauration du suffrage universel – qui donnait enfin la parole à un peuple rêvé – allait entraîner l'émancipation de l'humanité tout entière, la « Grande Nation » se plaçant de nouveau à la tête des peuples pour en finir avec les tyrans de la Sainte Alliance détestée...

On sait ce qu'il en advint. Prudents, les hommes du gouvernement provisoire se gardèrent bien d'intervenir en Italie puisque le roi du Piémont, Charles-Albert, leur faisait lui-même savoir *« qu'elle se ferait toute seule »*. La surprise des insurgés parisiens fut ensuite totale quand les élections d'avril, précipitamment organisées pour désigner une Assemblée constituante, envoyèrent à Paris – au lieu d'une majorité acquise au Progrès et à la Liberté – des notables conservateurs opportunément métamorphosés en « républicains modérés », futures troupes du parti de l'ordre que Thiers va bientôt se charger d'organiser.

La manifestation parisienne de solidarité avec la Pologne souffrante est brisée par la troupe le 15 mai et, déjà, les leaders les plus avancés connaissent la prison ou l'exil. Ce n'est qu'un début puisque, du 23 au 26 juin, l'armée du républicain Cavaignac brise dans le sang l'émeute ouvrière déclenchée par la dissolution des Ateliers nationaux. Il a donc suffi de quelques mois à la réaction pour triompher des élans du printemps français de 1848. Pour conclure l'épisode, le suffrage universel donne en décembre une majorité écrasante à Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon le Grand et ancien conspirateur devenu le candidat du parti de l'ordre, élu par des masses rurales qui sont hantées par la crainte des « partageux » et sensibles aux nostalgies de gloire qu'entretient la légende impériale.

Quand les hommes de Thiers triomphent aux élections législatives de mai 1849, les illusions et les espoirs du printemps précédent sont bel et bien enterrés et c'est la République française qui se charge d'aller écraser la République-sœur romaine pour permettre la restauration en ses États du pape Pie IX. La protestation suscitée par cette expédition fournit même au nouveau pouvoir l'occasion d'en finir une fois pour toutes avec les ultimes « Montagnards » regroupés autour de Ledru-Rollin. Il est temps désormais, selon les mots du prince-président, *« que les bons se rassurent et que les méchants tremblent... »*. Mais Louis-Napo-



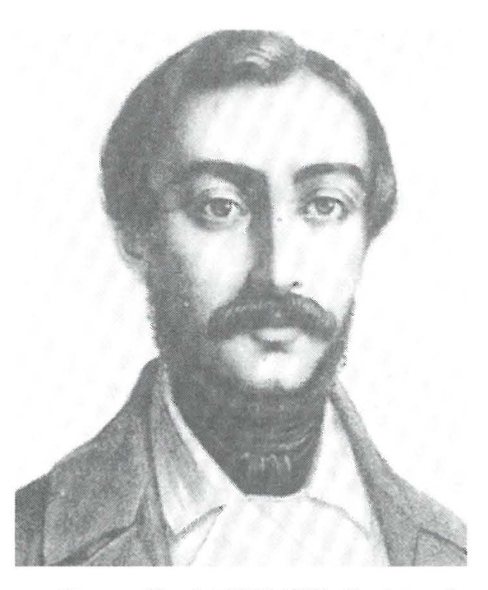
DR

En mars 1848, à l'appel de Kossuth, les Hongrois se soulèvent contre l'Autriche et proclament la restauration du royaume libre de Hongrie, dont Kossuth est nommé régent. Sur cette gravure, on voit les gardes nationaux hongrois défilant devant le théâtre de Pest. Au mois d'août, les insurgés sont battus par une armée russe répondant à l'appel du jeune empereur François-Joseph II. Celui-ci revient tout d'abord à la politique de centralisation et de germanisation qui avait déterminé le soulèvement. Mais après la défaite de l'Autriche devant la Prusse à Sadowa (1866), il adopte en 1867 le compromis austro-hongrois qui assure l'autonomie de l'État hongrois associé à l'Autriche dans un empire dualiste.

léon n'est pas l'homme de paille, *« le crétin qu'on mènera »* dont avait rêvé Adolphe Thiers et, deux ans plus tard, le 2 décembre 1851, il se débarrassera de la majorité conservatrice à la faveur d'un coup d'État approuvé le 21 par le suffrage universel. La IIe République, bientôt remplacée en 1852 par le Second Empire, n'a ainsi connu qu'une existence éphémère et son échec l'a transformée en un « raté » d'un progrès vers l'émancipation et la liberté jugé inéluctable.

Dans la mémoire française, le mythe quarante-huitard renvoie à une révolution avortée mais annonciatrice des transformations sociales à venir. Les héros français de cette *« année admirable »*, ce sont Louis Blanc, l'auteur de *L'Organisation du travail* et l'inventeur des Ateliers nationaux, François Raspail, médecin de génie et éternel rebelle, Louis Auguste Blanqui, le *« révolutionnaire professionnel »* qui aura passé en prison près de trente ans de sa vie, l'ouvrier Albert (de son vrai nom Alexandre Martin), le *« prolétaire inconnu »* du grand remue-ménage parisien de février 1848, autant de figures emblématiques d'un socialisme encore dans l'enfance mais qui prépare déjà le mouvement ouvrier de la seconde moitié du siècle. Cette dominante « sociale » de notre révolution de 1848 a largement occulté la dimension européenne de l'événement, qui prend en Allemagne, en Italie ou dans l'empire des Habsbourg une signification toute différente. Alors que les Français, issus d'une nation anciennement constituée, mettent l'accent sur les nécessaires transformations politiques et sociales, la majeure partie des mouvements qui agitent alors l'Europe privilégient nettement les aspirations des peuples soucieux d'affirmer leurs identités respectives face à un État multinational oppresseur ou de réaliser leur unité politique, contradictoire avec l'ordre établi en 1815 par le congrès de Vienne et maintenu depuis par la Sainte-Alliance des souverains à laquelle on veut désormais substituer celle des jeunes nations.

La révolution parisienne n'est pas la première de celles qui se déclenchent alors en Europe. Au cours des années précédentes, l'indomptable Irlande et les masses ouvrières misérables de l'Angleterre victorienne ont donné quelques soucis au gouvernement de Londres. En Suisse, au cours de la guerre du Sonderbund, la victoire des cantons libéraux à dominante germanophone sur les cantons catholiques a retenti comme un défi au chancelier Metternich, le garant de l'ordre établi à Vienne depuis 1815. Dès janvier 1848, la révolution a éclaté à Palerme avant de triompher à Naples quand le roi Ferdinand II de Bourbon – bientôt imité par le grand-duc de Toscane, le roi de Piémont-Sardaigne, Charles-Albert et le pape Pie IX – s'est vu obligé d'accorder à son peuple une Constitution. En mars, ce sont Milan et Venise qui se soulèvent contre l'Autriche, maîtresse du royaume lombard-vénitien. Dès le 13, la Révolution triomphe à Vienne d'où Metternich doit s'enfuir, caché dans une voiture de blanchisseuse. Déjà la Hongrie proclame sa liberté, alors qu'un congrès est réuni à Prague par l'historien Palacky pour préparer l'émancipation de tous les Slaves de l'empire des Habsbourg. Le 19 mars, c'est à Berlin que la révolution a éclaté, alors que toute l'Allemagne



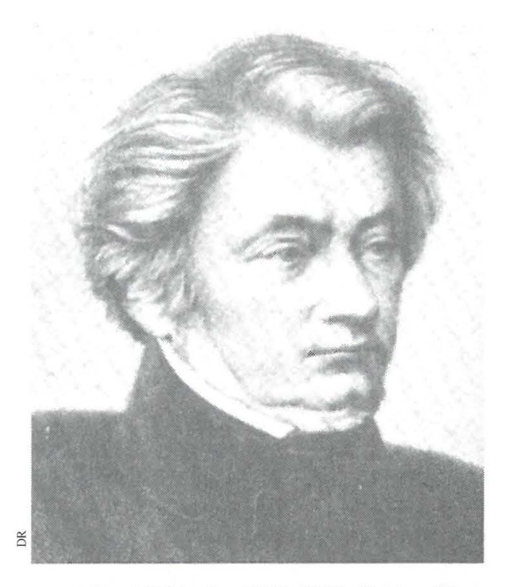
Giuseppe Mazzini (1805-1872). Fondateur de la jeune Italie, il proclame la république, à Rome, en mars 1849, mais l'expédition française le contraint à s'exiler en juillet.

entre en ébullition et prépare la réunion, à Francfort, d'un parlement démocratique appelé à ouvrir les voies de l'unité nationale. Dans toute l'Europe, le désir de liberté et le rejet des régimes absolutistes vont de pair avec les aspirations nationales. Partout, les peuples opprimés, parfois depuis des siècles, se réveillent, entraînés par des poètes exaltant les vertus de leur race et conduits par des héros qui vont payer un lourd tribut à la lutte pour l'indépendance. Après les insurgés grecs immortalisés par Delacroix et par Victor Hugo, après les martyrs polonais de l'insurrection de 1830-1831, Allemands, Tchèques, Hongrois, Croates, Serbes ou Italiens viennent secouer l'édifice vermoulu d'une Europe monarchique qui a vainement espéré que le temps s'était arrêté au lendemain de la grande secousse révolutionnaire et napoléonienne.

Animé par le souffle du romantisme qui réveille la mémoire du plus lointain passé, redonnant vie aux traditions littéraires ou folkloriques oubliées et suscitant la résurrection des langues longtemps réduites à l'état de simples dialectes, la vague « nationalitaire » qui déferle alors sur l'Europe va finalement se briser sous les coups de la réaction momentanément victorieuse. Dès juin 1848, les troupes de Windischgrätz écrasent la révolution tchèque. En octobre, c'est le tour des libéraux viennois de voir brisés tous leurs espoirs. Réfugié en Moravie, le gouvernement a lancé la troupe contre la capitale et, le 2 décembre, l'empereur Ferdinand, malade, abdique en faveur de son neveu, le jeune François-Joseph, qui s'empresse de renvoyer l'Assemblée constituante élue quelques mois plus tôt et d'octroyer lui-même une constitution dont l'application sera presque aussitôt ajournée. Entrée en dissidence, la Hongrie a fini par proclamer son indépendance en avril 1849 mais les efforts d'un Kossuth ne peuvent empêcher Autrichiens, Russes et Croates d'écraser en août 1849 la révolution magyare. Quelques semaines plus tôt, l'échec du parlement de Francfort avait été consommé quand le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, avait refusé la couronne que les députés lui offraient et c'est finalement ce prince, en qui l'Allemagne démocratique avait mis quelques espoirs, qui allait faire disperser, à Stuttgart, ce qui restait du parlement avant de rétablir l'absolutisme dans son propre royaume et de gagner ainsi le surnom infamant de « Néron de Berlin ».

Trois grandes figures

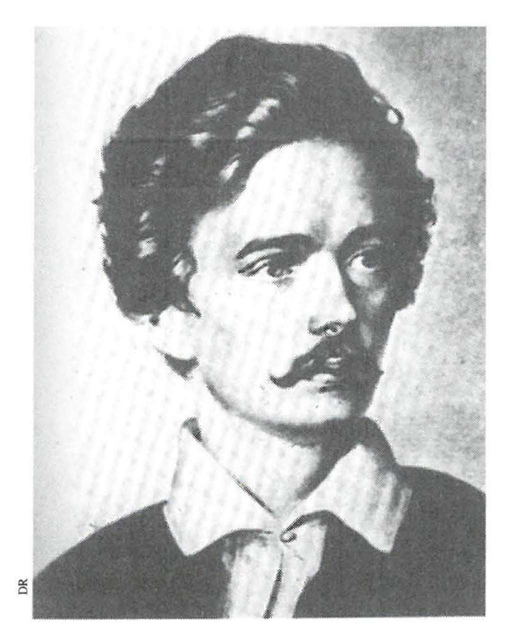
L'empereur d'Autriche et le tsar de Russie sortaient grands vainqueurs de la crise, le *statu quo ante* se trouvait rétabli partout d'une main de fer par le prince de Schwarzenberg, successeur de Metternich. Les révolutions italiennes vaincues, les espoirs des démocrates allemands ruinés, les patriotes polonais ou hongrois contraints à l'exil, la répression partout, la flambée de 1848 paraissait bien éteinte mais les vaincus n'abandonnaient pas la lutte. Avec une volonté sans faille et une énergie toujours renouvelée, intellectuels, aventuriers, militants ou soldats vont continuer le combat pour la liberté et pour le réveil de leurs nations respectives. Une lutte engagée au cours des décennies précédentes, qui ont vu les tentatives malheureuses des carbonari napolitains, les sacrifices fondateurs consentis par les insurgés grecs, la longue guérilla opposée par les paysans et les montagnards chrétiens des Balkans aux massacreurs ottomans, l'emprisonnement des patriotes transalpins condamnés, comme Silvio Pellico, à moisir dans les cachots autrichiens. De nombreuses figures se détachent parmi ces combattants de la liberté à l'esprit exalté par l'appel de la patrie. On connaît, bien sûr, le Niçois Garibaldi, défenseur intraitable de la République romaine, futur héros de l'unité italienne, ou Daniele Manin, assiégé pendant un an par les forces autrichiennes dans Venise libérée, ou Sandor Petöfi, le poète hongrois tombé au combat en août 1849, pour qui *« le sabre était plus beau que les chaînes »*. Trois autres personnages, pourtant très différents, symbolisent parfaitement, à travers toute leur existence, ce que fut l'esprit de quarante-huit, fait d'exaltation romantique, de goût pour le complot, d'attachement à la nation souffrante. Mazzini, Mickiewicz, Kossuth, trois noms qui résument à eux seuls cette époque d'espoirs et de tragédies, ce printemps des peuples immense et rouge qui a fait trembler les rois et annoncé l'avènement de nouvelles nations.



DR

Adam Mickiewicz (1798-1855). Poète célèbre et représentant prestigieux du romantisme polonais, il est le chantre de l'indépendance nationale face à la Russie.

C'est en 1831 que Giuseppe Mazzini a fait ses premières armes de révolutionnaire, en écrivant au roi de Piémont-Sardaigne Charles-Albert, qui venait de monter sur le trône *« que les hommes libres attendaient des actes,* [...] *que la postérité le proclamerait le premier d'entre les hommes ou le dernier d'entre les tyrans italiens... »* Né à Gênes le 22 juin 1805, en ce qui allait devenir trois mois plus tard un département français, ce fils d'un médecin de sentiments plutôt jacobins a reçu une éducation religieuse exigeante qui lui a fait haïr toute forme d'hypocrisie ou de compromission. Étudiant dès 1819, il *« porte le deuil de sa patrie »* après l'échec de l'insurrection turinoise de 1821. Docteur en droit en 1827, il donne des articles à l'*Indicatore genovese* et s'affilie à la Charbonnerie, ce qui lui vaut d'être incarcéré à Savone en novembre 1830. Il découvre alors ce que seront *« les sacrifices nécessaires des éveilleurs de la patrie en sommeil »*. Libéré, il prend le chemin de l'exil et fonde la Jeune-Italie, qui complote pour renverser Charles-Albert. La conspiration est découverte en mai 1833 et la répression s'abat sur ses membres. L'année suivante, l'expédition de libération de la Savoie lancée avec le général Ramorino aboutit à un échec complet et, en 1836, Mazzini doit quitter la Suisse pour la France, puis l'Angleterre. Dix ans plus tard, il attend de l'avènement du pape Pie IX un mieux pour l'Italie mais la déception est gran-


DR

Sandor Petöfi (1823-1849). Poète national hongrois. Son chant **Debout Magyar !** *qui deviendra hymne national, déclencha le soulèvement de la jeunesse de Pest en 1848. Il est tué par l'armée russe lors de l'écrasement de l'insurrection.*

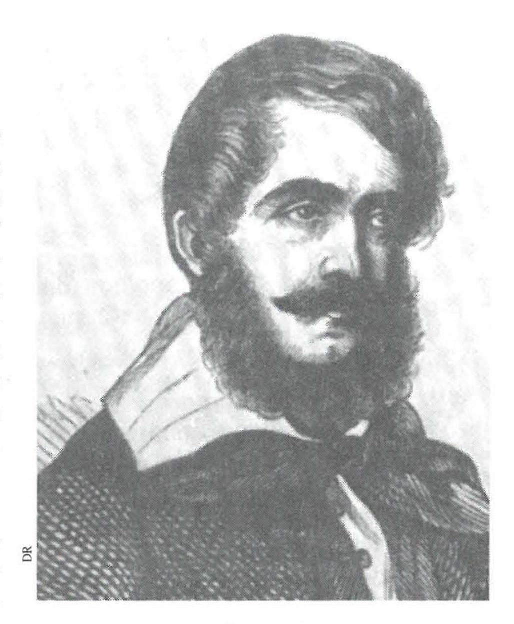
de et elle devient désespoir après l'échec du mouvement de 1848. Mazzini a combattu avec Garibaldi et, après la défaite de Custozza survenue en août, il a poursuivi la lutte dans la région du lac Majeur jusqu'en novembre derrière son drapeau frappé de la devise *Dieu et Peuple*. De nouveau réfugié en Suisse, il met ses espoirs dans la République romaine proclamée le 9 février 1849 mais la nouvelle défaite de Charles-Albert à Novare et l'intervention française contre Rome le contraignent à un nouvel exil, qui le conduit à Marseille, Genève, Lausanne et, enfin, Londres qu'il quitte de nouveau pour tenter de relancer, sans succès, l'action en Italie. Il proclame le *« devoir d'agir »*, se fait condamner à mort par contumace une seconde fois et demeure méfiant – à la différence de Garibaldi et de Manin prêts au compromis – vis-à-vis de la monarchie sarde. Patriote et républicain ombrageux, ce mystique, qui attribuait à l'Italie la mission de donner la liberté au monde, verra réaliser l'unité de son pays avant de disparaître, le 10 mars 1872.

À côté de cet activiste, de ce comploteur infatigable, le Polonais Adam Mickiewicz apparaît davantage comme un poète inspiré que comme un véritable homme d'action. Né en 1798 à Nowogrodek, en Lituanie polonaise, il a vu les soldats de Napoléon marcher vers le Niémen et il a connu, pendant quelques années, l'éphémère résurrection polonaise voulue par l'empereur français avant de supporter ensuite la domination russe. Professeur de littérature à Kowno en 1819, il publie en 1823 un recueil de poèmes, *Les Aïeux*, qui lui assure une première notoriété. Mais cette exaltation des racines et de la culture polonaises n'est pas du goût des maîtres du jour et, après un séjour de six mois en prison, il est exilé à Saint-Pétersbourg puis à Odessa, avant de quitter la Russie pour l'Allemagne où, en 1829, il rencontre Goethe à Weimar. Arrivé à Paris en août 1832, après avoir séjourné en Italie, il n'a pas participé à la grande insurrection polonaise de 1830-1831 mais il va se faire le chantre de son peuple vaincu. Auteur d'un livre intitulé *Les Pèlerins polonais*, traduit en français par Montalembert, ami de Lamennais et de Lacordaire, il écrit *Messire Thaddée*, se marie et, après avoir enseigné le latin à Lausanne, occupe, grâce au soutien de Michelet, une chaire au Collège de France jusqu'en 1844. Ce *« Byron catholique de la Pologne »*, ce *« Walter Scott polonais »* suit avec passion, en 1846, l'insurrection de Cracovie et, en février 1848, alors qu'il se trouve à Rome auprès du pape Pie IX, il se met en tête de créer une Légion polonaise appelée à libérer sa patrie à la faveur des révolutions qui gagnent alors toute l'Europe. L'entreprise échoue totalement et la malheureuse Légion polonaise (douze membres) ne participera même pas aux combats livrés aux Autrichiens en Italie du Nord. Attaché, sous l'influence de son compatriote Towianski, à un spiritualisme teinté d'occultisme, il assimile désormais la Pologne au Christ et fait de son peuple celui qui est appelé à racheter et à libérer l'humanité tout entière. Napoléon III, *« l'ami de la Pologne »*, ne prêtera qu'une oreille distraite à ses propos exaltés mais il l'investira d'une mission en Orient où le vieux poète pourra voir une unité de cosaques polonais engagée dans la guerre de Crimée avant de mourir à Constantinople, le 26 novembre 1855, sans avoir jamais mis les pieds à Cracovie, Varsovie, Lwov ou Poznan.

Une victoire née de l'échec

À l'inverse de ce barde inspiré de la Pologne souffrante, Lajos Kossuth se révèle comme un véritable chef politique. Né en 1802 et issu de la petite noblesse magyare, il est député à la Diète à plusieurs reprises à partir de 1825 et publie divers journaux favorables à l'autonomie des États de la Couronne de Saint-Étienne au sein de l'empire des Habsbourg. Emprisonné sur l'ordre de Metternich de 1837 à 1840, il est de nouveau député en 1847 et se voit offrir par Batthyany, le chef du premier gouvernement hongrois constitué en 1848, le ministère des Finances. Devenu chef du gouvernement, il doit faire face à l'insurrection croate que soutient Vienne et met sur pied, non sans difficultés, une armée nationale. L'indépendance est proclamée le 14 avril 1849 et Budapest est momentanément aux mains des insurgés, mais l'intervention du tsar et le soutien apporté à Vienne par le gouverneur de Croatie Jelatchitch sont fatals aux aspirations magyares. Tout est fini en août et, au moment où une répression sauvage s'abat sur le pays, Kossuth parvient à fuir en Turquie, avant d'émigrer vers l'Angleterre et les États-Unis. Il conspire un temps avec Ledru-Rollin et Mazzini, puis espère de nouveau l'indépendance en 1859, quand l'Italie est libérée par l'intervention française, et en 1867, au lendemain de la défaite autrichienne de Sadowa, quand le gouvernement de Vienne est obligé de concéder à son rival modéré Ferenc Deak l'instauration d'un système dualiste respectueux de l'identité magyare. Élu à la Diète hongroise reconstituée, il refuse de venir y siéger et, retiré à Turin en 1875, il y meurt en 1894, à l'âge canonique de quatre-vingt-douze ans. Comme beaucoup de ses semblables de la génération quarante-huitarde, il avait échoué dans son projet de bâtir un État totalement indépendant mais il avait contribué à forger une conscience nationale et il apparaît ainsi, au même titre que Mazzini ou Mickiewicz, comme un *« éveilleur de peuple »*.

Ph. C.


DR

Lajos Kossuth (1802-1894). Homme politique hongrois, il réclame l'abolition des droits féodaux et l'autonomie à l'égard de l'Autriche. Il joue un rôle important en 1848. Vaincu par les Russes, il est contraint à l'exil.

DU 18 MARS AU 28 MAI 1871

La Commune de Paris

PAR PATRICK JANSEN

Née de la défaite de 1870, de la colère patriotique et du vieux rêve de révolution sociale, la Commune de Paris a duré plus de soixante-dix jours. Elle fut désordonnée, déclamatoire et parfois sanglante. Les Versaillais lui firent payer au centuple ses propres fusillades, enterrant pour toujours le Paris populaire des grandes insurrections.



DR

Derniers jours de la Commune de Paris. Sur une barricade, contre-attaque des Fédérés. C'est le nom donné aux gardes nationaux qui, refusant de déposer les armes, s'étaient constitué en Fédération républicaine (15 mars 1871). En face, Adolphe Thiers, chef du gouvernement provisoire, a massé des troupes à Versailles (d'où le nom de Versaillais), qui écraseront la Commune au cours de combats furieux, du 2 avril au 28 mai 1871.

Comme bien des régimes autoritaires gagnés sur le tard par un vent de libéralisme et l'abandon des principes de rigueur qui avaient assuré leur pérennité, le Second Empire s'écroula avec une soudaineté qui surprit. Après la capitulation de Sedan le 2 septembre 1870, c'est sans difficulté et dans l'allégresse que la République fut proclamée le 4 septembre. La guerre, pourtant, n'était point finie.

Paris allait être éprouvé comme il ne l'avait sans doute pas été depuis plusieurs siècles. Par les rigueurs de quatre mois de siège d'abord, par le bombardement de la rive gauche, qui fit une centaine de morts et deux fois plus de blessés. Par l'échec souvent très sanglant des tentatives de sortie pour briser le siège, avec les conséquences logiques sur le moral d'une population affamée qui avait mangé jusqu'aux rats et aux animaux du Jardin des Plantes. Par un hiver inhabituellement dur, aussi. Par l'humiliation enfin, après l'armistice du 28 janvier, de voir du 1er au 3 mars les Prussiens occuper les Champs-Élysées.

Le 31 octobre 1870, à l'annonce de la capitulation de Bazaine à Metz, une insurrection manquée où Flourens avec ses Bellevillois s'était emparé de l'Hôtel de Ville et à laquelle participait l'éternel révolutionnaire Auguste Blanqui laissait déjà présager qu'un violent accès de fièvre pouvait gagner la capitale, ce Paris si profondément transformé depuis un quart de siècle par les travaux d'Haussmann, qui n'est désormais plus le Paris de Balzac mais celui de Zola, et qui avoisine 2 millions d'habitants.

D'ailleurs, l'Assemblée élue le 8 février souligne presque caricaturalement le clivage existant entre une province restée rurale, monarchiste, et fondamentalement cléricale, et Paris, qui est tout le contraire et envoie siéger, sur 43 députés, 36 républicains hostiles à la paix suivant la grande tradition jacobine.

Thiers, désigné comme chef du pouvoir exécutif le 17 février, est, lui, l'homme de la paix à tout prix. Livre-t-il sans trop de scrupule l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne parce qu'il est vraiment impossible de faire autrement, ou parce que l'Orléaniste qu'il est resté, en bon bourgeois libéral, se moque comme d'une guigne du patriotisme et du sentiment national, qui longtemps encore et jusqu'à l'affaire Dreyfus, seront très nettement positionnées à gauche. Paris se le demande d'autant plus qu'après les préliminaires de paix, l'Assem-

blée revient de Bordeaux, non point à Paris mais à Versailles, la ville des rois.

Le 18 mars 1871, lendemain de l'arrestation de Blanqui qui avait été condamné à mort par contumace le 11 mars pour l'insurrection manquée du 31 octobre, des troupes sont chargées de récupérer les canons de la Garde nationale, potentiellement menaçants, sur les hauteurs de l'est parisien et sur la butte Montmartre. Elles s'en emparent facilement à l'aube, mais la foule bientôt s'oppose à leur action, à Montmartre d'abord où le général Lecomte et ses officiers sont faits prisonniers par une centaine de leurs soldats qui ont mis la crosse en l'air ; à Belleville, à la Bastille ensuite, plus ou moins spontanément. À midi, l'opération a échoué.

Ce qui aurait pu n'être qu'un incident va déclencher une des insurrections les plus sanglantes et les plus emblématiques que la France ait connues. Dans l'après-midi de ce 18 mars, quelques milliers d'hommes, une petite vingtaine de bataillons, tentent une contre-offensive hésitante et insuffisante. Le gouvernement s'affole ; Thiers quitte Paris pour Versailles. Vers 18 heures l'armée évacue la ville ; des groupes populaires s'emparent alors sans difficulté de divers points sensibles, dont les principales casernes, les mairies d'arrondissement et l'Hôtel de Ville où le Comité central de la Garde nationale, élu le 15 mars mais qui a été peu actif au cours de cette journée, s'installe. On compte quatre morts dont le général Lecomte et le général Thomas, l'un des chefs de la répression de juin 1848, reconnu dans la rue.

Ainsi commence la Commune de Paris. Pendant neuf semaines elle mêlera l'enthousiasme, l'énergie et souvent l'héroïsme à l'utopie parfois la plus folle. Depuis 125 ans, et pour ces raisons, elle demeure un modèle ou un mythe dont se réclament tous ceux, de gauche mais aussi de droite, qui refusent les diktats de la société marchande négatrice du peuple pour les uns, de l'âme des peuples pour les autres.

Les velléités d'imitation provinciale, à Lyon (le 22 mars), à Marseille (le 23) mais aussi à Toulouse et à Saint-Étienne n'auront pas de suite au-delà du 4 avril. La Commune sera parisienne et seulement parisienne.

Malraux soulignait que ce n'est pas la nature qui pousse l'artiste à créer, mais l'observation des œuvres des autres artistes : Giotto n'a pas découvert ses moutons dans les champs, mais sur les toiles de son maître Cimabue. Il en va de même des révolutions : elles commencent volontiers par la contemplation d'autres révolutions. Ainsi de la Commune et jusqu'à son nom même, imposé par les Blanquistes : le souvenir de la révolution de février 1848 hante les esprits, même ceux qui sont trop jeunes pour l'avoir directement vécue ; et aussi, bien sûr, le souvenir plus lointain mais plus magique encore du 10 août 1792, de la Patrie en danger, du Comité de salut public.


DR

Louise Michel (1830-1905). Anarchiste au grand cœur, elle se rallia aux communards. Toujours vêtue d'une robe noire barrée d'une écharpe rouge, elle monte sur les barricades, participant aux émeutes et à la semaine sanglante du 24 au 31 mai 1871. « La Vierge rouge » fut arrêtée et condamnée à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Amnistiée en 1880, elle rentra en France et reprit sa propagande révolutionnaire qui lui valut de nouveau plusieurs emprisonnements. Elle reçut le soutien constant de la duchesse d'Uzès, nationaliste, monarchiste et féministe, qui lui vouait une sincère amitié.

Grands discours et actions confuses

Après un quart de siècle, le Comité central de la Garde nationale renoue donc délibérément avec cette période. Ayant vainement cherché un compromis que les neutres, autour de Clemenceau, maire fraîchement élu de Montmartre, ne purent faire aboutir, il organise des élections municipales le 26 mars. La participation est très inégale selon les arrondissements, mais les abstentionnistes sont majoritaires. Lors des élections complémentaires du 16 avril, ils seront encore bien plus nombreux (85 %).

Il y a 79 élus (Blanqui, emprisonné, étant nommé membre de droit), dont 37 ouvriers ou artisans, 14 employés, et aussi 12 journalistes dont plusieurs sauront, dans quelques semaines, mettre leur peau au bout de leurs idées. Les partisans de la Commune ne recueillent en fait que 170 000 voix, dans une ville de près de 2 millions d'habitants. Pourtant, la Commune est solennellement proclamée devant l'Hôtel de Ville en présence de 100 000 personnes, le 28 mars, ce qui entraîne la démission des modérés. Les radicaux les suivront dès le 6 avril, lors du vote du décret des otages.

Pendant ses deux mois d'existence, et en l'absence d'un chef charismatique (mais était-il seulement possible dans un tel contexte ?) la Commune a produit énormément de discussions et de controverses, aboutissant à des actions souvent confuses, voire totalement contradictoires, comme les hommes qui l'animaient. Elle a plutôt proclamé des principes, des intentions, voire des velléités, qu'effectué de véritables réalisations.

La Commune affiche son républicanisme : Paris se proclame « *ville libre* », République de Paris. Malgré la présence de jacobins centralisateurs comme Delescluze, la Déclaration au Peuple français du 19 avril pousse à l'extrême le fédéralisme antiétatique hérité de Proudhon ou de la Constitution de 1793. La France est conçue comme une juxtaposition très utopique de « communes libres ». La démocratie absolue est tentée, on se refuse à séparer l'exécutif du législatif pour ne pas tomber dans le parlementarisme bourgeois, mais très vite, la collégialité se révèle impraticable, et le 1er mai, un Comité de salut public, à l'instigation de Jules Miot, est difficilement créé.

Un projet social pour ne pas dire socialiste, fut élaboré. Dès le 30 mars, le décret sur les loyers remettait trois termes, le moratoire des échéances commerciales fut prolongé, les traitements des fonctionnaires plafonnés, le cumul des fonctions interdit, des boucheries municipales furent créées le 22 avril. On envisagea des associations de producteurs ou d'ouvriers à qui on restituerait capital et instrument de travail, mais le respect du droit de propriété fut maintenu et on se refusa explicitement à exproprier les entrepreneurs capitalistes. Comme toutes les révolutions authentiquement populaires, la Commune s'est voulue morale : « *Mort aux voleurs* » proclame une affiche dès le 23 mars. Les jeux de hasard, l'ivresse, les maisons de tolérance furent interdits.

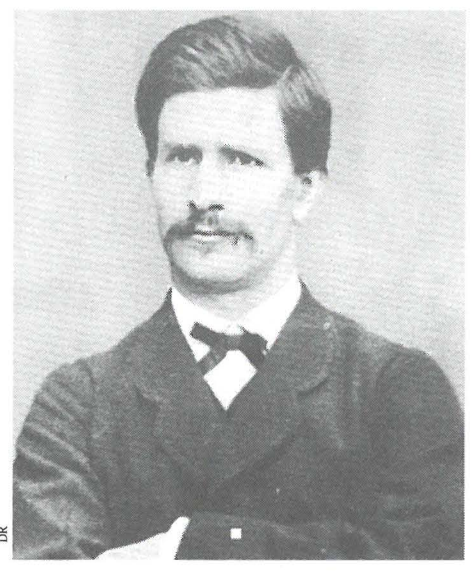
On décréta le service militaire obligatoire pour tous, afin que l'armée ne soit autre que le Peuple en armes, et par un décret du 2 avril, la séparation de l'Église et de l'État, 34 ans avant la loi Combes, car il règne un anticléricalisme souvent furieux. Ainsi Raoul Rigault se refuse absolument à prononcer le mot « saint », même dans le nom des rues.

Faute de durée, la volonté de mettre en œuvre une instruction gratuite et surtout laïque, car depuis la loi Falloux de 1850 plus de la moitié des écoles de la capitale sont aux mains des congrégations, est, elle aussi, restée au niveau des intentions. La politique du soupçon, la dérive policière, en revanche, s'installent bel et bien dans les faits, car l'ennemi versaillais est aux portes.

La Commune, pourtant, à partir du 5 avril, se limite à une stratégie purement défensive repliant ses forces derrière les forts du sud parisien, et diverses fortifications datant du siège. Lentement mais sûrement, ses positions comme ses moyens s'affaiblissent, tandis que l'armée de Thiers et Mac-Mahon se renforce : à peine 60 000 hommes début avril, plus de 120 000 le 20 mai, à l'aube de la semaine sanglante. Le gouvernement et le haut commandement prennent un maximum de précautions pour que les scènes de fraternisation du 18 mars ne se renouvellent pas. Si tous les officiers ne sont pas disposés à servir l'armée de Versailles contre la Commune, beaucoup de conservateurs voient dans la défense de l'ordre social une priorité absolue.

La semaine sanglante

En revanche, certains officiers, fidèles à leurs origines populaires, à leur idéal politique ou à leur conception du patriotisme, se mettent au service de la Commune, comme le colonel Louis Rossel, chef d'état-major puis successeur du délégué à la guerre, Cluseret. Rossel, un ancien polytechnicien ne transigeant pas avec sa rigueur protestante, est sans doute l'une des personnalités de premier plan les plus attachantes de ces jours de bruit et de fureur, auquel se sont intéressés des auteurs aussi différents que Roger Stéphane, qui a préfacé ses *Mémoires*, Hubert Saint-Julien qui dans son remarquable *Louis Rossel (1844-1871), pensée et action d'un officier insurgé*, a su mettre en lumière, non seulement toutes les facettes de son héros, mais aussi toutes les ambiguïtés de la Commune, et... Jean-Pierre Chevènement qui lui a consacré il y a une quinzaine d'années un film de télévision que beaucoup


DR

Louis Rossel (1844-1871). Colonel à 27 ans, rallié à la Commune de Paris par refus de la capitulation, il fut exécuté comme rebelle par les Versaillais le 28 novembre 1871. Travailleur acharné, cultivé, exigeant, auteur de travaux d'histoire militaire, il s'indignait de la médiocrité satisfaite de l'armée et du corps des officiers de son temps. Dès la proclamation de la Commune, il accourt à Paris. Il sera bientôt commandant en chef des Fédérés. Mais chacun tire à soi dans un tel désordre qu'il démissionne : **« Je cherchais des patriotes, j'ai trouvé des gens qui auraient livré les forts de Paris aux Prussiens plutôt que de se soumettre à une autorité. »**

considèrent comme un modèle de narration et d'analyse historique.

La semaine sanglante commence le 22 mai pour s'achever le 28 au mur des Fédérés : une minorité se met en état de défense, la population bourgeoise de l'ouest parisien au contraire accueille les troupes de Mac-Mahon en libérateurs. Elle a souvent été racontée ou évoquée, mais rarement aussi bien que par Georges Bernanos dans *La Grande peur des bien-pensants* : « *Les faubourgs jouent au soldat, s'emplissent de guerriers déguisés, de femmes en culottes, de pochards galonnés jusqu'au ventre. À l'Hôtel de Ville, un petit nombre de véritables insurgés, des visionnaires comme Delescluze, des ouvriers, des artistes... Dès le 22 mai Mac-Mahon réussissait à faire entrer dans Paris 70 000 hommes...* » « *La journée du 24,* écrit le maréchal dans son rapport officiel, *comptera parmi les plus sinistres de l'histoire de Paris. C'est la journée des incendies et des explosions. Le ciel reste obscurci pendant tout le jour par la fumée et par les cendres.* » Au soir, les Versaillais se trouvaient maîtres d'une moitié de la ville.

La Commune, cédant à la pression des terroristes, ordonne l'arrestation d'un certain nombre de notables, et propose presque aussitôt de les échanger contre le vieux révolutionnaire Blanqui, mais le gouvernement de Versailles ne lui répond que par un refus méprisant.

Bernanos continue : « *Le petit mégalomane à lunettes refusa de gracier Blanqui. En même temps, il faisait donner l'ordre aux troupes de n'accorder aucun quartier... Delescluze, brisé par la maladie, sans armes, et toujours ceint de son écharpe rouge, s'achemina vers la barricade du Château d'eau, la gravit lentement, et tomba foudroyé. À la même heure, Vermorel se faisait tuer boulevard Voltaire.*

« *La populace, maîtresse de la rue, va massacrer les dominicains d'Arcueil, puis... dix prêtres, trente-six gardes de Paris, et quatre prétendus policiers qu'elle ira fusiller à Belleville, au milieu des rires que recouvre parfois l'écho d'un air de valse joué par les musiques allemandes, à cent mètres du glacis de l'enceinte.*

« *La victoire de l'Ordre prit presque partout le caractère d'une revanche aveugle.* »

Une impitoyable répression

« *Dès le 28, le jour même où la dernière barricade tombe, rue Ramponneau, Drumont était rentré à Paris. Il paraît avoir trouvé là, parmi ces pavés gluants d'un sang fraternel, l'une des images les plus fortes, les plus solides de son œuvre* », de son impitoyable critique de la bourgeoisie et du monde de l'argent. Il énonce avec amertume : la République a fusillé les ouvriers et épargné les dirigeants ; un roi eût fusillé les dirigeants et épargné le peuple.

Mais la semaine sanglante fut aussi celle des incendies volontaires : « *Paris sera à nous ou n'existera plus* », avait proclamé Louise Michel le 17 mai en un alexandrin lourd de menaces. Tuileries, Hôtel de Ville, Palais de Justice, préfecture de Police, vingt autres bâtiments sont la proie des flammes.

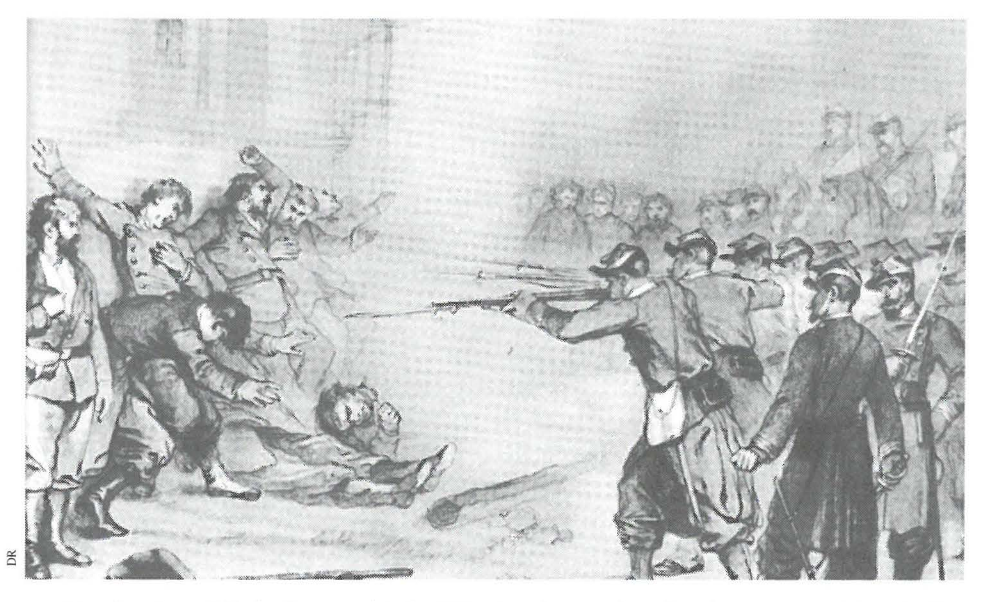
Une centaine d'otages furent fusillés dont l'archevêque, Mgr Darboy. L'histoire, comme toujours écrite par les vainqueurs, leur donnera autant de poids qu'aux morts de la répression : au moins 20 000 exécutions sommaires, sous la responsabilité des trois généraux versaillais, plus sans doute que le nombre des combattants populaires ! Il y eut 45 000 arrestations, 93 condamnations à mort (dont 23 exécutées), 251 aux travaux forcés en Guyane, 4 586 à la déportation en Nouvelle-Calédonie (3 900 départs effectifs) et 10 000 proscrits plus ou

ÉDOUARD DRUMONT ET LA COMMUNE

Qui sait lire les livres de Drumont y découvre aisément un certain nombre de puissantes images autour desquelles les faits semblent venir se grouper d'eux-mêmes, ainsi qu'en une sorte de champ magnétique. L'absurde et horrible histoire de la Commune est une de ces images-là. Mais l'auteur lui-même ne semble pas s'en être rendu tout à fait maître, ne l'évoque jamais de sang-froid. Elle a été visiblement le grand scandale de sa vie intellectuelle, la crise morale, peut-être décisive, dont bien des années plus tard, et jusqu'à sa mort, on pourra deviner l'âpreté à un certain frémissement de colère, qui fait, sous chaque allusion, resplendir et rougeoyer sa phrase, comme si venait de se rallumer derrière lui, la ville insurgée. [...]

Car le *« Liberavi animam meam »*, qui clôt d'un cri magistral les deux volumes de la *France juive*, n'est probablement que le terme d'une méditation commencée par ces jours d'un printemps précoce, déjà lourd, orageux, et qui semblait cuver pesamment la mort de tant d'hommes. Médite-t-il déjà sa conquête juive ? Il ne le semble pas. L'antisémitisme du vieux maître, quoiqu'on en ait pu dire, ferme le cycle de ses expériences, leur apporte une conclusion. Pour lui, il n'en est encore qu'aux premiers éléments du problème posé, il remonte lentement des effets aux causes, de ce même pas solide qui l'amenait sur le terrain, face à l'adversaire attentif. Comme autour d'un symptôme, le médecin voit se construire tout à coup, s'équilibrer en un dixième de seconde, la vision d'une maladie avec le déroulement de son histoire, ses origines, ses épisodes, sa terminaison probable, Drumont paraît avoir trouvé là, parmi ces pavés gluants d'un sang fraternel, l'une des images les plus fortes, les plus solides de son œuvre, cette peinture de la bourgeoisie conservatrice, esquissée par Veuillot et Proudhon, mais qu'il a reprise à sa manière, en traits puissants, avec un génie de la vraisemblance véritablement balzacien, un sens étonnant, divinatoire, des événements et des êtres.

GEORGES BERNANOS
La Grande peur des bien-pensants,
Grasset, Paris, 1931.



DR

***Feu dans le tas ! Exécution de Fédérés. Celle-ci est à peu près ordonnée, avec un peloton régulier commandé par un officier. Ailleurs, on tue comme on assassine.* « Le sol est jonché de leurs cadavres, *écrit Thiers aux préfets.* Ce spectacle affreux servira de leçon. »**

moins volontaires. Paris perdait ainsi près de 100 000 habitants, soit le septième de sa population adulte. L'amnistie totale ne viendra que le 11 juillet 1880.

Arthur Ranc, qui démissionna le 6 avril du Conseil de la Commune pour protester contre le décret sur les otages, aura cette phrase qui inspira peut-être Montherlant : *« Les seules guerres raisonnables sont les guerres civiles, parce que ce sont les seules où l'on sait pourquoi on se bat. »*

Adolphe Thiers est le grand vainqueur. Abel Bonnard, dans *Les Modérés* fait un extraordinaire portrait, où tout serait à citer, de ce politicien aujourd'hui unanimement décrié, ce *« lutin de l'ambition »*, homme d'une *« insensibilité profonde »* jointe à une *« pétulance presque burlesque »*. Le caractère odieux du personnage ne doit pas dissimuler sa réussite : au cours de sa vie (il est né en 1797), tous les quinze ou vingt ans il a vu le régime politique de la France changer sur la base d'une insurrection parisienne. En écrasant la Commune, il casse définitivement ce mécanisme. Aucune des crises du XIXe siècle finissant, aucune de celles du XXe siècle ne viendront rééditer ce schéma, ni le 6 février 1934 malgré le sang versé, ni Mai 68 malgré la théâtralité des acteurs et leur volonté parfois d'inscrire leur action dans le droit fil de la Commune. Le statut de Paris, depuis le Consulat déjà, dérogeait au droit commun ; l'échec de la Commune le maintient dans ce particularisme. Il faudra attendre 1977, pour que Paris retrouve un maire élu, qui a fait depuis le chemin que l'on sait.

Les rues ou places Thiers que la IIIe République avait multipliées sont devenues assez systématiquement, dans les communes rouges, ou qui l'ont été, des rues Louise-Michel. Juste retour des choses. Dans les communes plus conservatrices, elles sont volontiers devenues places du Général-de-Gaulle...

Rarement insurrection aura autant mêlé réalité des faits, virtualités de la légende et pouvoirs du mythe. L'héritage direct de la Commune paraît mince, même si certains voient dans la décentralisation de 1982 sa *« revanche posthume »*.

En revanche, elle va devenir l'exemple presque emblématique des possibilités de récupération historique ou de désinformation politique. L'ouvrage de Karl Marx, *Les luttes de classes en France*, historiquement contestable, a pourtant modelé l'imaginaire révolutionnaire des bolcheviks. Mais à l'autre bout de l'échiquier politique, Robert Brasillach fonde les Amis de la Commune et les nationaux-révolutionnaires vont chaque année, tout comme les communistes, fleurir le Mur des Fédérés. De même, l'émouvant visage de Louise Michel inspirera aussi bien Verlaine (*« Louise Michel est très bien »*, répète la ballade qu'il lui dédie en 1886) que Maurice Rollet, le poète et chansonnier de la Nouvelle Droite.

Beaucoup, vers 13 ou 15 ans, ont découvert et aimé la Commune avec les yeux du Jacques Vingtras de Vallès et ce titre magnifique, qui est à lui seul un étendard, *L'Insurgé*. Une âme bien née devine dans ces pages enflammées que, toujours et partout, seuls sont estimables les combattants, et non ceux, riches Carthaginois jadis et bourgeois parisiens applaudissant les Versaillais naguère, qui savourent le spectacle depuis leur balcon.

P. J.

UNE REVANCHE INDIENNE

Little Big Horn

PAR JOHN MANSON

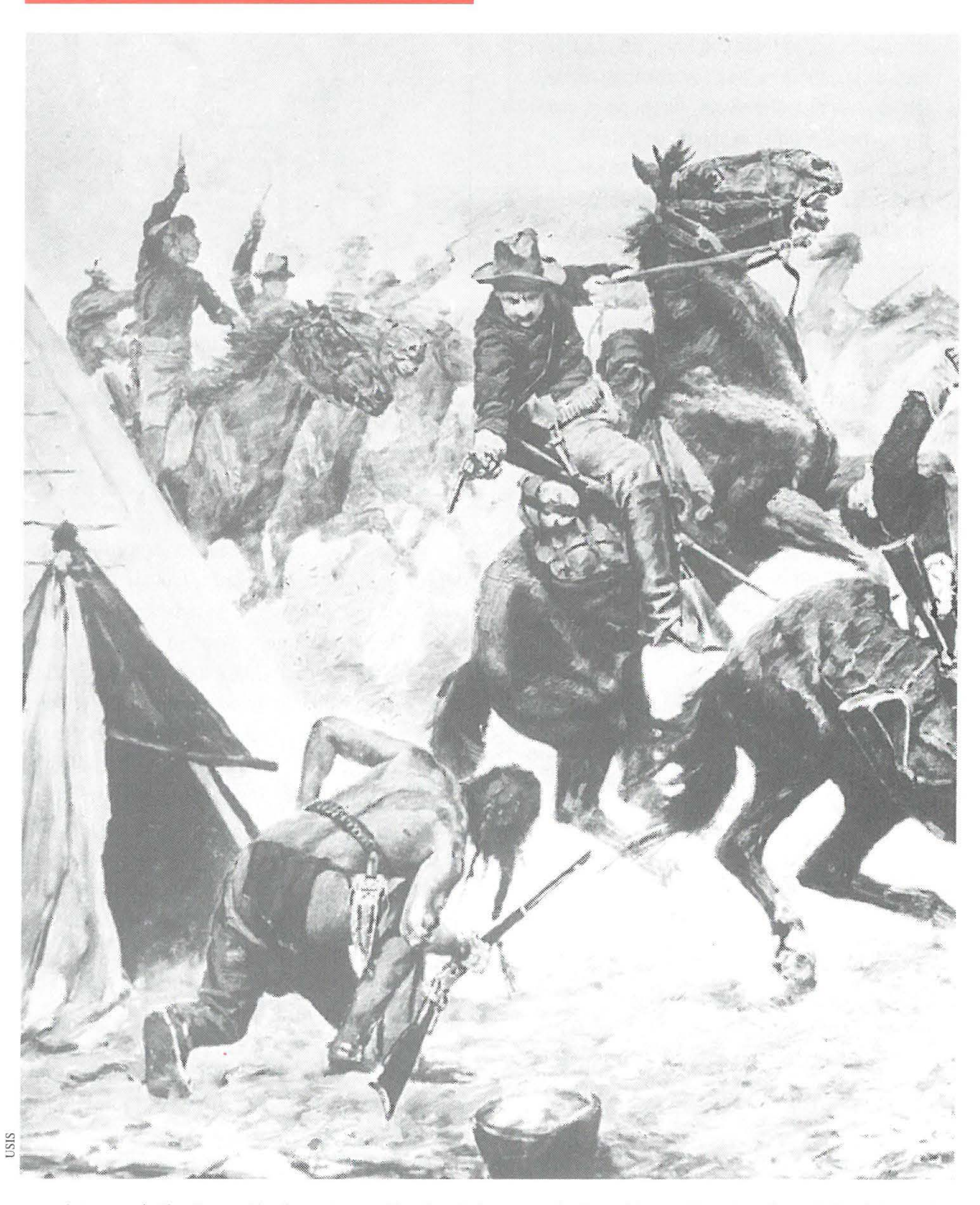
On les appelait Cheyennes et Sioux. Ils étaient fils de l'espace et du vent, éternels insoumis. Tant qu'à disparaître, ils le firent en beauté, un certain 25 juin 1876.

Le conflit avec les Indiens, la volonté de les refouler et parfois de les exterminer ont commencé dès l'arrivée en Amérique des Espagnols d'abord, des Anglais ensuite. Seuls, les Français de la Nouvelle-France ont entretenu des relations généralement cordiales avec « leurs » propres Indiens.

Cent vingt-huit ans après Christophe Colomb, fuyant l'Angleterre épiscopalienne, les puritains fanatiques du *Mayflower* débarquent en 1620 sur les rives froides du cap Cod, convaincus d'arriver sur la terre promise. Décimés par le scorbut au cours de leur premier hivernage, ils sont sauvés par les Indiens au printemps suivant. Ces bonnes relations ne dureront pas. Les fondateurs de la Nouvelle-Angleterre ne trouveront parmi eux ni un Champlain, ni un Frontenac, ni un Radisson pour s'intéresser à la mentalité des « sauvages », les comprendre et s'en faire des amis.

Bible au poing, mousquet de l'autre, les émules de Calvin se ferment dans la prétention d'être le nouveau peuple élu de Dieu, les fondateurs prédestinés d'une nouvelle Sion. Ils n'éprouvent que mépris et aversion pour ces païens d'Indiens, serviteurs de Satan (1).

Au fil des années le flot des immigrants ne fera que grandir, rejetant les Indiens toujours plus loin vers l'Ouest. Au début, les Indiens ne se méfient pas de ces Blancs et de leur légalisme sournois. Ils ne comprennent pas le sens



USIS

Attaque à l'aube, *toile du peintre Charles Schreyvogel. Ce tableau s'inspire d'un fait réel. Le 27 janvier 1868, une unité de cavalerie américaine placée sous le commandement de George Custer détruisit un village d'Indiens Cheyennes sur les bords de la Wachita River, massacrant femmes et enfants. Ce forfait, loin de lui causer du tort dans l'Est, valut au futur colonel une réputation enviée de tueur d'Indiens. Un bon Indien, selon le général Sheridan, commandant en chef de la cavalerie américaine, n'était-il pas un Indien mort ? Les Cheyennes, doués d'une bonne mémoire et d'une rancune tenace, attendirent l'occasion de leur vengeance jusqu'à Little Big Horn, en 1876.*

UNE INDIENNE À LITTLE BIG HORN

Sa petite amie était assise par terre à ses pieds. Quand ses cheveux noirs luisaient, je la trouvais magnifique. Sa mère était une Cheyenne du Nord, et elle était belle, avec un profil plus algonquin ou plus romain que mongol, et l'allure belliqueuse, surtout quand elle avait un peu bu. L'une de ses grands-mères au moins était avec les Cheyennes du Nord quand, avec les Sioux, ils avaient battu à plate couture le général Custer et le Septième régiment de cavalerie. Étant donné que c'étaient les Cheyennes qui campaient sur le Little Big Horn, juste en face de la colline qu'ils allaient immortaliser, les squaws des Cheyennes furent parmi les premières à écumer le champ de bataille après les combats. Et donc, l'une de ses ancêtres au moins avait joyeusement passé une fin d'après-midi à couper les testicules des hommes du Septième régiment de cavalerie, opération qui n'attendait pas toujours que les soldats soient morts.

NORMAN MACLEAN
La Rivière du sixième jour.
Rivages, poche, 1997

Carte de la bataille de Little Big Horn, où fut anéantie l'unité du colonel Custer, le 25 juin 1876. Cf. Jean Marcellin,* La cavalerie américaine*, Paris, 1986. À droite, le chef sioux Sitting Bull, l'un des stratèges de la revanche indienne.

des papiers couverts de signes inintelligibles qu'on leur fait signer d'une croix, premiers « traités » préparant toutes les spoliations légales. Mais quand ils découvrent qu'on les chasse de chez eux, ils ripostent. Violences, déprédations, rapts, meurtres, le sang coule, rouge d'abord, et puis blanc, tandis que les colons deviennent chaque année plus nombreux et plus agressifs.

Tout en reculant, les Indiens se battront pendant près de trois siècles, avec des accalmies faisant suite à de nouveaux traités toujours violés, qui entraînent de nouvelles révoltes et de nouveaux massacres.

Vers le milieu du XIXe siècle, le cheval de fer s'avance au cœur des grandes plaines, amplifiant la marée. Il sème villes et bourgades le long du rail posé en terre indienne. Menacées dans leur existence, entrent alors en guerre les nobles tribus des Cheyennes et des Sioux.

La tuerie de la Washita River

Au printemps 1874, le bruit se répand que les Black Hills (dans l'actuel Montana), terres sacrées des Sioux, renferment de l'or. En juillet, le colonel George A. Custer est envoyé en reconnaissance avec une forte colonne pour choisir le site d'un nouveau fort.

Jeune officier de la cavalerie nordiste pendant la guerre de Sécession, Custer s'était fait remarqué par sa témérité autant que par sa brutalité. Il fit ensuite toute sa carrière dans l'Ouest contre les Indiens à la tête du 7e régiment. Son raid meurtrier contre un village cheyenne, le 27 janvier 1868, sur les bords de la Washita River, où furent tués femmes et enfants, lui valut une réputation de tueur d'Indiens, ce qui était alors fort bien vu dans la bonne société de la côte Est. Mais les Indiens, eux, n'oublièrent pas le nom ni la silhouette maigre aux longs cheveux blonds du colonel Custer.

Poursuivant sa mission, pendant soixante jours, avec un millier d'hommes, des mules, de l'artillerie et des éclaireurs indiens, Custer se faufile dans les Blacks Hills faisant des relevés, établissant des cartes. La nouvelle se répand dans les tribus : Custer est là ! Custer de la Washita, le tueur de squaws ! Aucune tribu n'ignore la « promenade » de la colonne Custer, mais les Indiens observent sans se manifester.

À son retour, gros financiers et petits orpailleurs apprennent que le sol de cette région renferme de l'or. La ruée se déclenche aussitôt. Conscient qu'on ne pourra empêcher prospecteurs et aventuriers d'envahir les Blacks Hills, le gouvernement propose d'acheter le territoire aux chefs sioux qui refusent. On s'achemine donc vers une épreuve de force.

Chasser les Indiens des Blacks Hills

L'écho de premières escarmouches rapportées par la presse incite le président Grant à en finir. Le 6 décembre 1875, le général Terry commandant le *Western Department* reçoit mission de communiquer aux Indiens l'ordre présidentiel d'évacuer le territoire et de se rendre dans les réserves le long du Missouri avant le 31 janvier 1876. Comme il s'attend à un refus, Terry prépare aussitôt une campagne d'hiver. La presse de l'Est reprend l'information, citant le nom de Custer qui est déjà une vedette. La guerre indienne va passionner l'opinion.

Le plan de Terry vise à prendre les Sioux en tenailles quelque part sur le cours supérieur de la Powder River, entre la colonne que commandera le général Crook et une autre sous ses propres ordres. Gêné par le blizzard et les tempêtes de neige, Terry est ralenti dans sa progression. Crook semble avoir plus de chance.

Le 17 mars 1876, il tombe sur le village de Crazy Horse près de la Powder River. Surpris, les Sioux plient sous le choc, puis se reprennent et rejettent les tuniques bleues avec des pertes. Crook va chercher refuge au fort Fletterman. Pour lui c'est un échec. Il rumine sa revanche.

Fait notable et nouveau, les Indiens disposent de nombreuses armes à feu que leur ont vendues les trafiquants des très officielles agences indiennes. Elles sont disparates, pas toujours fiables, mais incomparablement supérieures aux arcs et aux flèches.

Au printemps, Terry monte une nouvelle opération. Trois colonnes convergeront vers le point de rassemblement supposé des Sioux et des Cheyennes, sur la rivière Big Horn. Des éclaireurs indiens crows et arikaras seront chargés de maintenir la liaison entre les trois colonnes. L'une d'elles, commandée par Custer, sera composée de huit cents hommes du 7[e] de cavalerie renforcés par de l'infanterie. Conscient de la célébrité de son chef qui rejaillit sur chaque cavalier, le 7[e] attend son ordre de marche dans une atmosphère survoltée. Jamais le régiment ne s'est senti aussi invincible. Il quitte le fort Lincoln le 17 mai, au son des trompettes, étendard déployé.



USIS

Le colonel George Armstrong Custer (1839-1876), figure controversée de la « conquête de l'Ouest ». Héros romantique pour les uns, arriviste mégalomane et sanguinaire selon d'autres, il avait gagné ses étoiles provisoires de général pendant la guerre de Sécession en se faisant remarquer par sa témérité au combat et sa brutalité à l'encontre des populations sudistes. Rétrogradé comme beaucoup d'autres à la fin du conflit, il avait le grade de capitaine lorsque les guerres indiennes embrasèrent les plaines. Ses exactions ne furent pas oubliées par les Cheyennes qui eurent leur revanche à Little Big Horn le 25 juin 1876. Désireux de s'approprier la gloire d'un raid qu'il imaginait facile, Custer s'aventura ce jour-là à l'aveuglette dans un véritable piège avec un escadron de son 7[e] de cavalerie. Encerclés soudain par une nuée de guerriers sioux, cheyennes et crows, Custer et tous ses hommes furent tués puis scalpés. Jamais l'armée des États-Unis n'avait connu un tel désastre face aux Indiens.

Custer veut la gloire pour lui seul

Un mois plus tard, exactement, la colonne de Crook est surprise sur la Rosebud par Crazy Horse et un millier de Sioux et de Cheyennes. Le combat, extrêmement violent, dure quatre heures. Les deux adversaires finissent par rompre. Malgré la supériorité de leur armement, les tuniques bleues n'ont pas eu le dessus. Crook déplore 28 morts et 56 blessés graves.

Pendant ce temps, les deux autres colonnes (Gibbon et Custer) poursuivent leur progression. Terry remonte la Yellowstone à bord d'un petit vapeur blindé qui lui sert de QG mobile. Une reconnaissance du major Reno lui apprend qu'une large piste fraîche se dirige vers la Little Big Horn. C'est donc bien là que se trouve la concentration indienne conduite par les trois grands chefs, Sitting Bull, Crazy Horse et Red Cloud.

Le 21 juin, Custer reçoit un ordre écrit de Terry : *« Vous remonterez la Rosebud à la poursuite des Indiens dont la piste a été découverte par le major Reno. Il est bien entendu impossible de vous donner des instructions définies concernant votre mouvement et qui pourraient gêner votre action au moment où vous approcherez du contact avec l'ennemi ».* L'ordre de Terry précise que ce mouvement doit s'opérer parallèlement à celui de la colonne Gibbon qui remonte la Little Big Horn à sa rencontre. Les deux colonnes feraient leur jonction le 26 juin *« afin de cerner les Indiens et rendre leur fuite impossible ».* C'est du moins ce qu'on espère.

Après que les cavaliers du 7[e] ont défilé devant Terry, Gibbon et Custer, celui-ci pique des deux pour rejoindre la tête du régiment. Gibbon lui crie : *« Hé, Custer. Ne soyez pas trop avide, attendez-nous ! »* Mais il n'était pas dans le tempérament de Custer de partager avec qui que ce soit la gloire d'un beau succès, dont la presse pourrait s'emparer. D'autant que son mépris pour les Indiens lui donne la certitude d'une victoire facile.

Le 24, ses éclaireurs découvrent la piste indienne se dirigeant vers la Little Big Horn. Cette fois, il les tient ! Custer adopte la tactique habituelle, marche de nuit et attaque à l'aube. Mais sa progression est retardée par les difficultés du terrain. Le matin, plusieurs guetteurs indiens sont repérés sur les hauteurs. Après un peu de repos, vers midi, le 25 juin, Custer donne ses ordres.

STAND WATIE, CHEF INDIEN ET GÉNÉRAL SUDISTE

Dans les années précédant la guerre de Sécession (1861-1865), la rumeur d'un conflit imminent mit en alerte le Territoire indien (futur Oklahoma). Plusieurs tribus penchaient en faveur du Sud auquel les rattachaient des liens anciens. Le 7 février 1861, le grand conseil choctaw déclara : *« Si l'Union américaine venait à se dissoudre, nous serions dans l'obligation de nous lier à la destinée de nos voisins et frères des États du Sud. »* Dès ce moment, la Sécession était un fait accompli, même si le conflit ne commença vraiment qu'en avril. Tandis que les Choctaws et les Chickasaws ralliaient la Confédération, les Cherokees restaient divisés. Certains, derrière Stand Watie, s'étaient déclarés en faveur du Sud. D'autres, avec John Ross, étaient réservés. Finalement, lors du grand conseil cherokee, John Ross s'aligna sur la position de Stand Watie. En septembre 1861, un traité fut conclu avec Albert Pike, représentant de la Confédération. Les contingents levés dans les tribus constituèrent la division indienne de cavalerie, et sur le *Battle Flag* (drapeau confédéré), l'une des treize étoiles représenta la nation indienne.

Stand Watie était un petit homme plein de fougue et un cavalier hors pair. Ayant levé un régiment de volontaires cherokees, il fut nommé colonel confédéré. Avec deux autres régiments indiens, en mars 1862 il participa à la victoire sudiste de Pea Ridge (Arkansas). Jusqu'à la fin de la guerre, il dirigea un grand nombre d'actions de guérilla sur les arrières nordistes dans l'Arkansas et en Territoire indien. Nommé général de brigade le 30 septembre 1864, il reçut le commandement de la division de cavalerie indienne le 14 février 1865 en remplacement du général Cooper. Il fut le dernier général confédéré à déposer les armes, le 23 juin 1865, plus de deux mois après la capitulation du général Lee à Appomatox. Il mourut en 1871.

D. V.



DR

La mort de Custer à Little Big Horn, le 25 juin 1876. En s'aventurant dans le piège tendu par les Sioux et les Cheyennes, le trop orgueilleux colonel ne voyait que le scintillement de sa gloire.

Il divise le régiment en trois escadrons. Lui-même avec quatre compagnies, le gros des forces, suivra sur les collines le cours de la Little Big Horn pour surprendre le camp indien. Avec trois autres compagnies, le major Reno progressera sur l'autre rive mais hors la vue, afin de prendre les Indiens à revers. Enfin, le capitaine Benteen suivra en renfort avec son propre détachement.

Le piège se referme

Vers 14 h 30, alors qu'il a franchi la rivière, Reno est sérieusement accroché par un fort parti d'Indiens. Il repasse la rivière en grand désordre, perd du monde, mais parvient à se retrancher sur une falaise où le rejoindra bientôt Benteen.

Custer a poursuivi sa progression à travers un dédale de ravins difficiles. Parvenu en vue d'un immense village indien, il commande la charge. Les Sioux l'ont laissé approcher. Maintenant, ils déclenchent sur lui l'ouragan. Submergé par une nuée de cavaliers rouges hurlant et tirant, Custer tente de se replier sur les collines, mais au cours de ce mouvement désordonné, ses compagnies sont disloquées. Les hommes sont taillés en pièces sans pouvoir recharger leurs armes. Les blessés sont achevés à la lance et au couteau. La bataille, pense-t-on, n'a duré guère plus d'une heure. Il n'y aura aucun survivant. Tandis que les femmes dépouillent les soldats morts qui sont tous scalpés, les guerriers retournent attaquer Reno. Celui-ci résistera toute la nuit.

Le lendemain, ayant mis le feu aux herbes des collines pour masquer leur mouvement, les Indiens décrochent en direction du nord dans un ordre quasi militaire. Observant leur départ avec soulagement, Reno ignore toujours le sort de Custer.

Le 27 juin, un nuage de poussière annonce l'avance d'une forte troupe. C'est Terry qui parvient sur les lieux de la bataille en fin de matinée. À cet instant seulement, il découvre l'ampleur du désastre. Custer et tous les hommes de son détachement ont été tués. En comptant les pertes de Reno, il faudra enterrer deux cent soixante-quinze cadavres nus et mutilés, 16 officiers, 252 soldats et 7 employés civils. Jamais l'armée des États-Unis n'avait subi une telle catastrophe. *« C'est une terrible histoire, tellement différente de l'issue dont nous avions rêvé »*, écrit le capitaine Bradley dans son journal. Oui, la Washita River était bien vengée (2).

J. M.

---

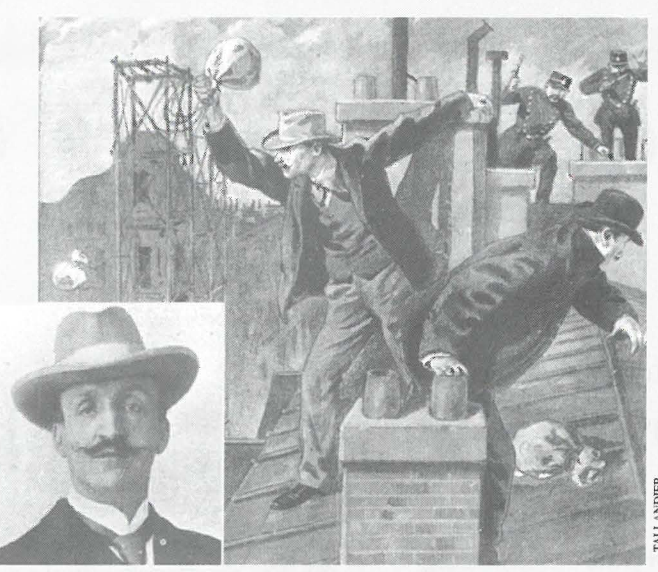
(1) La première colonie de Plymouth ainsi que le Massachusetts sont des États théocratiques où la minorité des « saints », est seule à posséder des droits politiques. Les puritains imposent aux « non-régénérés » leurs règles intolérantes. Les contrevenants sont impitoyablement persécutés et parfois mis à mort (chasse aux sorcières). Comme l'État se confond avec l'Église presbytérienne, quiconque est condamné par l'Église se trouve rejeté de la vie civile. Le système théocratique fut aboli en 1691, mais l'influence puritaine ne cessa de s'exercer sur les colonies de la Nouvelle-Angleterre.

(2) Le prix à payer sera lourd. La mort de Custer déchaîne la colère des Américains. Durant l'automne et l'hiver 1876-1877, l'armée pourchasse sans relâche les tribus dans la région des Black Hills. Leur fuite en plein hiver, sans nourriture, fait de nombreuses victimes. Entraînant son peuple dans une fuite harassante, Sitting Bull trouve refuge au Canada avec une poignée de guerriers et leurs familles. D'autres groupes, abandonnant la lutte se laisseront emmener en captivité avec Red Cloud dans la réserve de Fort Robinson (Nebraska) où parviendra dans un état d'épuisement complet un millier de Cheyennes conduits par Crazy Horse. Soupçonné de fomenter une nouvelle révolte, le plus redoutable des chefs sioux est assassiné par les soldats dans la prison du fort, le 5 septembre 1877. On invoquera une tentative d'évasion.

Le « Fort Chabrol »

On aurait du mal à appliquer à cet hôtel particulier du IXe arrondissement, sis au 51, rue de Chabrol, les savantes règles de fortifications chères à Vauban. Une forte porte à guichet, blindée de l'intérieur, quatre fenêtres à l'étage, plus quatre mansardes trouant le toit de tuile : rien d'une redoute. Pourtant, au dernier été du XIXe siècle, une quinzaine d'hommes retranchés à l'intérieur de cette bâtisse vont soutenir un siège de plus d'un mois, défiant la troupe et la police.

Cette histoire-là survient en pleine Affaire, alors que se déroule à Rennes le deuxième procès du capitaine Dreyfus. Depuis la mort du président Félix Faure, le 16 février 1899, les ligues monarchistes, nationalistes et antisémites n'ont eu de cesse d'échafauder des projets de coup d'État, que n'a pas découragé un premier échec essuyé par Paul Déroulède le 23 février. Enrôlant dans un nouveau projet aussi bien les blanquistes que les monarchistes, ou les antisémites de Jules Guérin, le chef de la puissante Ligue des Patriotes prévoit pour le mois d'août une tentative, dont le préfet de police Louis Lépine ne tarde pas à être informé. Choisissant de prendre le complot de vitesse, le président du Conseil, Pierre Waldeck-Rousseau, ordonne le 12 août de faire arrêter et traduire devant la Haute Cour les dirigeants nationalistes les plus en vue, parmi lesquels Jules Guérin…


DR
TALLANDIER

Le 12 août 1899, en pleine agitation nationaliste, le gouvernement ordonne l'arrestation de Jules Guérin (1860-1910) et de ses partisans. Ils se retranchent alors au siège de leur mouvement, rue de Chabrol à Paris. Assiégé par la police, ravitaillé par les toits, le « Fort Chabrol » résistera jusqu'au 20 septembre.

Audacieux et élégant, tantôt décrit comme un ardent patriote, tantôt comme un aventurier opportuniste, au demeurant peu prisé par Déroulède, Guérin, qu'on soupçonnera en outre d'avoir entretenu de trop bonnes relations avec la Tour pointue, dirige pour l'heure à la fois la Ligue antisémitique, son journal *L'Antijuif* et le Grand Occident de France, créé pour répliquer au Grand Orient et dont la doctrine répond aux trois points maçonniques : *« Deux poings dans la gueule ! »*

Se laisser prendre ? Pas question ! Retranché dans les locaux du Grand Occident de France, il explique aux journalistes, aux premières heures de ce qui deviendra le siège du « Fort Chabrol » : *« Mon arrestation est arbitraire et illégale. Rien ne la justifie. C'est un coup de force auquel je suis résolu à résister par la force.* […] *Je suis ici avec quarante camarades bien décidés à faire respecter leur domicile. Nous avons chacun une carabine et un revolver, et trois cents cartouches par homme, des vivres pour trois mois. C'est plus qu'il n'en faut pour résister aux sbires de Waldeck. »*

Les assiégés sont moins nombreux qu'il ne l'affirme : une quinzaine, tout au plus. En revanche, le siège a bien été préparé. D'une épicerie de la rue de Strasbourg, Guérin et les siens ont rapporté jusqu'à leurs bureaux une voiture à bras chargée de comestibles.

Dès le 13, les forces de l'ordre se déploient autour du Fort Chabrol, et le 15, le sous-chef de la Sûreté, Hamard, vient en personne glisser sous la porte le mandat d'amener contre Guérin, auquel celui-ci refuse d'obtempérer. *« Monsieur Jules Guérin, je vous préviens qu'à partir de cet instant vous êtes en état de rébellion contre la loi. »*

La nouvelle a vite fait le tour de Paris, attirant badauds, journalistes et sympathisants. La rue de Chabrol n'a sûrement jamais connu pareille affluence, au point que les commerçants protestent, tandis que les cafetiers alentours restent ouverts toute la nuit. Or cette foule est loin d'être hostile. Lorsque les dames de la Halle ne tentent pas d'apporter du pain aux assiégés, ce sont des particuliers qui leur lancent des journaux depuis l'impériale d'un omnibus, ou des vivres depuis les fenêtres des maisons avoisinantes, voire en inventant un ingénieux système de corde coulissant entre deux maisons. Le peuple craint que les assiégés ne viennent à manquer du nécessaire, et le préfet Lépine lui-même raconte dans ses Mémoires comment, passant pendant un orage sous les arcades de la rue de Rivoli, il entend une bijoutière dire à une autre, parlant de Guérin : *« Quel bonheur ! Il va pouvoir boire ! »*

Les bagarres se multiplient en revanche entre les ligueurs et les anarchistes, de plus en plus turbulents eux aussi. Les argousins sont appelés à la fête : le 24 août, en particulier, des heurts violents opposent des manifestants aux « sergots », dont plusieurs sont blessés par des jets de boulons. Ils ont, il est vrai, fort à faire avec les bouchers de La Villette, dont la plupart, constate *La Presse* du 25 août, *« à quelque catégorie du métier qu'ils appartiennent, sont favorables aux idées que défend M. Jules Guérin »*.

L'affaire prend parfois une tournure pathétique : un guériniste est demandé par son père, mourant ; d'autres sont malades, on craint pour leurs jours, on parle d'épidémie… Les rumeurs les plus folles circulent, véhiculées par la presse : l'une d'elles donne le duc d'Orléans, héritier de la couronne, au nombre des assiégés !

Le 19 septembre, tandis que le bruit court d'une attaque imminente, Lépine engage des tractations avec les assiégés par l'entremise du député Millevoye, qui aboutissent le 20 septembre à la capitulation du Fort Chabrol. Guérin, sentant la partie perdue, a-t-il souhaité que lui soient du moins rendus les honneurs de la guerre ? *« Je répondis à Millevoye que je ne pouvais le laisser sortir avec ses complices drapeau en tête et tambour battant ; tout ce que je pouvais accepter, c'était de les faire conduire au dépôt sans menottes »*, écrira Lépine.

ADRIEN BROCARD

6 FÉVRIER 1934

Une colère sans chefs

PAR ÉRIC VATRÉ

Ce fut la plus grande tuerie depuis la Commune de Paris. Dix-sept morts, dont un seul chez les forces de l'ordre. Depuis soixante ans, on ne cesse de s'interroger. Émeute fortuite ou coup de force prémédité ? Symbole tragique du pays réel ou preuve du péril fasciste ? Retour sur une journée sans pareille.


BN PARIS

Affiche des Républicains nationaux éditée au lendemain du 6 février 1934. Elle montre les anciens combattants de 14-18 sous les balles de la police, place de la Concorde.

Comme il pousse le battant d'un café, Léon-Paul Fargue lance tout de go à l'adresse du patron : *« Je sors de la Chambre. Ça pue là-dedans, et même ça pot-dechambine. »* À quoi le bistrot ajoute : *« Quand on voit ce qu'on a pour gouverner ! »* (1). Plus que jamais l'époque est aux brèves de comptoir, aux tirades à cœur joie où l'on épingle vertement *« les députains »*, *« le Palais-Bourbeux »*.

L'époque ? Celle, délibérément excentrique, du bal des Matières où Paul Morand arrive vêtu d'imprimé ; de Léon Daudet qui met les rieurs de son côté en s'évadant de la Santé par la grande porte ; d'une captieuse douceur de vivre où Robert Brasillach pressent *Notre Avant-Guerre* et la venue du fascisme immense et rouge. Époque aussi, de la crise économique mondiale (faillites et instances de liquidation judiciaire culminent) ; d'un parlementarisme discrédité (dans la seule année 1933 chutent trois ministères). Celle, encore et surtout, de la révolte des consciences où l'opinion saturée verse du goguenard au furibard, de la dérision à la colère.

Épicentre du phénomène, l'affaire Stavisky (24 décembre 1933). Un escroc qui achète parlementaires, magistrats, policiers et même un ministre radical-socialiste afin d'émettre, couvert de leur autorité, des bons sans garantie au Crédit municipal de Bayonne pour un montant de 650 millions de francs. Floués, les épargnants n'ont de cesse que de descendre dans la rue ; ignorant l'urgence de la situation Camille Chautemps, président du Conseil, commet la faute de refuser l'institution d'une commission d'enquête parlementaire. On songe à une solidarité de fait avec les brebis galeuses du centre-gauche. Le 8 janvier 1934, l'escroc, en fuite depuis Noël, est retrouvé par la police dans un chalet au-dessus de Chamonix, tué d'une balle de pistolet. Suicide, annonce la police. Mais le public n'en croit rien. Ce ne serait pas le premier meurtre camouflé en suicide. Le lendemain soir, des manifestations animées par les Camelots du roi se heurtent à la police avec une extrême violence boulevard Saint-Germain et place de la Concorde.

L'Action française sonne quotidiennement le tocsin. Révélant à chaque édition de nouveaux aspects du scandale Stavisky, elle propage l'onde de choc. Relayé par les Camelots du roi, ainsi que par la Solidarité française de Jean Renaud, les Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger, la Fédération des contribuables, et la puissante Union nationale des combattants, le quotidien royaliste appelle à manifester presque chaque jour de janvier 1934.

Des grands boulevards au Quartier latin, la capitale retentit à la sortie des bureaux, des ateliers, des facultés, du vieux cri d'*« À bas les voleurs ! »*. Ici, point d'idéologie, pas de querelle entre Français. Comme aux grandes heures du boulangisme et de l'affaire Dreyfus, les partis, les sans-partis, se mêlent en un for-


AFP

Place de la Concorde, les manifestants ripostent aux charges de la garde à cheval.

midable sursaut populaire. Reste que les nationaux, saisissant l'aubaine, orchestrent savamment la montée des tempêtes. Le 27 janvier, l'AF mobilise place de la Concorde, face à la Chambre. La manifestation n'est pas loin de tourner à l'émeute contre la police et la garde à cheval est mise en fuite sous une pluie de projectiles, chaises et tables de bistrots, pavés, pétards...

Dans la nuit, Chautemps présente sa démission. Ainsi donc le gouvernement a capitulé devant la rue. Le président Lebrun charge Édouard Daladier de former un nouveau cabinet radical-socialiste. Lequel, soucieux de regagner à gauche les voix perdues à droite, relève de ses fonctions le préfet de police Jean Chiappe, suspect d'entretenir des relations courtoises avec les ligues (3 février). Cette décision met le feu aux poudres. Les anciens combattants de l'UNC, qui avaient jusque-là écouté les conseils de modération du préfet Chiappe, organisent une manifestation le mardi 6 février.

Ce jour-là doit avoir lieu la présentation du cabinet Daladier devant le Parlement. Circonstance que les ligues n'ont garde de laisser échapper. Point de ralliement de nombreux lecteurs, maurrassiens ou non, lancée dans une campagne de presse aux accents insurrectionnels, *L'Action française* porte en manchette *« Contre les voleurs, contre le régime abject, tous, ce soir, devant la Chambre ! »*

« Tous » seront donc présents, mais, d'emblée, chaque ligue apporte un soin jaloux à ne pas se confondre avec ses rivales. L'AF se réunit boulevard Saint-Germain, les Jeunesses patriotes place de l'Hôtel de Ville, la Solidarité française carrefour Richelieu-Drouot, les Croix-de-Feu rue de Varenne et devant le Petit Palais, les anciens combattants de l'UNC – que rejoignent les communistes de l'ARAC – aux Champs-Élysées. Le Camelot Henry Charbonneau observe : *« Je vois avec les bérets d'anciens combattants, des "cirés" d'étudiants, des pantalons rayés de "premier vendeur", des melons d'employés de banque, et aussi des "bâches" de terrassiers. »* (2)

Une foule désarmée

18 heures. Progressant en éclaireur sur la rive gauche, un cortège que conduisent des conseillers municipaux, la poitrine barrée de l'écharpe tricolore, marche vers la Chambre en longeant la Seine. Un barrage de police se dresse sur son passage, à la hauteur de la gare d'Orsay. Première échauffourée : des conseillers sont blessés, au nombre desquels Édouard Frédéric-Dupont.

19 heures. Une vague de plus de 30 000 manifestants submerge la place de la Concorde et ses abords cependant que des pelotons de gardes mobiles, des escadrons de gardes républicains à cheval, une haie de six camions, un cordon de gardiens de la paix, tiennent le pont de la Concorde, défendant l'accès du Palais-Bourbon, dûment verrouillé et maintenant vide de tout élu. Face à face que le grossissement régulier de la marée protestataire porte minute après minute au comble de la tension. Déjà, en quelques endroits, les forces de l'ordre reculent. Anciens combattants, Camelots, Jeunesses patriotes, parmi les plus allants, harcèlent les mobiles à coups de boulets de charbon, de plaques de fonte prélevées au pied des arbres du cours la Reine, d'éclats de bois des bancs publics fracassés.

L'IMPUISSANCE DES LIGUES

Rien n'était plus légitime que la formation des Ligues ni plus nécessaire, puisqu'elles marquaient la renaissance dans la nation d'un viril amour de l'ordre, hors d'un système politique si vicié que ce sentiment ne peut pas s'y manifester : il est incontestable qu'elles ont groupé une véritable élite d'honnêtes gens, semée d'âmes éclatantes ; il n'y en a pas moins un cruel contraste entre ce que ces homme valaient et ce qu'ils ont pu : on dirait qu'au dernier moment un mauvais sort les annule. C'est que l'armée des hommes de cœur est aussi l'armée des hommes sans tête. Comme les Français auxquels ils succèdent, ceux-ci n'ont que des sentiments négatifs : ils veulent renaître sans oser changer. Ainsi un mouvement de réforme s'achève dans l'acceptation de ce qui est. Tout finit par une offrande de fleurs aux idoles qu'on avait prétendu d'abord renverser : leur culte est confirmée par ceux-là même qui s'étaient proposé de l'abolir ; elles tirent un supplément de crédit de cet hommage imprévu ; elles sont remises d'aplomb par ceux qui s'étaient d'abord déclarées contre elles ; elles sont revernies, redorées, repeintes par leurs détracteurs, et les politiciens peuvent se gausser de ceux qui les avaient d'abord fait trembler. Des deux moitiés du courage, les hommes qu'on voit échouer ainsi n'en auront eu qu'une, et précisément celle qu'il semble le plus difficile de posséder, et par laquelle on risque toute sa personne : mais l'autre leur aura manqué, celle qui semble la plus facile, et par laquelle on a les volontés de ses intentions et les pensées de ses sentiments ; leur incertitude annule leur résolution ; ils ne sont pas peureux, mais ils sont timides ; leur esprit vacille, quand leur cœur n'a pas tremblé. Au moment où ils devraient sentir l'avenir en eux, ils croient le saluer dans l'idéologie mourante de leurs adversaires ; après avoir été soulevés par le sentiment de leur force, ils ne paraissent s'être rassemblés que pour mettre leur impuissance en commun.

ABEL BONNARD
***Les Modérés*, Grasset, Paris, 1936.**

Tout à coup, un hurlement : *« On a tiré ! »*

Sous l'intensité de la pression, la digue du 18e peloton de gardes mobiles a cédé, laissant filtrer les manifestants entre les camions et le parapet. Débordés ou menacés, les mobiles ont fait usage de leurs armes, tirant en quelques

LA FUSILLADE DU 6 FÉVRIER

Tout d'un coup, comme il revenait vers la place de la Concorde, une rumeur, une haleine brûlante lui soufflèrent au visage. Une autre foule refluait de cette place qu'il avait crue vide tout ce temps qu'il était au journal. Il y avait un taxi emporté par cette foule et sur le toit du taxi un homme couché que soutenaient des hommes accrochés. Il y avait du sang. Des visages sautèrent vers lui, ardents, ensanglantés, des corps bondirent animés d'une soudaine frénésie avec des hennissements, des écarts fous : cela faisait une troupe de jeunes chevaux qui ont rompu la barrière.

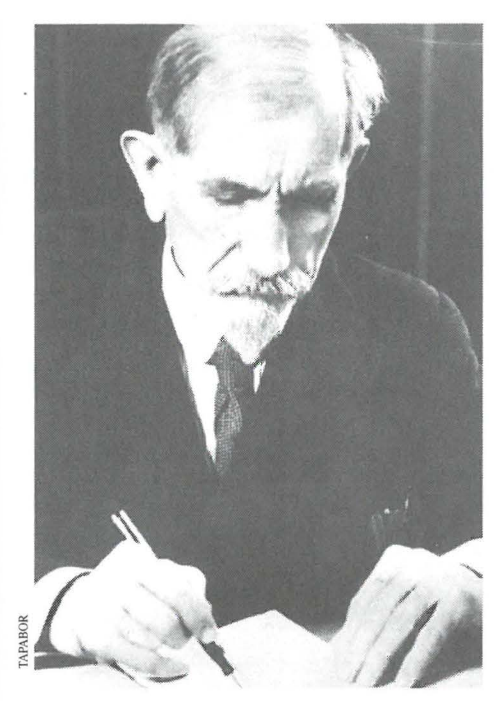
« *Ils tirent* », criaient-ils, le prenant à témoin avec une confiance violente. Des mains l'empoignaient rudement . Des yeux l'interrogeaient avec une exigence passionnée. « *Venez avec nous.* » Sa jeunesse était revenue et rejoignait cette jeunesse. S'était-il donc trompé ? Oui, foutre, il s'était trompé. Ainsi il n'avait pas cru à la guerre en 1914. À force d'être enlisé au plus mou, il ne sentait plus les poussées sourdes du destin. La France recevait enfin la pesée de toute l'Europe, du monde entier en mouvement.

En un instant il fut transfiguré. Regardant à sa droite et à sa gauche, il se vit entouré par le couple divin revenu, la Peur et le Courage, qui préside à la guerre. Ses fouets ardents claquèrent. Il s'élança à contre-courant de la foule qui refluait. Comme un soir en Champagne, quand la première ligne avait cédé ; comme ce matin à Verdun où il était arrivé avec le 20ᵉ Corps, alors que tout était consommé du sacrifice des divisions de couverture.

À droite, à l'entrée des Champs-Élysées, un autobus renversé flambait. Des hommes s'agitaient autour de ce subit autodafé, s'échauffant à la flamme. Au-delà, du côté du Rond-Point, on apercevait une grande masse, hérissée de drapeaux, qui remuait un peu : les Anciens Combattants.

À partir de ce moment-là, il fut dans le tourbillon tour à tour cinglant et flasque des foules jaillissantes et refluantes, amoncelées et perdues. Gilles courait partout aux points de plénitude qui lui apparaissaient dans la nuit et dans les lueurs et, quand il arrivait essoufflé, il trouvait un carré de bitume déserté qu'un corps couché ne comblait pas.

PIERRE DRIEU LA ROCHELLE
***Gilles*, Gallimard, Paris 1939.**



TAPABOR

Charles Maurras à sa table de travail. Le 6 février montrera que ses promesses de coup de force n'étaient que des formules journalistiques sans conséquences.

secondes cinquante-trois coups de revolver. Il y a trois tués. Ce sont les premiers d'une soirée meurtrière.

Questions : Eugène Frot, ministre de l'Intérieur a-t-il ou non donné l'ordre d'ouvrir le feu ? La police a-t-elle ou non procédé aux sommations d'usage ? Une controverse non encore éteinte aujourd'hui. Lucien Rebatet qui était là, écrira plus tard : *« Il faut avoir connu de près [...] ces gamins qui, dans la nuit de la Concorde, sous les sifflements des balles, à trente pas des mousquetons, lançaient posément les cailloux sur les casques des gardes mobiles. »* (3)

20 h 30. Précédé d'une banderole : *« Nous voulons que la France vive dans l'honneur et dans la propreté »*, venant des Champs-Élysées, le cortège immense des anciens combattants gagne la Concorde. Provisoirement, les hostilités s'interrompent. Après négociation avec le préfet de police Bonnefoy-Sibour, la *« houle de chapeaux melons sur des pardessus de la Belle Jardinière »* (4) se résigne à libérer la place (exception faite de quelques groupes résolus), bifurque rue Royale, fait mine de marcher sur l'Élysée. Après avoir tourné sur les boulevards, ils reviendront.

21 h 45. Un vent humide tire la peau, fouette les énergies. La place de la Concorde est plongée dans l'obscurité. Mais sous le faisceau des projecteurs de police des ombres confuses s'agitent en tout sens. Ça et là de petits groupes de gardes à cheval émergent comme des récifs, et chargent la foule compacte qui hurle sa colère et tournoie. Des montures se cabrent, effrayées par les pétards que les ligueurs lancent sous leur ventre, glissent sur des billes d'acier, projetant le cavalier à terre. À l'angle du ministère de la Marine un brasier rougeoie dans la nuit close, c'est un autobus que l'on incendie. Les pompiers déroulent les manches à eau, les braquent sur la foule qui s'en empare pour les tourner contre le service d'ordre. Des coups de bâtons blancs, de matraques pleuvent sourdement. Tout à coup, la fusillade reprend. Drieu La Rochelle, pour l'avoir vécu, racontera cet instant d'exaltation terrible, dans un roman autobiographique, *Gilles*. Couchés à même les tables de la brasserie Weber, les blessés reçoivent la visite de Mgr Mayol de Luppé, en grand ornement.

Le colonel va se coucher

22 h 30. Commandant la première légion de gendarmerie, le colonel Simon ordonne un vaste mouvement visant à disperser l'émeute rue Royale et vers les Champs-Élysées. Succès pratique de l'opération payée de six autres morts.

Au siège de la ligue d'Action française, rue de Boccador, règne une atmosphère de folie héroïque depuis que sont arrivés les premiers blessés. Pierre Varillon se souviendra : *« Léon Daudet, d'une pâleur de marbre, surgit de son bureau, demandant à prendre la tête d'une colonne pour forcer le pont de la Concorde »* (5). Maurras, les traits bouleversés, tente de le raisonner : *« Il faut garder son sang-froid. »*

À minuit, place de la Concorde, tout est fini. La garde et la police ont chassé les derniers manifestants. Tandis que le colonel de La Rocque et les autres chefs ligueurs sont rentrés se coucher, Charles Maurras, qu'accompagne Lucien Rebatet, traverse les Champs-Élysées, vides. Il gagne l'imprimerie du journal, rue du Jour, pour y écrire son article quotidien. Besogne faite, au petit jour, il entreprend la composition d'un sonnet en l'honneur de Madame Léon Daudet...

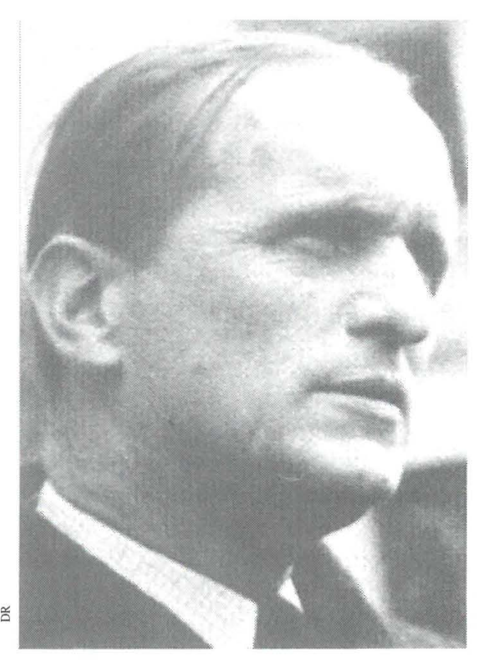
Toute une jeune génération de Camelots du roi, grandie dans l'attente du coup de force, ne pardonnera jamais ce qu'elle appellera l'occasion manquée du 6 février. Poussé par ce dépit, Lucien Rebatet se vouera au fascisme et connaîtra les bagnes de l'épuration. Son camarade, Guillain de Bénouville, comme beaucoup d'autres, sera tenté par la Cagoule en attendant de se lancer à corps perdu dans la Résistance.

Émeute populaire dépourvue de chefs, le 6 février reste comme une tache de sang dans l'histoire de la IIIe République. Seize morts et six cent cinquante-cinq blessés dans la foule (l'AF perd cinq militants, les JP deux, la SF deux) ; un seul tué (par un morceau de fonte) et six cent soixante-quatre blessés dans les forces de l'ordre. Pour la première fois depuis la Semaine sanglante de 1871, la République a tiré sur le peuple de Paris.

Dès le lendemain, commence le débat sur le 6 février et son interprétation politique : émeute à l'issue tragique ou complot prémédité ?

La gauche n'hésite pas et plaide le complot. Deux bonnes raisons. D'une part, Daladier et Frot savent qu'ils vont être tenus pour responsables du sang versé. Comment s'en justifier ? En accréditant la version d'*« une tentative à main armée contre la sûreté de l'État »* servie par *« des bandes armées de revolvers et de couteaux. »* D'autre part, la gauche, dénonce immédiatement un complot « fasciste », argument qui favorisera bientôt l'alliance électorale avec les communistes au nom d'un « pacte républicain » pour conduire, deux ans plus tard, le Front populaire à la victoire. Léon Blum avait donné le ton en parlant d'un *« coup de main fasciste »* utilisant une foule *« lancée à l'assaut des institutions républicaines par des organisations qui savaient leur ordre de marche »*. Il reviendra après la guerre sur cette interprétation : *« Je ne suis pas sûr que ceux qui ont fait le 6 février 1934 aient eu tant de complices. Mais je crois qu'ils auraient eu beaucoup de partisans fidèles peu d'heures après la réussite. »* Devant la commission d'enquête, il avait déjà déclaré que l'*« Assemblée aurait été envahie par l'insurrection »* si la colonne des Croix-de-Feu, sur la place du Palais-Bourbon, *« ne s'était pas arrêtée devant le mince barrage de la rue de Bourgogne, dans des conditions qui n'ont jamais été éclaircies »*. Ce qui revenait à dire que La Rocque avait fait avorter l'insurrection (6).

À droite, on a beau jeu d'objecter que la conséquence immédiate du 6 février fut le renvoi de Daladier, le 7, et son remplacement par Gaston Doumergue, « le sage de Tournefeuille ». René Rémond souligne : *« Plaisant complot en vérité que suffit à dissiper le retour de sa campagne méridionale d'un parlementaire émérite. »* (7). De même, réfute-t-on l'hypothèse du coup de force par le constat de l'extrême inégalité d'armement des parties en présence : on ne renverse pas un régime qui se défend à la seule force des cannes plombées. Quant à la « marche sur le Palais-Bourbon », exutoire


DR

Le colonel de La Rocque, chef des Croix-de-Feu. Dans l'ordre et la légalité.

de l'exaspération, elle ressortit avant tout au domaine du symbole, et ne pouvait constituer un objectif stratégique de coup d'État. Ce qu'eussent été des ministères, des centraux téléphoniques, des imprimeries, la radio...

Le mythe du complot

Autre point vivement débattu, mais auquel, on l'a vu, Léon Blum a par avance répondu, l'attitude du colonel de La Rocque. Celui-ci déclarera : *« Le 6 février ? Mes hommes ont fait le Chemin-des-Dames et Verdun. Pour eux, l'histoire du Palais-Bourbon, c'est zéro. »* (8). Ligue la plus nombreuse, la plus disciplinée, la mieux structurée, les Croix-de-Feu tenaient une position d'arbitre. Mais, soucieux de ne pas *« exposer inutilement des vies humaines »* et surtout d'*« éviter que les Croix-de-Feu ne se mélangeassent aux organisations politiques et à la foule »*, La Rocque avait constitué deux colonnes, l'une partant de la rue de Varenne, marchait vers la Chambre par la rue de Bourgogne. Obéissant aux ordres de son chef, elle s'esquiva sans chercher à bousculer l'unique barrage de la garde qu'elle avait rencontré. Puis, elle se dispersa. L'autre, rassemblée au Petit Palais, traversa la Seine, mais ayant rencontré un barrage de la garde sur le quai d'Orsay, fit demi-tour, puis se dispersa également. Dans un ordre parfait, les Croix-de-Feu avaient donc défilé avant d'obtempérer sagement à la consigne de dispersion. La Rocque agit-il ainsi par scrupule légaliste ? Sa tiédeur répondait-elle à un double jeu, à de secrètes ententes gouvernementales ? On l'a dit. Toujours est-il que son attitude récuse d'évidence la thèse du complot, a fortiori celle d'une préméditation.

Alors, doit-on parler d'une soirée des dupes ?

Brasillach écrit : *« Aujourd'hui, nous pouvons penser que le 6 février fut un bien mauvais complot. Ces troupes bigarrées, jetées dehors sans armes, écoutaient leur seul instinct et non pas un ordre précis. Au centre, où aurait pu se trouver une direction, il n'y avait rien. »* (9).

L'AF, que Rebatet stigmatisera en *« Inaction française »*, rappellera néanmoins deux faits constants. Il n'y eut pas *« un complot pour la bonne raison qu'il y en avait cinq ou six qui s'excluaient, se contrariaient et se cachaient les uns des autres »* (10). En second lieu, le vieux ferment gaulois de division hantant les chefs de ligue, nulle figure de proue extérieure ne tendit la main à la révolte du pays réel – André Tardieu, le maréchal Lyautey, le maréchal Franchet d'Esperey, Jean Chiappe, sollicités tour à tour, s'y refusèrent.

Grand tournant pour une partie de la droite intellectuelle, le 6 février hésite entre l'acte manqué et le mythe fondateur. Brasillach y voit le départ de *« son espérance invincible d'une Révolution nationale, la naissance exacte du nationalisme social de notre pays »* ; Drieu affirme : *« Je sais parfaitement bien depuis le 6 février que je suis fasciste. »* (11). L'événement apparaît comme une porte ouverte où l'histoire ne s'est pas engouffrée.

E. V.

---

(1) Jean-Paul Goujon, *Léon-Paul Fargue*. Gallimard, 1997, p. 236.

(2) *Les Mémoires de Porthos*. Éd. du Clan, 1967, p. 113.

(3) *Les Décombres*. Denoël, 1942, p. 128.

(4) Robert Poulet, *6 février 1934 : une occasion manquée*. *Rivarol*, 3 février 1984.

(5) Cité par Yves Chiron, *La Vie de Maurras*. Perrin, 1991, p. 370.

(6) Cité par Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque*. Fayard, 1996, p. 248. Jacques Nobécourt révèle par ailleurs qu'en 1934 les effectifs des Croix-de-Feu sont beaucoup moins importants qu'on ne le croit souvent (pp. 255-258).

(7) *Les droites en France*. Aubier, 1982, p. 210.

(8) Francis Bergeron et Philippe Vilgier, *Les Droites dans la rue*. Éd. Dominique Martin-Morin, 1985, p. 148.

(9) *Notre Avant-Guerre*. Plon, 1981, p. 159.

(10) Maurice Pujo, *Pourquoi le Six Février a été stérile*. *Revue universelle*, 15 juillet 1938.

(11) Jean Mabire, *Drieu parmi nous*. La Table Ronde, 1963, p. 117.

Un autre Alcazar en Espagne

Avec ses soixante-six jours de résistance, la défense de l'Alcazar de Tolède demeure l'un des épisodes les plus fascinants du soulèvement national espagnol de 1936. Pourtant, d'autres épisodes ne le cèdent en rien à l'épopée du colonel Moscardo et de ses hommes. Ainsi, la défense d'Oviedo par le colonel Aranda, finalement délivré par les colonnes nationalistes venues de Galice. Ou encore le sacrifice du colonel Pinilla qui, tenant la caserne de Simancas à Gijon, ordonna au commandant du croiseur *Cervera* de tirer sur lui et ses camarades quand ils furent sur le point d'être submergés. Il faudrait aussi parler de la résistance opposée par le colonel Rey d'Harcourt aux forces républicaines lancées à l'attaque de Teruel. Mais il est un autre épisode héroïque. Au moment où le conflit se jouait dans les ruines de la Cité universitaire de Madrid et sur les fronts du Jarama ou de Guadalajara, une petite troupe totalement isolée en pleine zone républicaine continuait une lutte sans espoir, mais sans faiblesse.

Lors du déclenchement du soulèvement nationaliste, le capitaine Santiago Cortés commandait la Guardia Civil de Jaén. Le 29 juillet 1936, il prit la décision de replier ses hommes et leurs familles sur le sanctuaire de Santa Maria de La Cabeza, juché dans la sierra Morena à 786 mètres d'altitude, à une trentaine de kilomètres d'Andujar. Des habitants de cette ville et quelques dizaines de phalangistes s'étaient joints à la petite troupe, forte ainsi d'environ quinze cents personnes, dont cinq cents hommes en état de combattre. Des munitions et des vivres étaient stockés pour tenir environ un mois, personne n'imaginant que la guerre fratricide où s'est engagée l'Espagne durerait jusqu'en mars 1939.

À la fin du mois d'août, Cortés s'apprête à contenir l'assaut des miliciens de Jaén. Répartissant ses hommes entre le sanctuaire et la position de Lugar Nuevo, il repousse sans subir de pertes l'attaque ennemie. Bien installés en défensive, les assiégés sont en mesure de tenir en respect des miliciens rouges légèrement armés mais, quand le front se stabilise dans la région de Cordoue, il apparaît que la lutte va se prolonger. Quelques sorties bien conduites permettent d'augmenter les stocks de vivres et de ramener dans le sanctuaire un troupeau de chèvres qui va se révéler bien utile. Mais le blocus ennemi se renforce régulièrement et c'est seulement par la voie des airs que les assiégés peuvent désormais recevoir du secours. Les positions nationales les plus avancées sont distantes de plus de 80 kilomètres, de région très accidentée. Seule une offensive de grande envergure pourrait obtenir des résultats significatifs. Or, tous les moyens sont prioritairement engagés dans la bataille pour Madrid où se joue le sort du conflit, et à la différence de Tolède, la colline de La Cabeza ne présente aucun intérêt militaire. À partir du mois d'octobre, le capitaine d'aviation Carlos de Haya réalise ses premières missions au profit des assiégés, d'abord sur un vieil appareil, puis sur un Douglas plus moderne avant que des appareils allemands et des Savoia italiens ne soient engagés à leur tour. On largue ainsi des vivres, des médicaments, des munitions et même une mitrailleuse en pièces détachées au-dessus du sanctuaire, où les enfants ont surnommé le capitaine de Haya *el Panadero* (« le Boulanger »). Cent cinquante-sept missions aériennes, dont Haya dirigera la moitié, seront ainsi réalisées. La Cabeza maintient également des liens avec l'extérieur grâce à une quarantaine de pigeons voyageurs. Mais le gouvernement républicain veut en finir avec les *desperados* de la sierra Morena. Six mille hommes dotés de gros moyens vont être engagés. Ils disposent de plusieurs batteries d'artillerie de campagne, de mortiers, de lance-mines et de soixante-dix mitrailleuses, le tout appuyé par quatre chars d'assaut, une escadrille de bombardement et deux avions de chasse chargés d'interdire les missions de soutien envoyées par les nationaux. En face, il reste un peu plus de trois cents hommes en état de combattre qui ne disposent, pour tout armement, que de fusils et d'une seule mitrailleuse.

L'attaque est lancée le 7 avril 1937 et Lugar Nuevo doit être abandonné mais ses défenseurs et les civils qui s'y trouvaient peuvent se replier sans dommages vers le sanctuaire à la faveur d'un déluge providentiel. Au cours des jours qui suivent, le sanctuaire lui-même est rasé par les bombardements d'artillerie qui font de nombreuses victimes. La faim devient de plus en plus insupportable. Il devient quasiment impossible de soulager les nombreux blessés. C'est l'enfer jusqu'au 30 avril. Les assiégés savent qu'ils n'ont pas le moindre espoir d'échapper à la mort. Franco a adressé au capitaine Cortés un message l'autorisant à se rendre. Mais les irréductibles ne veulent rien entendre. Pourtant, les vivres s'épuisent et seule l'eau de pluie permet d'étancher la soif, dans un environnement ravagé par l'artillerie ennemie. Plusieurs assauts n'en sont pas moins repoussés tout au long du mois d'avril par des hommes qui ne sont plus que des spectres accrochés à leurs positions.

Le 1er mai, à 6 heures du matin, une intense préparation d'artillerie annonce l'assaut final déclenché à 8 heures. On se bat quatre heures durant dans les décombres du sanctuaire où les miliciens et les brigadistes du commandant Martinez Carton ont réussi à pénétrer. Cortés fait le coup de feu en personne, avant de tomber, grièvement blessé au ventre. À midi tout est pratiquement fini. Plusieurs blessés sont achevés par les Rouges, qui ont payé très cher leur victoire (près de deux mille hommes tués ou hors de combat, soit un tiers de leur effectif). Mais la plupart des survivants, notamment les femmes et les enfants, sont épargnés. Les défenseurs comptent deux cent huit tués, la moitié des effectifs combattants. Cent trente-deux blessés graves sont soignés à l'hôpital d'Andujar. C'est là que le capitaine Cortés mourra le 2 mai. Cent quarante-deux prisonniers seront soumis à un régime de bagne et de travaux forcés dans la région de Valence. Quant aux cinq cent soixante-sept femmes et enfants, ils resteront détenus à Viso del Marqués, dans la province de Ciudad Real. Inhumée dans une fosse commune, la dépouille du capitaine Cortés sera enterrée de nouveau, avec tous les honneurs, après la libération de la région, en mars 1939. En avril 1945, elle sera installée au sanctuaire de La Cabeza avec celle du capitaine de Haya, après qu'ils eurent reçu tous deux la Cruz Laureada de San Fernando, la plus haute décoration militaire espagnole. Les lieutenants Rueda et Ruano reposent également à leurs côtés.

PHILIPPE CONRAD

Philippe Conrad vient de publier un ouvrage de 130 pages, très richement illustré, *Franco*, aux éditions Chronique. 129 F.

MIHAÏLOVITCH ET LES TCHETNIKS

Une résistance oubliée

« Salut, petit vengeur du Kosovo ». Des siècles durant, c'est par ces mots – à la fois tendres et guerriers – que des générations de mères serbes ont salué, chaque matin au réveil, leurs petits garçons. Un appel quotidien à la rébellion contre le pouvoir ottoman qui, de la bataille du Kosovo (1389) à la première guerre balkanique (1912), régit cette région des Balkans où s'est constituée la nation serbe.

Cet appel ne fut pas toujours vain. Archives de la Sublime Porte et chansons populaires serbes s'accordent pour témoigner de l'existence d'une insurrection serbe latente contre le pouvoir ottoman. Sa composition ? Des paysans, hostiles à l'organisation communautaire imposée par l'occupant (et dont se satisfaisaient les Albanais), exclus volontaires ou forcés de la société.

Désignés sous le nom de *hajduk* (bandit, brigand, dans la terminologie turque), ils menèrent la vie dure aux administrateurs, contrôleurs fiscaux et autres cadis diligentés par Istanbul. De la Voïvodine actuelle à la Choumada en passant par les contreforts du Monténégro et de la Bosnie, ils se déplaçaient par bandes de deux à trois cents hommes conduits, le plus souvent, par d'anciens soldats. Si leur âge d'or se situe entre le soulèvement de 1594 et la fin du XVII[e] siècle, on retrouve leur trace jusqu'à l'époque moderne.

Un occupant honni, des civils de condition modeste obéissant à d'anciens chefs militaires qui ont préféré la résistance à l'asservissement : il existe, en Serbie, comme ailleurs, des permanences historiques qui sont plus que des coïncidences. Le colonel Mihaïlovitch, lorsqu'il décide, au lendemain du bombardement de Belgrade et de l'invasion allemande en Yougoslavie (avril 1941) de prendre le maquis, sait que la lutte qu'il va mener s'inscrit dans une tradition serbe encore vivace. L'adhésion populaire qu'il rencontrera, à la tête de ses *tchetniks*, au sein des populations serbes de Bosnie et de Serbie centrale, puise d'abord sa source dans cette histoire-là.

Il serait pour autant injuste de minimiser le rôle joué, dans l'histoire de la résistance serbe au III[e] Reich, par la personnalité même de ce cœur rebelle que fut Draja Mihaïlovitch. Né le 27 avril 1893 à Jvanica, en Serbie occidentale, il participe activement aux guerres qui émaillent l'histoire de la Serbie entre 1912 et 1918. Jeune officier, il combat le Turc, le Bulgare et l'Austro-Hongrois avec une détermination égale : la liberté de son pays est à ce prix. Attaché militaire en Tchécoslovaquie puis en Bulgarie, il enseigne à l'École de guerre de Belgrade entre les deux guerres mondiales. Son acharnement à réclamer une motorisation de l'armée – à l'instar de l'Allemagne et de l'Italie – se heurte aux réticences d'un état-major qui paie là sa fidélité aux principes enseignés en France...

L'effondrement de l'armée serbe et l'instauration d'un gouvernement conciliateur sinon collaborateur à Belgrade, avec, à sa tête, le général Naeditch (et dans des termes qui ne sont pas sans rappeler ce qui s'est passé en France le printemps précédent), forcent son destin : il entre en dissidence. Militairement, il s'appuiera sur de nombreux officiers et une population locale prompte à endosser le costume orgueilleux de *hajduk*. Fin stratège, il ne cessera, jusqu'au départ des Allemands, de harceler l'occupant par des opérations-commando d'une telle efficacité que Hitler, exaspéré, enverra la division SS Prinz Eugen pour venir à bout de l'insurrection serbe. En vain. Politiquement, il décidera de placer son combat au service de la seule cause capable, à ses yeux, de respecter la tradition politique serbe : la monarchie. En vain également. Victime des tractations entre Churchill et Staline sous l'œil impuissant de De Gaulle, il sera sacrifié sur l'autel de Téhéran et de Yalta. Lâché par les Occidentaux, il tiendra tête à Tito jusqu'en mars 1946. Capturé, jugé sommairement, il est fusillé le 17 juillet 1946. Comme un vulgaire bandit. Comme un *hajduk*.

JEAN-CHRISTOPHE BUISSON

Jean-Christophe Buisson est journaliste. Il prépare une biographie du général Mihaïlovitch.

DR

Pendant plus de quarante ans, sous le régime titiste, la figure de Mihaïlovitch a été honnie. L'historiographie officielle le présentait comme un traître et lui accolait, ainsi qu'à ses Tchetniks, l'étiquette infamante de « collaborateur » de l'occupant allemand. Depuis la fin des années quatre-vingt, avec l'effondrement du communisme, une interprétation démythifiée de la période 1941-1945 a commencé à voir le jour. L'image de Mihaïlovitch a été restituée dans sa réalité. Aujourd'hui, il s'impose comme un héros. Dans les rues de Belgrade, en décembre 1996, les manifestants qui réclamaient le départ du président Milosevic brandissaient son portrait. Il est devenu le symbole de la renaissance serbe.

Budapest 1956

PAR ARNAUD GUYOT-JEANNIN

Occupée par l'Armée Rouge en 1945, la Hongrie tombe aux mains des communistes arrivés dans les fourgons des vainqueurs. À la première occasion, les Hongrois se révolteront.



SIPA PRESS

À Budapest, le 25 octobre 1956, les manifestants se sont emparés d'un char de l'armée hongroise. Celle-ci va bientôt faire cause commune avec le soulèvement national.

En février 1956, devant les 1 645 délégués au XX[e] congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Khrouchtchev avait solennellement dénoncé les crimes commis sous Staline. Ce mouvement de « déstalinisation » devait inspirer d'immenses espérances aux peuples de certains pays « satellites » d'Europe de l'Est qui, érigés huit ans auparavant en « démocraties populaires » sous les canons de l'Armée Rouge victorieuse, imaginèrent que le moment était venu de secouer l'occupation étrangère et de restaurer leur liberté. C'est en Hongrie qu'aux mois d'octobre et novembre 1956, ces aspirations à l'indépendance nationale, devaient s'affirmer avec la plus grande détermination.

Le mouvement était pourtant parti de Pologne, d'où Gomulka, porté au pouvoir à sa sortie de prison, avait bravé le Kremlin. Aussi illusoire fût-elle, la pseudo-libéralisation amorcée à Varsovie devait inciter la Hongrie à aller plus loin dans la même voie. Dès juillet 1953, Imre Nagy, chef du gouvernement, y avait conduit une politique de déstalinisation prudente, caractérisée par le refus de la collectivisation forcée des terres et la libération des dirigeants politiques de l'après-guerre. Nagy avait finalement été écarté, mais l'élan était donné, porté par le réveil du sentiment national.

Ainsi, dès l'automne 1956, des associations d'étudiants indépendantes fleurissent-elles partout, tandis qu'à l'exemple des poètes du club Petöfi, des intellectuels s'engagent. On réclame le rappel de Nagy au gouvernement, la tenue d'élections libres, la liberté de la presse et, bien sûr, le retrait des troupes soviétiques. En pleine guerre froide, l'agitation contre le pouvoir communiste vient troubler le jeu convenu des puissances. Le 23 octobre 1956, Budapest est le théâtre de violents combats, au cours desquels la foule lynche plusieurs membres de l'AVO, la police politique, tandis que les manifestants mettent le siège devant la radio hongroise. Cédant devant l'émeute, le comité central du Parti rap-

pelle Imre Nagy et remplace son premier secrétaire, Ernö Gerö, par Janos Kadar. La révolte gagne l'ensemble du pays, s'étend à Szeged, Debrecen, Pécs, Miskolc, Györ, Magyarovar, Szombathely... Craignant d'être balayé, Gerö appelle à l'aide l'Armée Rouge, et tandis que l'armée hongroise rejoint les insurgés, la police secrète ouvre le feu, le 25 octobre, sur les manifestants.

On négocie pourtant : le 1er novembre, Imre Nagy annonce que la Hongrie quitte le pacte de Varsovie et promet des élections libres ; le drapeau tricolore hongrois remplace le drapeau rouge ; le cardinal Mindszenty, libéré de la prison où il croupissait depuis 1949, est triomphalement ramené à sa cathédrale ; des mouvements politiques précédemment interdits, comme le Parti des petits propriétaires de Zoltan Tildy, réapparus, participent au gouvernement.

Victoire trop brève. Le 4 novembre, les chars soviétiques entrent dans Budapest, tirant au canon sur les manifestants. Des poitrines nues, quelques fusils et des cocktails molotov contre des chars, la partie est atrocement inégale. En dépit de la résistance farouche de la population, les Soviétiques occupent le parlement, tandis que la lutte se poursuit dans l'île de Csepel, sur la colline de Buda, autour des points stratégiques, gares et ponts. L'artillerie et l'aviation bombardent la ville...

En 48 heures, dans le sang, l'ordre communiste est rétabli et Radio-Moscou peut annoncer qu'un *« gouvernement populaire »* dirigé par Janos Kadar a été constitué pour écraser *« une tentative de soulèvement fasciste »*.

En France, Marcel Servin explique dans l'*Humanité* que les contre-révolutionnaires hongrois, pions de l'impérialisme américain, ont vainement voulu restaurer la *« domination féodale et bourgeoise »*. Malgré les assurances données par Moscou, Imre Nagy et les chefs de l'insurrection sont arrêtés, en attendant d'être exécutés en juin 1958. Respectueux des accords de Yalta, le monde « libre » ne bronche pas. Eisenhower, réélu à la Maison-Blanche, préfère regarder vers Suez, pour exiger conjointement avec les Soviétiques l'arrêt de l'offensive franco-anglo-israélienne contre l'Égypte de Nasser. Mais rien ne sera plus jamais comme avant. En France notamment, nombreux sont les intellectuels qui vont déchirer leur carte du parti. Avec le recul du temps, le soulèvement de Budapest apparaît comme le signe annonciateur de l'effondrement du communisme.

A. G.-J.

BERLIN, 16, 17 ET 18 JUIN 1953



TALLANDIER

Juin 1953, de jeunes Berlinois attaquent à coups de pierres des chars soviétiques. Les souvenirs héroïques des combats de 1945 sont encore dans toutes les mémoires.

On pourrait parler, en dépit de leur échec, des « Trois Glorieuses » allemandes. Les 16, 17 et 18 juin 1953, huit ans après la défaite et l'occupation par l'Armée Rouge, le prolétariat de Berlin-Est s'insurge contre le pouvoir communiste, soutenu par les chars soviétiques.

Faut-il voir dans cette révolte un effet de la mort de Staline, survenue le 5 mars de cette même année ? Bien que cet événement ait pu jouer, il n'a sans doute pas constitué un facteur déterminant de la révolte des ouvriers du chantier n° 40 de la Stalinallee, qui initièrent le mouvement. Née de l'indignation qui les avait saisis à l'annonce d'une hausse des normes de rendements sans augmentation des salaires, la manifestation de ces quatre-vingts prolétaires à travers les rues de Berlin, ce 16 juin, était spontanée. Ils avaient décidé de se rendre ensemble au ministère de la Leipziger Strasse, par crainte des sanctions qu'encouraient inévitablement de simples délégués. Si l'union ne fait pas toujours la force, du moins peut-elle diluer les responsabilités... Ces ouvriers n'avaient sûrement pas prévu que toute la ville leur emboîterait le pas, par l'Alexander Platz et l'avenue Unter den Linden, au cri incroyable de *« Liberté, nous ne voulons plus être des esclaves ! »*

Le mouvement était donné, et la nuit ne suffit pas à l'arrêter. Le 17 juin, les manifestants, au nombre de douze mille environ, se regroupèrent sur la Straussberger Platz. Cette fois, la Volkspolizei, matraque au poing, puis des troupes soviétiques avec des chars se portèrent à leur rencontre : le premier sang coula. Suffirait-il à endiguer la vague contestataire ? La répression, au contraire, porta la colère populaire à son comble. Les locaux des organisations communistes, les magasins d'État, les postes de police furent envahis, saccagés, les policiers rossés, parfois forcés — un comble ! — de chercher refuge à Berlin-Ouest, les dirigeants communistes conspués...

Les ouvriers de l'usine métallurgique de Hennigsdorf, rassemblés sur le stade Walter-Ulbricht, rejoignaient le mouvement et en précisaient les revendications : démission du gouvernement, élections libres, augmentation des salaires et chute des prix. Et d'autres venaient encore, des usines de Velten, de Hohenschöpping, de partout ! Le mouvement gagnait toute l'Allemagne de l'Est. Au soir du 17 juin, on pouvait parler d'insurrection...

Les Soviétiques jugèrent qu'il était temps d'intervenir. Le lendemain, 18 juin, ils lancèrent dans la bagarre deux divisions de l'Armée Rouge, et 700 chars. A une heure, l'état de siège était proclamé, les réunions interdites, le couvre-feu décrété. Bravant les blindés et les mitrailleuses, les Berlinois ne capitulaient pas pour autant, se battaient à mains nues. Sur le soir, l'insurrection était vaincue. Venait l'heure de la répression. Elle fut brutale. Dans l'histoire allemande et européenne de l'après-guerre, le soulèvement de Berlin, le premier qui dresse des ouvriers contre le communisme, occupe une place à part. Afin d'en commémorer le souvenir, la République fédérale en a fait sa fête nationale.

ADRIEN BROCARD

Les Barricades d'Alger

PAR CHARLES VAUGEOIS

En ce temps-là, l'Algérie était encore française. Elle était peuplée d'un million d'Européens. Bientôt, ils furent promis à cette mort qu'est l'exil, non seulement par les Algériens, mais aussi par l'État qui les traita en ennemis.

Hormis le massacre à Alger de 63 Européens par l'armée le 26 mars 1962 (1), la fusillade du 24 janvier 1960 constitue le plus sanglant affrontement entre une population française et les forces de l'ordre depuis le 6 février 1934. Mais à la différence du 26 mars et du 6 février, un certain nombre d'Algérois, le 24 janvier, étaient armés. Ils ripostèrent avec des fusils-mitrailleurs au tir des gendarmes mobiles. Cela explique que sur 22 morts, il n'y eut que 8 civils, si l'on peut dire, et 14 gardes, sans parler des blessés, 147 hospitalisés, dont 125 gardes.

Dans l'histoire contemporaine, les Barricades revêtent une signification qui a des analogies avec le soulèvement national de Budapest de 1956. Au cours de ces journées, l'État dévoile en effet sa nouvelle nature d'ennemi du peuple.

Que vers 1960, à la veille du meurtre de leur communauté, les pieds-noirs aient constitué un peuple, une tribu, une entité ethnique spécifique, cela ne fait aucun doute. Que ce peuple n'ait pas eu le temps, la chance ou le génie de s'affirmer politiquement, c'est son drame et c'est la tristesse de ceux qui l'ont aimé. Que l'État ait été l'ennemi de ce peuple qu'il avait la charge de protéger, l'histoire des



Les deux chefs des Barricades d'Alger, Pierre Lagaillarde en tenue de combat et Joseph Ortiz. Le premier, ancien président des étudiants, acteur essentiel du 13 mai 1958, est avocat et député d'Alger. C'est lui qui donnera aux Barricades leur panache. Le second, est la voix du petit peuple français de Bab el-Oued. C'est un organisateur et un homme de conviction.

années 1960 à 1962 en apporte la preuve. Contrairement à ce que crurent les pieds-noirs, cela ne tenait pas seulement à la personnalité de l'homme exceptionnel qui assumait alors la direction de l'État. Cela tenait à la nature de cet État, au fait qu'il avait été investi par des ennemis du peuple, exactement comme les États communistes, mais sous les apparences de la démocratie.

Et le peuple français d'Alger riposta à cet ennemi les armes à la main, parvenant à le faire plier, ce qui lui fait découvrir sa propre force. Dans l'histoire contemporaine, cette riposte constitue la première révolte d'un peuple européen menacé de disparition justement parce qu'il est européen.

C'est le 16 septembre 1959, en écoutant le discours présidentiel sur l'autodétermination que les Européens d'Algérie ont brusquement senti le sol basculer sous leurs pieds. Jusque-là, tous les gouvernements les avaient bercés de promesses solennelles : *« l'Algérie c'est la France »* (François Mitterrand, 2 novembre 1954), *« l'Algérie est une terre française pour toujours »* (général de Gaulle, 6 juin 1958). Et comment ne les auraient-ils pas crus ? Les plus âgés, ceux qui avaient participé à la guerre, se souvenaient que dix-neuf classes de pieds-noirs, proportion jamais atteinte en métropole, même en 14-18, avaient été mobilisées et s'étaient battues en 1943-1944 pour libérer la France. De tous les Français, ce sont eux qui avaient fourni les plus gros effectifs pour délivrer une métropole où ils n'étaient pas nés. Et comme le don attache toujours celui qui offre, ils en avaient conçu un incroyable amour patriotique, dont la métropole avait perdu le souvenir depuis longtemps. *« En raison de ce que nous avons fait pour la France,* pensaient-ils naïvement, *nous avons gagné le droit et l'honneur de rester français, mais aussi celui d'être secourus par la métropole quand nous serons en péril. »* (2)

Et voilà qu'après toutes les années de cauchemar qui suivirent le déclenchement du terrorisme algérien en novembre 1954, après les meurtres quotidiens, après toutes les assurances prodiguées, voilà qu'on leur signifiait qu'ils étaient condamnés à être chassés, condamnés à la mort ou à l'exil qui est une autre façon de mourir. Cela, ils le comprirent instantanément, alors que les militaires ou l'opinion métropolitaine ne comprenaient toujours pas.

Dans leur détresse, ils se tournèrent vers les soldats, leurs défenseurs naturels qui étaient aussi devenus les maîtres de leur destin. Depuis janvier 1956, les communautés d'Algérie (européennes comme musulmanes) étaient privées de toute représentation légale. L'Assemblée algérienne avait été dissoute et les municipalités remplacées par des « délégations spéciales ». L'Algérie était placée sous

régime militaire. Pour leur malheur, les pieds-noirs étaient devenus des pions manipulés par plus puissants qu'eux.

Rien d'étonnant si les Algérois vouaient une sorte de passion aux paras et au célèbre général Massu qui les avaient libérés du terrorisme en 1957. Ils ne pouvaient imaginer qu'un rude soldat n'a souvent en politique qu'une cervelle d'oiseau et un cœur de lapin.

Après la dissolution des Comités de salut public du 13 mai 1958, un Front national français (FNF) fut créé en décembre 1958 par Joseph Ortiz. Les journalistes de gauche dans leur mépris du petit peuple, l'avaient immédiatement épinglé : *« bistrotier »*. De fait, il était propriétaire à Alger du célèbre bar du Forum, ce qui favorisait sa popularité. Grand, brun, carré, la parole facile, Ortiz avait des convictions bien supérieures à la moyenne, ce qu'atteste l'adoption de la croix celtique comme emblème de son mouvement. À la fin de 1959, le FNF était devenu une force. Les plus politiques des militaires ne l'ignoraient pas. Aussi manifestaient-ils de la considération à son chef qui rencontrait souvent le général Faure, commandant en Kabylie, le colonel Gardes, chef du 5e bureau (action psychologique), ou le colonel Argoud, chef d'état-major du général Massu, qui tirait beaucoup de ficelles algéroises.

Ortiz traçait son sillon lentement et méthodiquement. Ce qui n'était pas du tout dans la manière de l'autre grande figure algéroise du moment, l'avocat Pierre Lagaillarde, ancien président des étudiants et député d'Alger.

Lagaillarde était servi par son nom, son allure nerveuse et son allant de bretteur imaginatif, tout en audace et en panache. La prise d'assaut du « GG » (siège du Gouvernement général de l'Algérie), le 13 Mai, c'était lui. Magnifique dans les grandes occasions, le quotidien l'ennuyait. Rien d'étonnant, donc, si Ortiz lui en voulait de s'approprier le labeur des autres, et de surgir sur la scène au dernier moment dans sa tenue camouflée, pour ramasser la mise.

Au moins Ortiz et Lagaillarde, en janvier 1960, partagent-ils la conviction que de Gaulle a résolu d'abandonner l'Algérie et qu'il faut le faire reculer et peut-être même le renverser.

Depuis le discours sur l'autodétermination du 16 septembre 1959 qui admet l'indépendance et donc la favorise, ceux qu'on commence à appeler « les colonels », Argoud, Gardes et quelques autres, s'inquiètent aussi. Cette autodétermination va ruiner tout ce qu'ils ont entrepris sur ordre en Algérie. À la différence des pieds-noirs, les colonels refusent encore d'imaginer que le but du général de Gaulle est l'indépendance. L'intéressé fait d'ailleurs tout pour les endormir et les tromper. Les colonels ne se soucient donc pas de renverser le Général. Ce qu'ils veulent, c'est simplement le faire revenir sur cette idée d'autodétermination. Ils songent à une sorte de nouveau 13 Mai dont la dramatisation prouverait à de Gaulle qu'il s'est trompé...

Pendant ce temps, Paris ne reste pas inactif. Toute cette agitation algéroise, ces conciliabules entre officiers parachutistes et ceux qu'on appelle « activistes », doit cesser. On prévoit donc des mutations, moyen efficace et discret pour casser le potentiel de révolte militaire concentré à Alger.

Le rôle des colonels

Tout bascule après un entretien fracassant accordé par le général Massu à un journaliste allemand, qui paraît le 18 janvier 1960. Massu qui a vertement critiqué de Gaulle, est aussitôt rappelé à Paris. Perdant son idole, Alger explose.

Le samedi 23 janvier, une réunion est organisée à midi. Plusieurs officiers sont présents, notamment le général Faure, les colonels Gardes et Argoud, le capitaine Filippi, ainsi que Joseph Ortiz.

Les militaires approuvent l'idée d'une grande manifestation, le lendemain. Détail capital, si l'on en croit Ortiz (3), ils acceptent la participation *en armes* des unités territoriales, ce que contestera Argoud dans ses souvenirs, sans d'ailleurs s'étendre outre mesure (4). Deux cortèges partis de points différents convergeront vers le plateau des Glières et le « GG ». Pour éviter des heurts avec les CRS et les gardes mobiles, Argoud assure que des paras de la 10e DP encadreront les cortèges.

Il y a beaucoup de non-dits au cours de cette réunion. Ortiz présume que l'idée de ses interlocuteurs militaires rejoint la sienne : *« manifestation de masse, quelques heurts, puis l'armée intervient pour rétablir l'ordre : on force la main à Challe* (commandant en chef en Algérie), *l'armée s'empare des commandes : c'est la répétition du 13 Mai ».*

Ce même samedi 23 janvier, de Gaulle reçoit Massu à l'Élysée. On entend des éclats de voix derrière la porte. Privé de commandement, Massu est condamné au silence. À sa sortie de l'Élysée, il téléphone à Argoud : *« Vous avez carte blanche... »* En avait-il besoin ? À lire ses souvenirs, on peut en douter.

JEAN BRUNE



Dans ses romans injustement oubliés, Jean Brune fut la voix pathétique et rebelle des Français d'Algérie. À l'époque des Barricades, il avait 48 ans, il dirigait *La Dépêche quotidienne* et ses éditoriaux de la radio étaient les plus écoutés. Sa famille, d'origine très pauvre, avait fait souche en Algérie depuis 1850. Après avoir été Camelot du roi dans sa jeunesse, Jean Brune participa aux combats de la libération de la France comme chef de char au 5e chasseur d'Afrique. Doué d'un tempérament bohème et artistique, il aimait les femmes qui le lui rendaient bien, ce que révèlent ses romans, autant que sa correspondance publiée dans la biographie fervente de Francine Dessaigne (*Jean Brune*, éditions Albatros, 1983, et sous forme abrégée, éditions de L'Atlanthrope, 1992). Contraint à l'exil et à la clandestinité dès la fin de 1960, il publia coup sur coup son *Journal d'exil* (Table Ronde, 1963) et *La Révolte* (Robert Laffont, 1965). Il s'agit là du plus beau roman suscité par la rébellion désespérée des pieds-noirs. Bien qu'il s'agisse d'une transposition romanesque de l'OAS, toute référence historique directe est volontairement effacée. Ce roman porte en lui une charge rebelle qui a beaucoup mieux vieilli que *La Condition humaine* de Malraux. *« Si tu veux connaître la vérité de demain,* fait dire Jean Brune à l'un de ses personnages, *regarde où sont les gendarmes ! Elle campe toujours en face ».* L'écrivain est mort à Nouméa en 1973.

D. V.

À Alger, Ortiz consacre le reste de la journée à préparer la manifestation. Cela se fait à l'état-major des unités territoriales qui participeront au grand complet avec leurs armes.

Toujours ce même samedi, vers 23 heures, le deuxième acteur entre en scène. Accompagné d'une trentaine de ses fidèles en tenue camouflée et en armes, Pierre Lagaillarde pénètre dans les facultés d'Alger et commence à s'y retrancher.

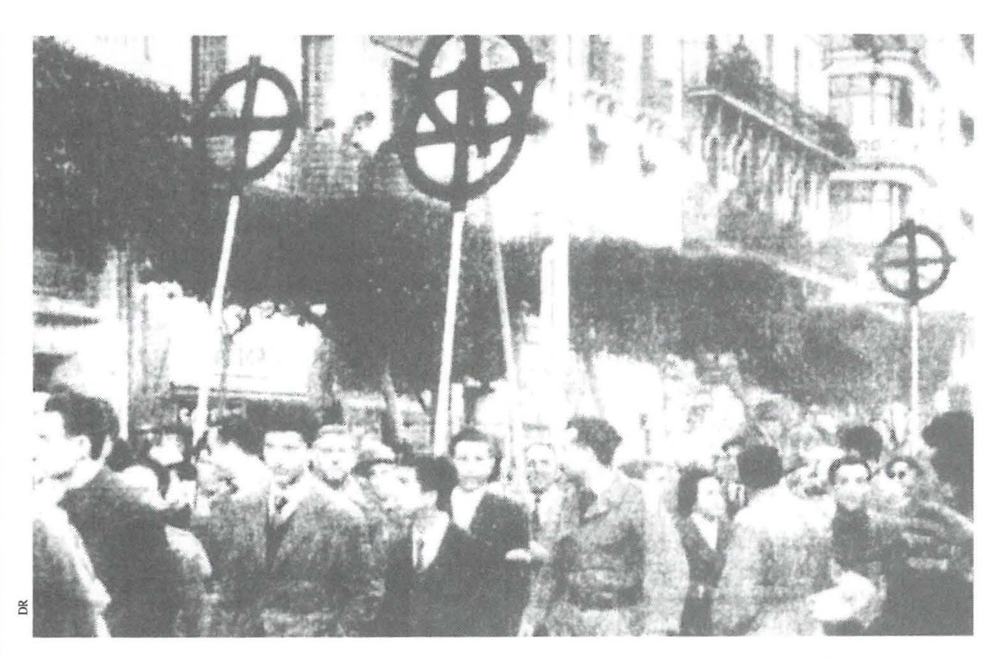
LA RÉVOLTE COMME UNE ÉPIDÉMIE

Si des généraux en si grand nombre brisaient leur épée, si des magistrats refusaient de siéger, si un Denoix de Saint-Marc était traîné devant l'infamie des tribunaux, cela signifiait que l'on était entré dans le temps d'une injustice absolue. Dès lors, les condamnations perdirent tout effet dissuasif. Elles devinrent au contraire des incitations directes à tout braver. Elles autorisèrent tout ce que la morale interdisait jusque-là. Les passions furent alors portées à un tel état d'incandescence qu'elles rendirent nécessaire le passage aux actes libérateurs, n'importe quels actes, si possibles violents.

Ce ne furent évidemment pas les esprits cyniques ou blasés qui s'enflammèrent ainsi. La révolte la plus intense germa dans les cœurs les plus droits. Elle se répandit comme une épidémie incontrôlable et incontrôlée. Elle se joua des anciennes frontières politiques ou idéologiques.

En Algérie même, l'intensité du danger avait pulvérisé les anciens clivages. Oran la rouge, refuge de républicains espagnols, et Bab el-Oued la communiste devenaient les viviers de l'OAS. Devant le danger, les barrières de classes et d'opinions cédaient devant la réalité de la solidarité tribale. Les premières actions de résistance de la communauté pied-noir étaient le fait du petit peuple et non des milieux aisés. Les premiers groupes contre-terroristes de 1954 et 1955 s'étaient constitués sur les lieux de travail. Ils avaient pour chef des ouvriers syndiqués ou des communistes qui découvraient soudain que la nature du syndicat ou du parti était de s'opposer au peuple, au peuple pied-noir. Ils découvriront plus tard que l'État, malgré ce qui semble l'associer à la nation, pouvait se révéler le pire ennemi du peuple, c'est-à-dire de la nation vivante.

DOMINIQUE VENNER
***Le Cœur rebelle*. Les Belles Lettres, 1994.**



DR

La manifestation du 24 janvier 1960 à Alger. Les membres du FNF brandissent de grandes croix celtiques, symbole du nationalisme européen.

Dimanche 24 janvier, vers 10 heures du matin, les deux cortèges prévus se rassemblent et se mettent en marche. Les militants du FNF brandissent des croix celtiques montées sur des hampes. C'est la foule des grands jours. Pourtant Ortiz est inquiet. Sur les officiers qui devaient le rejoindre à son PC, un seul est venu, le capitaine Filippi. Quant aux parachutistes, on signale qu'ils s'efforcent de bloquer les cortèges, mollement, il est vrai. Le chef du FNF a le sentiment d'être trahi par les militaires.

À la demande d'Argoud qui ne cesse néanmoins de s'activer dans l'ombre, vers midi, le général Challe, commandant en chef, reçoit Ortiz. Il partage avec lui un sandwich et lui dit en substance : *« À condition de pas vous attaquer au "GG", je vous autorise à continuer votre manifestation. »*

Il y a maintenant vingt mille manifestants sur le plateau des Glières et le boulevard Laferrière, au pied des escaliers qui mènent au Forum et au « GG ».

Ortiz rejoint son PC au premier étage d'un immeuble qui domine ce point névralgique. Vers 15 h 30, on lui signale que les étudiants nationalistes commencent à dépaver la rue Charles-Péguy pour y établir une barricade.

La responsabilité de l'important service d'ordre qui protège le « GG » est confiée au général Costes et au colonel Fonde. Au-dessus d'eux, le général Crépin, un gaulliste inconditionnel qui ne connaît pas l'Algérie et qui vient d'arriver en remplacement de Massu. Si l'on en croit les souvenirs d'Argoud, c'est lui qui, vers 16 heures donnera l'ordre de dégager le bas du Forum. Ordre transmis au colonel de gendarmerie Debrosse, connu pour sa dureté et son hostilité aux pieds-noirs.

Les gendarmes tirent

17 h 30. Le plateau des Glières est noir de monde. Les manifestants sont de plus en plus nombreux. Ils scandent *« Algérie française ! »* et *« De Gaulle au poteau ! »* Du balcon de son PC, avec un haut-parleur, Ortiz harangue la foule. Puis il rentre dans son bureau. Il est 18 heures. Quelqu'un crie : *« Ils chargent, ils chargent ! »*

18 h 10. L'arme à la hanche, quinze escadrons de gendarmes mobiles descendent en effet les escaliers du Forum. Lorsque les premiers rangs atteignent le plateau des Glières, la foule, surprise, commence à refluer. On entend alors deux coups de feu de petit calibre suivis immédiatement de détonations plus fortes, peut-être des lance-grenades. La foule se disperse en hurlant.

Selon Ortiz, *« les gendarmes genoux à terre, ouvrent le feu sur des hommes, des femmes et des enfants* [...]. *Nous contemplons, impuissants, l'atroce spectacle* [...]. *Des hommes tombent* [...]. *Je hurle au capitaine Ronda (des UT) :*

– Donne immédiatement des ordres pour protéger les nôtres !

« Déjà, à mes pieds, des hommes mettent leurs armes en batterie. Ils attendent quelques instants [...]. *Des gendarmes mobiles commencent à arroser notre immeuble* [...]. *Notre riposte est immédiate. Mes hommes tirent avec précision. Les gendarmes sont maintenant cloués au sol par deux fusils-mitrailleurs qui balaient les jardins. Les quinze escadrons de gendarmerie mobile qui ont été engagés dans l'action sont maintenant stoppés par nos armes automatiques* [...]. *Debout sur le balcon, je prends le micro et ordonne le cessez-le-feu ».*

Le cessez-le-feu ne deviendra effectif que vers 18 h 40 quand arrivent les paras du 1er REP (colonel Dufour) qui s'interposent avenue Pasteur, tandis que ceux du 1er RCP (colonel Broizat) occupent le boulevard Baudin, permettant aux gendarmes mobiles de décrocher vers le Forum.

Dès la fin de la fusillade, manifestants et membres des UT en tenue entreprennent de construire une barricade barrant la rue d'Isly. Ils sont armés.



JEAN-PIERRE BIOT

Lundi 1er février. Tandis que deux compagnies du 1er REP forment une haie d'honneur, Pierre Lagaillarde et les hommes du « commando Alcazar »sortent la tête haute, drapeau en tête, avec leurs armes.

À l'Élysée, le général de Gaulle, furieux, téléphone à Delouvrier : « *Il faut régler cette affaire pour demain* ».

À 20 h 30, Radio France Algérie diffuse un communiqué du général Challe : « *L'émeute ne triomphera pas. L'ordre sera maintenu. Je considère la ville en état de siège. Tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit...* »

L'ordre ne sera pas maintenu et, une semaine durant les Algérois resteront rassemblés en masse, à l'intérieur et autour du périmètre où s'élèvent dans la nuit de fortes barricades et des chicanes. Les paras du 1er REP et du 1er RCP fraternisent avec les insurgés.

Posté avec sa compagnie de légionnaires parachutistes devant la barricade qui coupe la rue Charles-Péguy, le capitaine Sergent (1er REP) rassure les insurgés : « *Jamais je ne ferai tirer sur vous. Si d'autres veulent vous attaquer, je m'interposerai* ».

Et dans ses souvenirs, Sergent ajoute : « *J'admire ces hommes qui me paraissent avoir spontanément bondi sur leurs armes pour dire non au pouvoir... Tard dans la nuit, je regarde ce tableau bouleversant éclairé par les lueurs des feux auprès desquels les insurgés se chauffent...* » (5).

Au soir du lundi 25 janvier, de Gaulle parle à la radio. L'effet est nul. Au Conseil des ministre, dans la même journée, les avis ont été partagés. Le Premier ministre, Michel Debré, qui a prodigué tant de promesses dans le passé, offre de se rendre à Alger pour évaluer la situation. À contrecœur, de Gaulle donne son accord.

Pénible voyage nocturne pour Debré qui affrontent pendant plusieurs heures ce qu'il appellera lui-même un « *soviet des colonels* ». Il comprend qu'une solution de force est impossible pour le moment.

Lagaillarde donne à son réduit des facultés le nom d'Alcazar en souvenir du glorieux siège de l'Alcazar de Tolède tenu par les nationalistes au début de la guerre d'Espagne.

Le jeudi 28, imitant Thiers face à la Commune de Paris, les autorités quittent furtivement Alger, se transportant à une quarantaine de kilomètres sur la base d'hélicoptères de La Reghaïa.

Tandis que de son lointain PC de l'Oranais, le colonel Bigeard assure les hommes des Barricades de son soutien, le 29 janvier, le général de Gaulle, parle à la télévision. Pour la première fois, il fait des efforts pour se gagner la population européenne trompée, dit-il par « *des menteurs et des conspirateurs* ». Puis il ajoute que son vœu pour l'Algérie serait la « *solution la plus française* »...

Ces bonnes paroles n'ont aucun effet sur la population, mais elles donnent à certains chefs militaires l'illusion d'avoir marqué un point. Dès lors, ils vont lâcher les insurgés, d'autant que la pression de Paris se fait plus forte.

D'heure en heure, la situation devient plus dramatique dans le camp retranché. Lagaillarde parle de se faire sauter dans son réduit des facultés. Les colonels Dufour et Broizat se torturent pour trouver une solution. Les autorités exercent sur les deux officiers un chantage efficace : si vous ne réglez pas la problème dans les 24 heures, nous remplacerons vos unités par des régiments qui n'auront pas vos scrupules.

Le commando Alcazar

Le lundi 1er février verra le dénouement. Le colonel Dufour a passé une partie de la nuit à convaincre Ortiz et Lagaillarde de mettre fin au soulèvement. Il a obtenu qu'eux seuls soient déférés à la justice. Leurs hommes pourront librement rentrer chez eux ou s'engager dans un commando spécial pour aller combattre avec le 1er REP, le « commando Alcazar ». Au petit matin Ortiz prend le chemin de la clandestinité, aidé par le lieutenant Degueldre du 1er REP. À l'inverse, Lagaillarde obtient de sortir avec ses hommes, en armes, drapeau en tête.

À 11 h 30, deux compagnies du 1er REP forment une haie d'honneur. Du fond de la rue Charles-Péguy, on voit venir les rescapés de l'aventure. Très droit, mâchoires serrées, Lagaillarde marche en tête. Les paras présentent les armes.

C'est fini.

En réalité, cela ne fait que commencer. Avant la fin de l'année, le procès des accusés des Barricades se transformera en procès de la politique gouvernementale. Plus tard, la plupart des acteurs civils et militaires des Barricades se retrouveront engagés dans le putsch d'avril 1961 et, cette fois, le général Challe sera à leur la tête, quand bien même ses talents de putschiste seront-ils en dessous du médiocre. Et la plupart joueront aussi un rôle important dans la révolte dramatique de l'OAS (6).

La semaine des Barricades a consommé la rupture entre la population française d'Algérie, soutenue par une partie de l'armée, et le pouvoir d'État. Dans le lent mûrissement qui est celui des crises révolutionnaires, toujours parsemé d'échecs, elle est un révélateur essentiel. Grâce à sa fin pleine de panache, elle donne à la révolte des Européens d'Algérie une dimension mythique que n'aura pas la sombre aventure de l'OAS.

Ch. V.

---

(1) L'unité impliquée dans ce massacre était composée de tirailleurs algériens. Il fut distribué des croix de la valeur militaire pour ce « fait d'armes ».

(2) Francine Dessaigne, *Jean Brune*, Albatros, 1983, p. 51.

(3) Joseph Ortiz, *Mes combats, 1954-1962*, La Pensée Moderne, 1964. Toutes les autres citations d'Ortiz sont tirées de cet ouvrage.

(4) Antoine Argoud, *La décadence, l'imposture et la tragédie*, Fayard, 1974, pp. 207-208. Sa version de la réunion est plus brève et différente.

(5) Pierre Sergent, *Ma peau au bout de mes idées*, La Table Ronde, 1967, p. 183-184.

(6) Hormis cependant Ortiz et Lagaillarde, tenus à l'écart par des concurrences aussi acharnées que dérisoires. Joseph Ortiz est mort à Toulon le 15 février 1995.

Intifada, la révolte des pierres

8 décembre 1987, camp de Jabalya, dans la bande de Gaza. Un camion israélien écrase quatre Palestiniens et, pour ceux qui subissent depuis vingt ans l'occupation, c'est un acte délibéré... Dès le lendemain, l'insurrection est générale, fruit de l'exaspération et du désespoir d'une population qui n'a plus rien à perdre. Au cours des vingt ans qui ont suivi la création de l'État sioniste, les Palestiniens ont espéré leur libération d'une victoire des États arabes mais, en 1949, en 1956 et en 1967, Tsahal a vaincu sans appel ses adversaires et ce qui restait de la Palestine après 1948 s'est transformé, à Gaza et en Cisjordanie, en « territoires occupés ». Les résolutions de l'ONU n'y ont rien fait et l'Égypte, pour Gaza, comme la Jordanie du roi Hussein se sont accommodées de cette situation. Les Palestiniens qui se sont vus, depuis 1948, interdire d'exister comme peuple et de constituer un État ont alors attendu leur libération du combat mené par l'OLP. Ils applaudissaient quand le « terrorisme » palestinien faisait trembler Israël. L'appui du bloc « socialiste » et l'accueil fait par l'ONU à Yasser Arafat pouvait laisser quelque espoir mais l'expédition israélienne au Liban de 1982, suivie par les massacres de Sabra et Chatila semblait les avoir ruinés. L'Égypte devenue proaméricaine, l'Irak engagé dans sa guerre contre l'Iran, la Jordanie et les États pétroliers du Golfe à la botte de Washington, l'OLP repliée à Tunis où l'aviation israélienne venait bombarder impunément son QG, tout cela semblait augurer de lendemains difficiles pour la cause palestinienne et, au sommet arabe d'Amman tenu en novembre 1987, il n'avait guère été question de la violence et des humiliations quotidiennes subies par les habitants des territoires occupés où le gouvernement israélien encourageait une colonisation massive visant explicitement à chasser du pays ses occupants légitimes. Dans l'impossibilité d'affronter directement une armée d'occupation et des colons disposant d'une supériorité écrasante, c'est avec des pierres que les jeunes Palestiniens vont lutter contre le Goliath israélien. Ils ne pourront le faire reculer par la force mais, quand toutes les télévisions du monde se feront l'écho de leur combat, Yitzhak Shamir devra tenir compte de la réprobation internationale. Le millier de victimes, les forces de répression, qui n'hésitent pas à ouvrir le feu contre les jeunes lanceurs de pierres, les maisons dynamitées, l'ordre donné de casser les bras et son exécution filmée par une caméra indiscrète vont mettre le gouvernement israélien dans une situation difficile devant le tribunal de la « conscience universelle », jusque-là indifférente au martyre subi par le peuple palestinien, mais enfin réveillée par les exactions de Tsahal. Alors qu'aucune coalition des États arabes n'a été capable de tenir tête durablement à la puissance militaire israélienne, quelques milliers de gamins vont soutenir pendant six ans cette guerre d'usure dévastatrice pour l'image de l'État juif. D'abord dépassée par les événements, l'OLP a su récupérer l'Intifada et l'accompagner. Alors que, par son engagement et ses sacrifices, le peuple palestinien prouve qu'il existe, Arafat annonce en 1988 qu'il renonce au terrorisme et qu'il accepte les résolutions 242 et 338 de l'ONU, ce qui revient pour lui à reconnaître l'existence d'Israël, l'une des conditions posées par les Américains à l'ouverture d'un dialogue politique sur la question palestinienne. Mais l'OLP n'a déjà plus le monopole de la lutte sur le terrain où les mouvements islamistes Hamas et Djihad islamique prennent une part grandissante à la résistance, qui se manifeste aussi par la grève des impôts exigés par l'occupant, par la démission de tous les fonctionnaires autochtones qui participaient à l'administration des territoires, par l'exécution de près de quatre cents « collaborateurs », généralement issus de la pègre, qui fournissaient leurs indicateurs aux service israéliens.

La lutte s'installe dans la durée. La résistance opposée par les territoires coûte finalement cher à Israël, au point que l'un des chroniqueurs les plus en vue du quotidien *Haaretz* peut écrire que *« pour la première fois l'image de l'armée est tellement négative dans l'opinion internationale que même les juifs de la diaspora commencent à se poser des questions de morale... »* Malgré le couvre-feu, malgré la fermeture des établissements d'enseignement pendant des années, malgré la torture, les rafles, la mort et les humiliations quotidiennes, les jeunes insurgés de Gaza, Jéricho, Naplouse ou Hébron n'ont plus rien à perdre. Au prix de leur souffrance, ils réussissent à maintenir la pression sur l'adversaire. La victoire électorale des travaillistes de Rabbin et la volonté américaine de régler sur le dossier proche-oriental feront que la révolte des pierres aura pris une part déterminante à la conclusion de l'accord d'Oslo, première reconnaissance officielle par Israël du fait national palestinien. Il ne s'agit que d'une étape dans la longue lutte des victimes de 1948-1949 mais les jeunes insurgés de décembre 1987 ont montré qu'un peuple qui n'a plus rien à perdre n'a pas d'autre solution que de se tenir debout.

JEAN KAPPEL

U N E   R É V O L T E   I D E N T I T A I R E

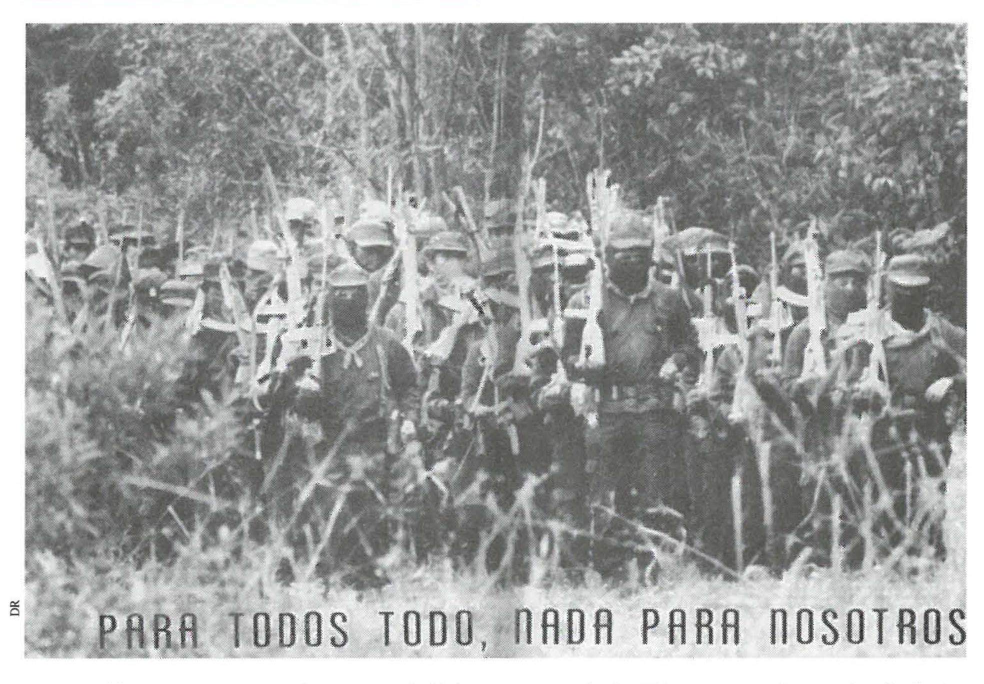
De Zapata à Marcos

PAR VICTOR RIVERA

Les salons roses et parisiens voient en lui un nouveau Guevara. Lui-même se dit zapatiste. Mais qui était donc Emiliano Zapata ?

« *Hoy decimos basta !* » (Aujourd'hui, nous disons assez !). C'est par ces mots que le 1er janvier 1994 entre en scène l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). À sa tête, un inconnu qui se fait appeler sous-commandant Marcos. Que cela se passe au Chiapas, État montagneux du sud mexicain, proche de la frontière guatémaltèque, n'est pas indifférent. C'est une région difficile et secrète où les communautés indiennes ont longtemps résisté aux influences espagnoles, préservant leurs traditions. Là, vivent plusieurs peuples, derniers descendants des Mayas, les Tzotziles, les Choles, les Tojolabals. Ils sont un million sur les trois et demi que compte le Chiapas. Ils vivent en dehors du monde. Leurs églises abritent des cérémonies païennes, et ils ont conservé leur ancien esprit communautaire.

Tout en utilisant le réseau Internet, c'est un peu tout cela que le sous-commandant Marcos exprime les armes à la main. Son discours est nourri de références à la mythologie maya et ses mobiles mêlent révolution agraire et volonté identitaire : *« Nous combattons,* dit-il, *pour défendre les droits et la dignité de notre peuple, pour retrouver nos valeurs ethniques et culturelles, pour ne plus être les esclaves des riches et des puissants. »* En matière sociale, il réclame la réappropriation par les communautés indiennes des terres contrôlées par les grandes sociétés foncières. Mais il le fait dans un langage bien à lui : *« La montagne nous a dit de prendre les armes pour avoir aussi une voix, elle nous a dit de nous couvrir le visage pour avoir aussi un visage. »*



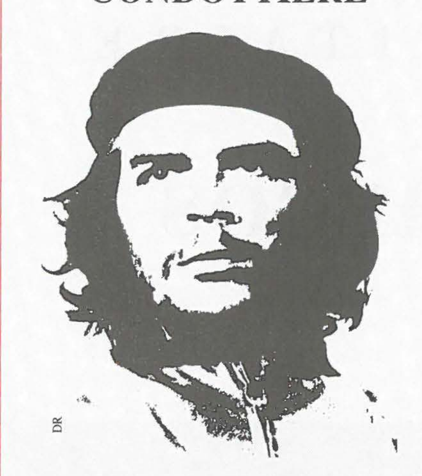
***Un détachement de l'Armée zapatiste de libération nationale du Chiapas. En surimpression, la devise communautaire du mouvement* « Tout pour tous, rien pour nous ».**

Prudence tactique autant qu'artifice médiatique, le visage encagoulé est devenu en effet l'attribut des néo-zapatistes et de leur chef. À l'état-civil, Marcos se nommerait Rafael Guillen. On le dit ex-universitaire, parlant couramment plusieurs langues indiennes. Une certitude, il a un sens évident de la communication. Rien que son titre (grade) de « sous-commandant » est une trouvaille qui ne veut rien dire, sinon que Marcos ne se prend pas pour un général. Mais il intrigue par sa nouveauté.

Armés de quelques vieilles pétoires qui leur ont permis de s'emparer d'armes plus modernes, les Indiens de Marcos ont conquis plusieurs villes du Chiapas, chassant les autorités, instituant un pouvoir parallèle et pratiquant la redistribution des terres. À Mexico, on a fini par réagir, expédiant l'armée, elle aussi composé en grande partie d'Indiens plus ou moins métissés. Incendie de villages, exactions, tortures, exécutions, le programme habituel des répressions en régime tropical. Mais la guérilla du sous-commandant ne s'est pas avouée vaincue, elle s'est même donné le luxe d'accueillir en 1996 le soutien sonore de quelques illustres pétitionnaires en quête d'un nouveau Guevara.

Pourquoi ce nom d'Armée zapatiste ? C'est que le nom d'Emiliano Zapata incarne une tradition spécifiquement mexicaine et plus encore indienne à laquelle se rattache Marcos. Ce nom est d'ailleurs inséparable de celui de l'autre héros de la grande révolution de 1910, Pancho Villa. Pourtant, malgré leurs similitudes, les deux personnages sont différents.

LE PETIT CONDOTTIERE


DR

Ernesto « Che » Guevara est né en Argentine le 14 juin 1928 dans une famille hispano-irlandaise. Après ses études de médecine, il rencontre Fidel Castro en 1955. Séduit, il débarque avec lui à Cuba en 1956, et participe à la guérilla de la Sierra Maestra, favorisée par les services secrets soviétiques et américains. La CIA a programmé la chute du dictateur Batista qui est renversé en décembre 1958. L'année suivante, le Che est nommé gouverneur de la Banque nationale. Il s'ennuie à mourir. Fidel Castro entre en conflit avec les États-Unis en 1960. Le 4 février 1962, il lance un appel à l'insurrection des masses paysannes dans la région andine.

Ministre de l'industrie en 1961, le Che est destitué par Castro en 1964. L'année suivante, il est présent au Congo, mais les Soviétiques demandent son rappel. De retour à Cuba en 1966, en semi-disgrâce, il part pour la Bolivie à la fin de l'année suivante dans l'espoir d'y fomenter des actions de guérilla. Il rencontre l'hostilité des paysans et ses espérances s'effondrent. Il est à bout de forces quand il est capturé le 8 octobre 1967 par des « rangers » boliviens pilotés par la CIA. Il est exécuté le lendemain. Son *Journal de Bolivie* a été publié en 1995 (La Découverte). Plusieurs ouvrages lui ont été consacrés qui ne s'écartent pas des conventions soixante-huitardes, hormis celui de Jean Cau *Une passion pour Che Guevara*, Julliard, 1978. Dans ce livre, Jean Cau s'intéresse à l'homme et à son aventure existentielle : *« Guevara meurt-il pour une idée ou pour l'idée que cette mort lui donnera de lui-même ? »* Bonne question à laquelle Guevara a peut-être répondu à sa façon dans une lettre écrite à ses parents en 1965 : *« Souvenez-vous de temps en temps du petit condottiere du XXe siècle... »*

Pancho Villa est un Indien des plaines du nord, alors que Zapata est un homme des forêts tropicales et montagneuses du sud. En simplifiant beaucoup, l'un appartient au monde aztèque, l'autre à l'univers maya. Mais ils ont en commun une révolte liée à l'histoire mexicaine. Une histoire où jamais le sang ne fut épargné, ni par les hommes ni par les dieux qui en étaient friands jusqu'à la boulimie.

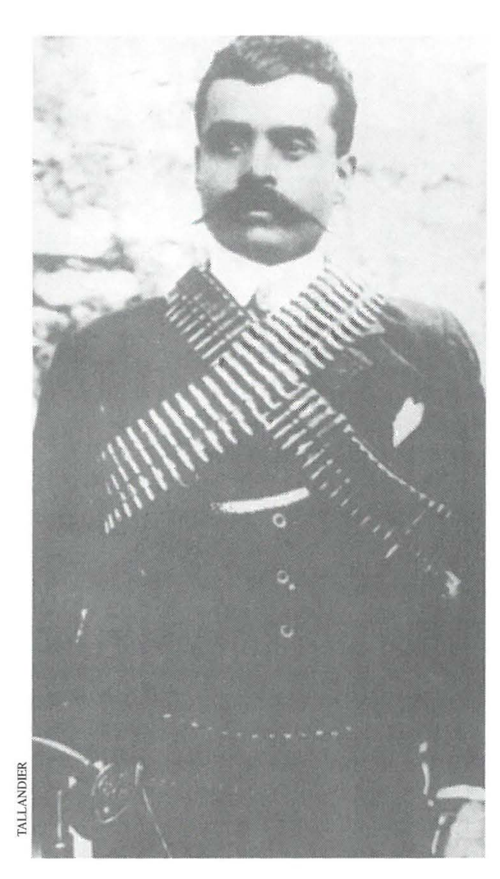
Le XIXe siècle, assorti de l'indépendance (1821), ne modifia guère la cruelle tradition mexicaine. Il y eut d'abord une longue période de pronunciamientos. Un par an en moyenne pendant cinquante ans, avec une collection de généraux-présidents et même un pauvre empereur, victime d'un rêve français. Survint alors Juarez, grand rebelle indien qui triompha tour à tour des conservateurs créoles, de la très puissante Église et de l'armée française.

La révolte de 1910

Juarez ne conserva pas longtemps le pouvoir. Le général Porfirio Diaz, un métis qui s'était également battu contre les Français, se fit élire en 1876 et verrouilla le pouvoir à son profit jusqu'en 1910. Avec Diaz à la présidence, l'ordre régnait au Mexique suivant le principe *pan o palo* (du pain ou du bâton). Le président-dictateur croyait à la modernité. Il favorisa le développement économique, l'enrichissement des riches et l'écrasement des autres. Au nom de la libre entreprise et de la loi, le Mexique fut vendu aux plus offrants. Sous prétexte de rentabilité, Porfirio Diaz favorisa la création d'immenses haciendas sur les anciennes terres indiennes. Soumis à une quasi-servitude, les anciens propriétaires indiens devinrent des *peones*, des serfs.

La révolte ne viendra pas d'eux, mais d'un riche propriétaire, Francisco Madero, las de la dictature de Porfirio Diaz. Le 20 novembre 1910, dans les plaines du Nord, ses gardiens de troupeaux attaquent les troupes fédérales, capturant au lasso leur première mitrailleuse. Soutenu par les Américains, Madero obtient le départ de Porfirio Diaz qui s'exile. Madero le remplace. Pas pour longtemps. Il finira fusillé en 1913.

Dès ce moment, on parle beaucoup de Pancho Villa et d'Emiliano Zapata. En 1910, le premier a 32 ans. Cela fait une quinzaine d'années qu'il tient le maquis après avoir tué l'homme qui avait violé sa sœur. Ce n'est donc pas un novice en rébellion. Favorisé par Madero, il fait soudain figure de justicier dans sa province du Chihuahua, redistribuant les terres, annulant les dettes des paysans, et faisant pendre les usuriers aux poteaux télégraphiques.


TALLANDIER

Emiliano Zapata (vers 1880-1919).

À un an près, Zapata est de la même génération que Pancho Villa, mais il est né dans le Morelos, État équatorial producteur de canne à sucre. En 1910, lors de la révolution de Francisco Madero, les Indiens l'ont porté à la tête de l'insurrection locale. Il est bientôt maître du Morelos. Voyant que le nouveau président refuse une vraie réforme agraire, il proclame sa volonté de *« restituer la terre à ses anciens possesseurs »*. Après la chute de Madero, il s'allie à Pancho Villa. Ensemble, ils s'emparent de Mexico le 6 décembre 1914. Ce sera leur apothéose. Tous deux s'opposeront au nouveau président, Carranza. À un point tel que celui-ci fera assassiner Zapata en 1919 (1).

Dénoncé par ses adversaires comme un bandit (« l'Attila du Morelos »), Zapata était vénéré comme un héros par les pauvres *peones* qui rallièrent d'enthousiasme le zapatisme. Son but ultime était de redonner vie aux anciennes structures communautaires indiennes. Suivant le mot de Carlos Fuentes, Zapata fut *« la vérité la plus profonde de la révolution mexicaine »*. Qu'en sera-t-il demain du sous-commandant Marcos ?

V. R.

---

(1) Reconverti à une vie plus tranquille, Pancho Villa finira également assassiné en 1923.

UNE PLUME RÉFRACTAIRE

Jean Dutourd ou la vertu d'insolence

PAR JÉRÔME LEROY

Depuis *Les Taxis de la Marne* jusqu'au *Feld-maréchal von Bonaparte*, Jean Dutourd a toujours mené la charge contre les tabous et les idées reçues. Mais voici qu'il se surpasse avec un bref et percutant traité d'insoumission.


LOUIS MONIER

Dans *La Guerre de Jugurtha*, Salluste raconte comment, dans une ville de Numidie submergée par les assiégeants, au milieu de la panique généralisée, *« il n'y eut que quarante hommes pour se souvenir qu'ils étaient romains : ils se groupèrent, occupèrent un petit monticule et toutes les forces de l'ennemi ne purent les chasser ».*

Les académiciens français, eux aussi, sont quarante et si tous ne peuvent être comparés à cette poignée de héros repoussant les cavaliers numides, ils sont néanmoins quelques-uns comme Michel Mohrt, Michel Déon ou Jacques Laurent à former un de ces ultimes carrés d'insurgés qui ferraillent contre le conformisme médiatique. Jean Dutourd fait évidemment partie de cette petite troupe. Depuis *Au bon beurre* jusqu'à *L'Assassin* en passant par *L'Âme sensible*, son œuvre a des allures de charge de cavalerie contre l'époque, mais une charge de cavalerie qui durerait depuis plus de cinquante ans...

Parmi ses compagnons d'armes, il est d'ailleurs le dernier en date à avoir osé affronter la pensée unique, cet avatar de la « novlangue » orwellienne, le temps d'un discours sur la vertu, exercice traditionnel à l'Académie française, il a transformé la Coupole en une sorte de Fort Alamo des derniers hommes libres de notre temps. Pour ceux qui voudraient savoir ce qui fut dit, en ce 5 décembre 1996, il conviendra de se reporter à *Scandale de la vertu* (1) : l'allocution de Jean Dutourd y est reproduite et se trouve accompagnée d'une trentaine de chroniques parues à l'origine dans *France-Soir*. Le lecteur aura ainsi une idée assez juste de ce que Georges Orwell, encore lui, aurait appelé un *« crimepensée »* dans *1984*, autre texte capital que l'apprenti insurgé n'oubliera pas d'emporter lorsqu'il prépare son paquetage.

LE LOUP DES STEPPES

Je sens me brûler une soif sauvage de sensations violentes, une fureur contre cette existence neutre, plate réglée et stérilisée, un désir forcené de saccager quelque chose un grand magasin ou une cathédrale, ou moi-même, de faire des sottises enragées, d'arracher leur perruque à quelques idoles respectées, d'aider des écoliers en révolte à s'embarquer sur un paquebot, de séduire une petite fille, ou de tordre le cou à un quelconque représentant de l'ordre bourgeois. Car c'est cela que je hais, que je maudis et que j'abomine du plus profond de mon cœur : cette béatitude, cette santé, ce confort, cet optimisme soigné, ce gras et prospère élevage du moyen, du médiocre et de l'ordinaire. [...]

Comment ne serai-je pas un loup des steppes et un ermite hérissé au milieu d'un monde dont je ne partage aucune des ambitions, dont je n'apprécie aucun des plaisirs ! Je ne puis tenir longtemps ni dans un cinéma ni dans un théâtre ; à peine puis-je lire un journal, rarement un livre contemporain ; je ne comprends pas quelle est cette jouissance que les hommes cherchent dans les hôtels et les trains bondés, dans les cafés regorgeant de monde, aux sons d'une musique forcenée, dans les bars, les boîtes de nuit, les villes de luxe, les expositions universelles, les conférences destinées aux pauvres d'esprit avides de s'instruire, les corsos, les stades : tous ces plaisirs qui me seraient accessibles et que des milliers d'autres convoitent et poursuivent au prix d'efforts, je ne puis ni les comprendre ni les partager. En revanche, ce qui m'arrive dans mes heures rares de jouissance, ce qui m'est émotion, joie, extase et élévation, le monde l'ignore, le fuit et le tolère tout au plus dans la poésie ; dans la vie, il traite cela de folie. En effet, si la foule a raison, si cette musique des cafés, ces plaisirs collectifs, ces hommes américanisés, contents de si peu, ont raison, c'est bien moi qui ai tort, qui suis fou, qui reste un loup des steppes, un animal égaré dans un monde étranger et incompréhensible, qui ne retrouve plus son climat, sa nourriture, sa patrie.

HERMANN HESSE
Le Loup des steppes, 1927.
Traduction française,
Calmann-Lévy, 1947.

Dans *Scandale de la vertu*, Jean Dutourd se révèle une fois de plus en sécession totale avec les valeurs de ses contemporains. Non seulement, il emploie sans rire des mots comme *« honneur »*, *« patriotisme »*, il compare Jack Lang à Néron, il lance des maximes qui vont faire défaillir les nouveaux bien-pensants : *« Il faut tuer les minorités dans l'œuf, spécialement quand elles sont l'émanation de la canaille, sinon c'est elles qui envoient les majorités aux abattoirs. » « En politique, l'assassinat est un sacre. Qui osera chanter le bonheur d'avoir un ennemi »*... Mais surtout, il brise un tabou majeur de ces cinq dernières années en prenant partie pour les Serbes dans la guerre en ex-Yougoslavie, et en pointant simplement les contradictions de la vision « politiquement correcte » qui transforme les Bosniaques musulmans en uniques martyrs et les Serbes de Bosnie en uniques agresseurs. Le plus impardonnable, c'est que ses arguments sont convaincants puisque d'une simplicité toute classique : il se réfère à l'histoire et constate que la Serbie fut de tout temps la petite sœur de la France et que les Serbes, que d'aucuns comparèrent aux nazis, furent précisément le seul peuple de la région à leur résister et à le payer très cher.

Ce choix de la cause serbe, Jean Dutourd nous voudrait faire accroire ironiquement qu'il procède uniquement chez lui d'un esprit de contradiction dans lequel il voit le fondement de la vertu. Mais les choses ne sont pas simples : notre académicien est en effet trop élégant pour dévoiler la véritable grandeur de son choix ; rester fidèle à une morale d'insurgé qui court toute son œuvre comme un fil d'or parce qu'il a toujours refusé le désenchantement du monde, sa mécanisation, sa transformation en vaste champ de foire pour la marchandise reine. On oublie trop souvent qu'il fut le traducteur du *Vieil homme et la mer*, cette variation caraïbe de *Don Quichotte*, figure tutélaire de toux ceux qui dirent non à la mort de la poésie, qu'ils soient chouans, sudistes, républicains irlandais ou... serbes.

J. L.

Jérôme Leroy vient de publier aux Éditions du Rocher, *Monnaie Bleue*. Sous des allures de polar, et au rythme des Kalachnikovs, ce roman est un vigoureux réquisitoire contre la médiocrité de l'époque. Le héros, nostalgique de temps plus héroïques, tente, à sa façon, de ne pas se laisser gagner par le conformisme de ses contemporains. Il refuse leur idéologie molle, cultivant sa marginalité, la littérature et la beauté.

(1) Éditions de Fallois-L'Âge d'homme.

LE RECOURS AUX FORÊTS

Le recours aux forêts – ce n'est pas une idylle qui se cache sous ce mot. Le lecteur doit bien plutôt se préparer à une marche hasardeuse, qui ne mène pas seulement hors des sentiers battus, mais au-delà des frontières de la méditation. [...]

Nous appelons Rebelle celui qui, isolé et privé de sa patrie par la marche de l'univers, se voit enfin livré au néant. Tel pourrait être le destin d'un grand nombre d'hommes, et même de tous – il faut donc qu'un autre caractère s'y ajoute. C'est que le Rebelle est résolu à la résistance et forme le dessein d'engager la lutte, fût-elle sans espoir. Est rebelle, par conséquent, quiconque est mis par la loi de sa nature en rapport avec la liberté, relation qui l'entraîne dans le temps à une révolte contre l'automatisme et à un refus d'en admettre la conséquence éthique, le fatalisme.

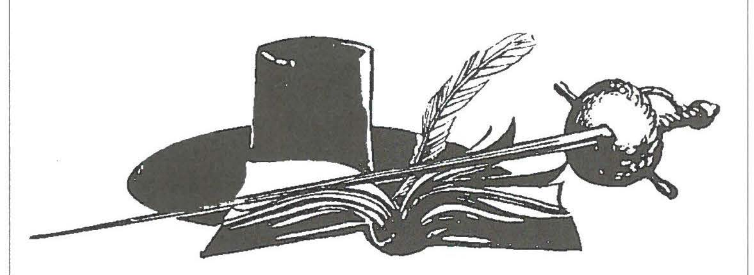
À le prendre ainsi, nous serons aussitôt frappés par la place que tient le recours aux forêts, et dans la pensée, et dans la réalité de nos ans. Car chacun se trouve à l'heure actuelle sous le coup de la contrainte, et ses efforts pour lui faire échec ressemblent à des expériences téméraires, dont dépend bien plus encore que le destin de ceux qui ont assumé ce risque. [...]

Deux qualités sont indispensables au Rebelle. Il refuse de se laisser prescrire sa loi par les pouvoirs, qu'ils usent de la propagande ou de la violence. Et il est décidé à se défendre, non seulement au moyen des techniques et des idées du temps, mais en maintenant ouvert l'accès à des pouvoirs bien supérieurs aux forces temporelles, et qui ne peuvent jamais être entièrement résolus en pur mouvement. S'il en est ainsi, il peut courir le risque des forêts.

On va se demander à quoi tend un tel effort. Nous avons déjà signalé qu'il ne saurait se borner à la conquête des seuls domaines intérieurs. Cette erreur est l'une des notions que propage la défaite. Il serait tout aussi insuffisant de s'en tenir à des buts pratiques, comme, par exemple, la lutte pour l'indépendance nationale. (...) Car nous ne sommes pas impliqués dans notre seule débâcle nationale ; nous sommes entraînés dans une catastrophe universelle, où l'on ne peut guère dire, et moins encore prophétiser, quels sont les vrais vainqueurs, et quels sont les vaincus.

ERNST JÜNGER
Le Traité du rebelle, le recours aux forêts
(1951). Christian Bourgois, 1981.

Livres

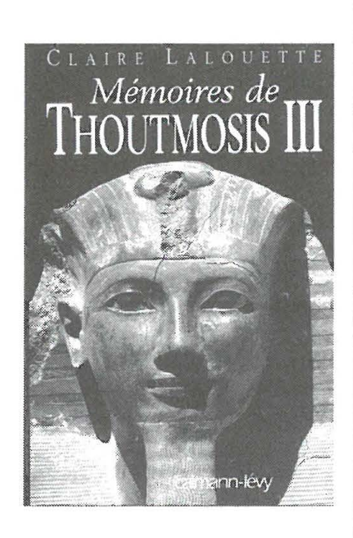


Mémoires de Thoutmosis III
par Claire Lalouette

Le pharaon Thoutmosis III a régné de 1504 à 1450 avant notre ère. Il fut un grand conquérant qui imposa sa domination sur un espace géographique étiré de la quatrième cataracte du Nil jusqu'à l'Euphrate. Madame Claire Lalouette, égyptologue réputée, raconte sa vie à la première personne. Nous avions eu droit aux confidences d'Attila, de Claude et d'Agrippine, voilà donc celles de Thoutmosis III. La reconstitution de Madame Claire Lalouette nous fait penser à celles du peintre de bataille Meissonier : il ne manque jamais un bouton de tunique à ses grognards et les sabretaches brillent de tous leurs entrelacs. Mais un « Meissonier » ne vaudra jamais un « Géricault ». Ici, les vents étésiens soufflent du nord, le pays de Koush est toujours en rébellion et le Pount regorge d'or, d'ébène et d'ivoire... Pour le reste, il manque tout simplement l'esprit sinon le souffle de l'épopée.

Calmann-Lévy. 224 pages, 110 F.

J.-J. B.



Histoire du Moyen-Orient
2 000 ans d'histoire, de la naissance du christianisme à nos jours
par Bernard Lewis

Enseignant depuis de longues années à Princeton, cet orientaliste est probablement un des meilleurs de sa génération. Sa maîtrise des deux aires culturelles, l'européo-chrétienne et l'arabo-musulmane lui a permis d'analyser avec finesse les relations conflictuelles qui les solidarisent depuis plus d'un millénaire. Ici, il nous propose une somme qui sonde et dissèque cette partie du monde qui n'en finit pas de servir de référence matricielle. Assez rapide sur la haute-époque et sur le califat abbasside, Bernard Lewis s'étend beaucoup plus sur la domination ottomane ; la phase de décadence et le passage dans la sujétion coloniale ouverte ou déguisée sont longuement expliqués. Les années qui suivent le dépeçage de l'Empire ottoman sont plus sommairement esquissées et, pour la période la plus contemporaine, l'auteur se conforme à une problématique bien classique. Au total, un bon ouvrage de référence, servi par un appareil critique – cartes, bibliographie, copieux index – tout à fait convenable.

Albin Michel. 481 pages, 195 F.

J.-J. B.

Dictionnaire des cités disparues
En France, des origines à la Révolution
par Didier Audinot

Petromentalum, Neriomagus, Philomusiacum, Gramatum, Velodoturum, Cosa, Andésina, Aeria... sont autant de noms de cités gallo-romaines, gauloises, autrefois prospères et aujourd'hui couvertes de champs ou de bois. Ce *Dictionnaire des cités disparues* en dénombre plus d'un millier réparties dans toutes les régions de France, dont, le plus souvent, les vestiges n'ont pas encore été mis à jour. Il prend aussi en considération les villes disparues à l'âge du bronze ou l'âge de fer, les villages mis à mal par les raids vikings, les Huns, les routiers du XVe siècle, ou les soldats de toutes les armées qui déferlèrent sur la France. Il les répertorie département par département, et indique leur localisation sur les cartes IGN, d'après la cartographie d'époque. Un guide qui va se révéler indispensable aux archéologues amateurs, et peut-être favoriser de nouvelles vocations.

Didier Audinot éditeur. Diffusion : Prospections, 110 bis, rue Marcadet 75018 Paris. 704 pages, 519 F.

M. M.

Le Procès de Jésus, crucifié sous Ponce Pilate
par Jean-Marc Varaut

Après les procès de Pétain, d'Oscar Wilde et de Nuremberg, Jean-Marc Varaut se penche aujourd'hui sur celui de Jésus-Christ. Son analyse obéit toujours à la même rigueur et au même souci de mise en perspective. Pour étudier le déroulement du procès, il se réfère tant au droit juif qu'au droit romain des provinces occupées. Et sa conclusion s'impose : Jésus a été livré par les Juifs et condamné par les Romains.

Plon. 200 pages, 98 F.

M. M.

La France des cathédrales du IVe au XXe siècle
par Michel Chevalier

Ce n'est pas un ouvrage supplémentaire d'histoire de l'art que nous propose l'auteur. N'accordant qu'une importance limitée aux données architecturales ou à l'évolution du décor, il présente sous un angle original ces monuments très divers, en les replaçant dans leurs cadres historiques successifs. Il montre bien que les deux cents églises cathédrales de France ne correspondent pas toutes, loin s'en faut, au modèle « gothique » idéal si présent dans notre imaginaire. Il reconstitue les cadres diocésains traditionnels, éclaire les relations entre les édifices et leur environnement urbain ou régional. Il insiste sur les méfaits du vandalisme et, à l'inverse, sur l'importance des reconstructions réalisées au XIXe siècle, quand l'époque romantique, puis le Second Empire, ont redécouvert le Moyen Âge. Les palais épiscopaux, toujours proches de l'église cathédrale, ne sont pas oubliés, tout comme le quartier canonial. Un glossaire utile pour le lecteur non initié, un index et une bibliographie complètent heureusement l'ensemble.

Éditions Ouest-France. 510 pages, 50 illustrations, 180 F.

Ph. C.

L'Héraldique
par Claude Wenzler

C'est au XIe siècle, à la veille des croisades, qu'apparut en Europe l'héraldique, signes distinctifs permettant aux chevaliers de se reconnaître dans les combats. Ce langage connut un immense succès dans les siècles suivants, qui virent toute personne de qualité disposer d'un blason. Le sens des armoiries s'est largement perdu aujourd'hui et le petit livre de Claude Wenzler, échappant aux écueils d'une érudition trop hermétique, vient ainsi combler un vide. Accessible à un très large public, magnifiquement illustré de trois cents documents en couleur, ce petit manuel fournit des clés indispensables à l'intelligence du monde médiéval.

Éditions Ouest-France. Dessins de Claire Jambon. 64 pages, 50 F.

Ph. C.

Lyon sous l'Ancien Régime
par Françoise Bayard

Ce livre est le premier d'une nouvelle collection dirigée par G. Chaussinand-Nogaret. Madame Bayard est universitaire, spécialiste de l'histoire lyonnaise à l'époque moderne. Son étude est référencée à souhait et donc grevée d'un fort coefficient de scientificité. Un peu

trop, avons-nous envie de dire. Car, enfin, voilà bien de l'histoire sans ménagement et même brute de décoffrage ; des pages entières de pourcentages, de statistiques (voyez pp. 249-251, 266-269) qui rendent la lecture passablement rebutante. qui peut faire son miel d'un tel ouvrage ? Sans nul doute l'étudiant à la recherche d'une information de première main. Beaucoup moins le simple amateur d'histoire qui risque de se perdre et surtout de s'ennuyer. Un essai non transformé.

Perrin, coll. Vivre à. 350 pages, 139 F.

J.-J. B.

Le poète et le roi : Jean de La Fontaine en son siècle
par Marc Fumaroli

Brillantissime et audacieux, l'essai de Marc Fumaroli dépeint le poète sous les traits d'un rebelle émancipé du trop fameux Bonhomme, et présente, au prix d'une érudition dix-septièmiste sans faille, une interprétation politique de la monarchie absolue. Laquelle, via le despotisme artistique royal, aurait inauguré le temps de l'État culturel par la sujétion de la république des lettres. Rebelle, La Fontaine ? Il le fut d'évidence par son inconsolable attachement à son mécène Foucquet, par le regret de quelques anciennes libertés, par un éloignement naturel des faveurs de la cour, par l'enjouement désabusé du fabuliste épris des Anciens. Pour autant, se dressa-t-il sourdement contre la royauté ? Sa réserve vaut-elle résistance au retour à l'ordre ? Sa dissidence, certes non sans humeur, tient-elle cependant des furieuses mazarinades ? On avancerait plutôt que l'esprit du plus français d'entre les poètes peut être la clef de tout. Et que l'entrée à l'Académie française de ce papillon du Parnasse fut tant à l'honneur du récipiendaire qu'à celui du souverain.

De Fallois. 505 pages, 145 F.

E. V.

Souvenirs napoléoniens

Ces trois volumes de format carré, à la couverture vert empire, imprimés sur un papier Vergé chamois sont d'une parfaite élégance factuelle. Ils amorcent une collection de souvenirs, de mémoires et de correspondance courant toute la période napoléonienne. Il s'agit là d'un labeur d'érudition où l'ardeur intellectuelle côtoie le désintéressement le plus total. Il faut donc saluer les directeurs de la collection, Thierry Rouillard et Stéphane Le Couëdic qui proposent des éditions critiques de textes devenus très difficiles d'accès.

Jean-Pierre Doguereau a été de toute l'expédition d'Égypte. Arrivé avec Bonaparte, il est parti avec Menou. Il servait dans l'artillerie, au grade de chef d'état-major. Ce beauceron est un pur produit de l'année terrible – il est entré à l'école de Chalons en 1795 – qui mènera sa carrière au-delà de 1815, jusque sous la Restauration. Son journal est écrit dans une langue sobre et concise. Jamais d'enflures, beaucoup de détails justes et une vision globale des enjeux. Mais Doguereau n'aimait pas l'Égypte, il s'y ennuya *« jusqu'à la mort »*, les yeux brûlés par les sables du désert.

Les Tone composaient une des plus illustres familles irlandaises exilées en France après la tentative de soulèvement de 1798. Le père s'était suicidé dans une prison anglaise. Sa veuve et leurs trois enfants vécurent à Paris, protégés par le pouvoir. William Théobald Wolfe Tone servit dans l'armée impériale jusqu'aux Cent-Jours. Puis il émigra aux États-Unis. De ses souvenirs on retiendra la description des champs de bataille et des hôpitaux de campagne. Une vision propre à dissiper les illusions chères aux jeunes gens.

L'aide de camp Denniée et le capitaine Bréaut ont en commun d'avoir « fait » la campagne de Russie. Bréaut, c'est Fabrice à Waterloo, la guerre au jour le jour, sans dépasser la ligne d'horizon. Un compte-rendu sincère et stoïque. Denniée gravitait autour du chef d'état-major Berthier. Son récit est plus riche mais aussi plus convenu ; il est intéressant dans la mesure où il perpétue une tradition mémorialiste qui a fait florès jusqu'aux conflits du XXe siècle.

***Journal de l'expédition d'Égypte*, par Jean-Pierre Doguereau**, 260 pages, broché, non coupé, 258 F.

***Récits de mes souvenirs et campagnes dans l'armée française*, par William Théobald Wolfe Tone,** 108 pages, broché, non coupé, 120 F.

***Itinéraire de l'empereur Napoléon pendant la campagne de 1812*, par Pierre-Paul Denniée ; *Lettres d'un capitaine de cuirassiers sur la campagne de Russie*, par Jean Bréaut des Marlots,** 120 pages, broché, non coupé, 120 F.

La Vouivre-Librairie-éditeur, 11 rue Saint-Martin 75004 Paris.

JEAN-JOËL BRÉGEON

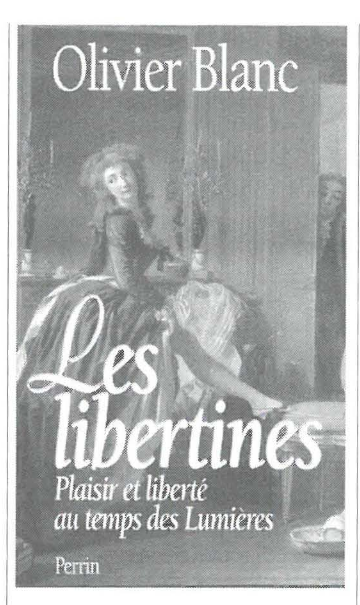
Trois gouttes de vinaigre, ou la vie tumultueuse de Guiscard La Bourlie (1658-1711)
par Jean-Paul Desprat

Qualifié par Swift de *« plus grand vilain de la terre »*, La Bourlie était issu de la noblesse rouergate. Il mena une existence de trublion, coureur de jupons, chevalier d'infortune et de fortunes vite gagnées et vite perdues. Il fut mêlé à la résistance camisarde, complota contre les bureaux de Versailles, connut la captivité chez les Barbaresques et périt après avoir été démasqué dans un complot « papiste » à Londres. Jean-Paul Desprat nous raconte tout cela avec vivacité, goût et érudition, dans le but évident de restituer toute une couleur locale. Il y réussit le plus souvent (les pages sur Alger sont excellentes) et si son récit penche plus du côté de l'*Ambre* de Kathleen Windsor que du côté de *L'Allée du Roi*, ce n'est pas forcément dramatique pour le lecteur.

Perrin. 472 pages, 148 F.

J.-J. B.

Les Libertines, plaisir et liberté au temps des Lumières
par Olivier Blanc



En une quinzaine d'esquisses biographiques, l'auteur se propose de nous montrer quels parcours originaux et risqués ont suivi une poignée de femmes parvenues, par effraction, à entrer dans la haute société française. Non pas de simples courtisanes, mais des femmes de caractère, de tempérament et d'entregent qui développent toute une *« stratégie d'existence nouvelle »*. Il y a là des tenancières de maisons de jeu, des agents secrets, des actrices et des danseuses. Les plus habiles vieillissent à la tête de coquettes fortunes, mais la majorité connaît un destin tragique. Plusieurs montent sur l'échafaud. Olivier Blanc les a saisies alors que l'Ancien Régime se délite, et nous les montre emportées par la tourmente révolutionnaire. Avec une érudition insatiable qui redonne toutes ses lettres de noblesse à l'histoire anecdotique, il nous brosse une véritable typologie de ces dames illustres que n'aurait pas reniées Brantôme. La force de ce travail est de ne jamais solliciter l'archive, de s'en tenir à ce que disent les documents et, enfin, de ne pas nous asséner une interprétation psychanalytique ou, pire, psychohistorique. Voilà donc de la bonne et vraie histoire, de celle qui donne un grand plaisir de lecture.

Perrin. 380 pages, 135 F.

J.-J. B.

Henri Forestier... général à dix-huit ans
par Frédéric Augris

Il s'agit là d'un chef vendéen, peu connu, occulté par la réputation de tous les autres, Cathelineau, d'Elbée, Stofflet, Charette... Fils d'un cordonnier de la Pommeraye-sur-Loire, dans les Mauges, il était né en 1775. Compagnon de « Monsieur Henri », il échappa aux massacres

consécutifs à la Virée de Galerne et entra ensuite dans la clandestinité avant de rejoindre l'émigration. Il joua alors un rôle actif d'agent secret, jusqu'à sa mort (empoisonné ?) en 1806. L'auteur raconte sa vie avec brio et même pugnacité. Son récit est solidement étayé par des recherches aux meilleures sources.
Éditions du Choletais. 258 pages, 160 F.

J.-J. B.

Chroniques d'une petite province Le pays de Retz
par Émile Boutin

Le pays de Retz est une presqu'île délimitée par l'estuaire de la Loire et la baie de Bourgneuf. C'est l'ancien duché de Retz, une terre de « Marche » bretonne autant que poitevine. Gilles (de Rais), Paul de Gondi (cardinal de Retz) et François Athanase Charette de la Contrie l'ont illustré. Émile Boutin est l'historien de ses grandes heures. Un historien du cru, fin latiniste et médiéviste, porté ici par un havre de fraîcheur.
Siloë. 326 pages, 150 F.

J.-J. B.

L'œuvre du colonel Carbillet au Sahara (1927-1940)
par Jean-Charles Humbert

L'épopée saharienne de la France, popularisée par les romans de Joseph Peyré, demeure souvent méconnue. Si des figures comme Duveyrier, Laperrine ou le père de Foucauld demeurent relativement familières, si les amateurs d'histoire coloniale connaissent bien l'issue tragique de la mission Flatters ou la marche vers le Tchad de la mission Foureau-Lamy, le lent et patient travail des militaires qui, au cours des décennies qui suivirent l'époque héroïque, répondirent à l'appel du Grand Sud, méritait d'être tiré de l'oubli. Il faut donc savoir gré à Jean-Charles Humbert de faire revivre la figure du colonel Carbillet, responsable du Territoire des Oasis durant l'entre-deux-guerres et fondateur de la cité nouvelle d'Ouargla. Une contribution très documentée et très richement illustrée à l'histoire coloniale.
Éditions Jacques Gandini, 11 Grand'Rue, 30420 Calvisson. 192 pages, 68 illustrations, plans et cartes, 150 F (port compris).

Ph. C.

La Révolution industrielle
par Patrick Verley

Dans cet ouvrage, organisé comme un dictionnaire, dont la présentation pédagogique permet une consultation rapide et efficace, Patrick Verley propose une synthèse des aspects majeurs de la révolution industrielle ainsi que des principales approches explicatives qu'elle a suscitées dans le débat historique et économique.
Gallimard, Folio Histoire. 544 pages, 71 F.

G. B.

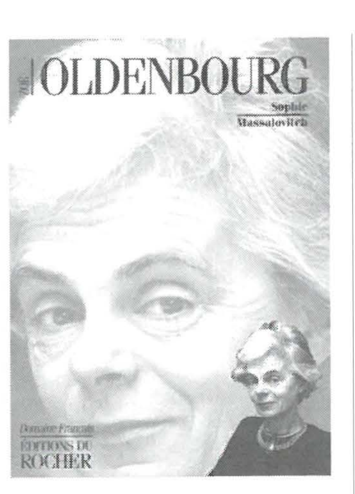
Zita, Impératrice courage
par Jean Sévillia

La vie de Zita de Habsbourg (1892-1989) a embrassé le siècle et ses bouleversements. Née princesse de Bourbon-Parme, elle avait, à dix-neuf ans, épousé l'archiduc Charles de Habsbourg. à la mort du vieil empereur François-Joseph, en 1916, elle accéda avec son époux au trône d'Autriche-Hongrie. En 1918, le couple impérial assistait, impuissant, au démembrement de l'Empire et prenait le chemin de l'exil. Pourtant, au terme de sa vie, Zita de Habsbourg revint en Autriche pour y être acclamée, et ses funérailles à Vienne en 1989 se déroulèrent selon le cérémonial solennel réservé aux souverains de la maison de Habsbourg. Dans la biographie qu'il lui consacre, Jean Sévillia évoque notamment, à la lumière d'archives récemment dépouillées, les tentatives de paix séparées de l'Autriche en 1917, que devait ruiner Clemenceau. Une synthèse précise et forte.
Perrin. 342 pages, 129 F.

M. M.

Zoé Oldenbourg
par Sophie Massalovitch

Sophie Massalovitch, critique littéraire, issue de la « petite colonie russe » de Paris, se devait un jour d'avoir partie liée avec Zoé Oldenbourg, figure exemplaire, discrète, de l'émigration blanche. C'est chose faite avec ce premier livre. Trait d'union entre l'essayiste et son modèle : au-delà des générations, le reflet de destinées séparées par la révolution d'Octobre, d'expériences intérieures douloureuses, vécues de l'étranger ; de communs mépris des clichés façon princes-chauffeurs-de-taxis.



Imbrication de deux sensibilités sur fond d'empathie. Parce qu'écrit bien souvent à la première personne, ce récit rythmé, sincère, séduit. Il expose vivement les ressorts d'une œuvre multiple où se fondent l'histoire médiévale (Croisades, Cathares) et le roman (attention, ne parlez pas ici de « roman historique » !), et rappelle cette évidence méconnue *« que l'homme reste toujours et partout le même. »* Une rencontre subtile sous les feux lancinants de l'expatriation.
Éditions du Rocher. 155 pages, 98 F.

E. V.

Itinéraire d'un enfant hongrois. Médecin dans l'armée française
par Nicolas Dobo

L'itinéraire de l'auteur est peu commun. Né à Raab en Hongrie au début du siècle, son destin bascule en 1918, avec le démantèlement de l'empire austro-hongrois. Naturalisé français en 1928, à la déclaration de guerre, en 1939, il s'engage comme médecin dans l'armée française. Il rejoint ensuite la Résistance. Après-guerre il sera médecin capitaine à la base aérienne de Meknès au Maroc. Nicolas Dobo met en scène les différentes étapes de sa vie sans jamais négliger à l'arrière-plan le contexte historique.
Lettres du monde, 142, Faubourg Saint-Antoine 75012 Paris. 220 pages, 100 F.

V. T.

Une Saison à Cadix : journal amoureux
par Jacques d'Arribehaude

Récit libertin et politique qui recouvre l'année 1965 en Espagne, *Une Saison à Cadix* célèbre l'amour, la jeunesse, l'éternelle Espagne que Jacques d'Arrihebaude (l'auteur de *La Grande vadrouille*) oppose à la civilisation matérialiste américaine, l'ethnologie de Claude Levi-Strauss, le peuple allemand, le soldat politique et poète héroïco-mystique José Antonio Primo de Rivera, etc. Quelques belles envolées lyriques, polémiques et très anticonformistes sur la Seconde Guerre mondiale sont également les bienvenues. D'où les mots d'Hubert Nyssen, le directeur des éditions Actes-Sud : *« Morin et vos amis ont raison : une saison à Cadix, c'est jubilatoire ! »*
Pierre Chalmin/Arléa. 450 pages, 160 F.

A. G.-J.

L'Homme en guerre, de la Marne à Sarajevo
par Philippe Masson

Spécialiste d'histoire militaire et navale, auteur notamment d'une remarquable histoire de la Seconde Guerre mondiale (*Une Guerre totale, 1939-1945*) parue en 1990 et d'une non moins intéressante *Histoire de l'armée allemande* publiée en 1995, Philippe Masson était sans doute l'un des historiens les mieux en mesure de nous présenter une synthèse de cette ampleur sur les acteurs des guerres de ce siècle. Du poilu de 1914 au combattant du Viet-cong, du soldat de la Wehrmacht aux GI débarqués en Normandie, du sort réservé aux prisonniers à l'évolution du service de santé, tous les aspects de l'homme dans la guerre contemporaine et les divers profils de combattants qu'elle a engendrés sont abordés. La diversité des modes de recrutement, l'importance nouvelle des rituels de la mort (cimetières militaires), la fonction des mouvements d'anciens combattants font l'objet de pages particulièrement éclairantes. La partie la plus riche du livre demeure toutefois celle que l'auteur consacre à la « conviction », au moral des combattants et aux différents facteurs qui contribuent à l'affermir. Philippe Masson met ainsi en lumière la faible combativité des GI de la Seconde Guerre mondiale, confrontée à la résistance farouche des Allemands. Lors de la Première Guerre mondiale, Français et Anglais avaient, en revanche, fait preuve d'une endurance hors du commun pendant les terribles années des tranchées et les offensives suicidaires. L'ouvrage est une mine d'informations et de réflexions

solidement argumentées. À ce titre, il passionnera les amateurs d'histoire militaire mais aussi, plus largement, tous ceux qui s'interrogent sur le phénomène-guerre au XX[e] siècle.
Éditions du Rocher, collection l'Art de la Guerre. 386 pages, 175 F.

Ph. C.

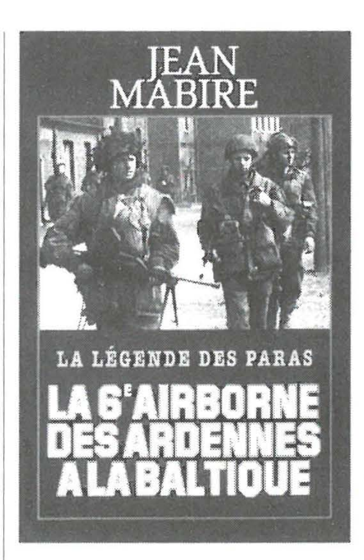
Il faut encore avaler la Suisse Les plans d'invasion d'Hitler
par Klaus Urner

Pour des raisons diverses, la Suisse est placée en posture d'accusée pour son attitude pendant la Seconde Guerre mondiale, les questions de morale (ou d'idéologie) et d'intérêts finissant par masquer les réalités historiques. Avec *La Suisse face au Troisième Reich*, de Philippe Marguerat (1991), l'ouvrage de l'historien zurichois Klaus Urner démontre avec méthode et précision que Hitler a sérieusement envisagé et préparé l'attaque de la Suisse à l'été 1940. Des retards et des priorités (l'Angleterre puis les Balkans et l'URSS) l'ont empêché de réaliser ces plans, d'autant que l'encerclement total de la Suisse la rend dépendante de l'Axe.
Georg éditeur. 237 pages, 169 F.

T. B.

La 6[e] Airborne, des Ardennes à la Baltique
par Jean Mabire

Il est inutile de présenter un auteur devenu, au cours des vingt dernières années, l'un des meilleurs historiens de la Seconde Guerre mondiale. Il nous propose cette fois de suivre les combats de la 6[e] Division parachutiste britannique au cours de la dernière phase de la guerre mondiale. Engagée en Normandie, entre l'Orne et la Dives, à partir la nuit du D Day les « Diables rouges » britanniques y ont livré plusieurs semaines de combats épuisants qui les ont conduits jusqu'à l'estuaire de la Seine. Rapatriés en Angleterre pour y être reconstituée, la division du général Gale, passée ensuite sous les ordres du général Bols, va devoir venger l'échec subi en septembre à Arnhem par la 1[re] Airborne, la grande unité sœur. Avec ses six bataillons parachutistes et ses trois bataillons aérotransportés, elle est de nouveau engagée sur le



continent à l'occasion du coup d'arrêt donné à l'offensive allemande des Ardennes mais c'est en mars 1945 qu'elle va prendre une part décisive à la victoire finale, quand elle est larguée au-delà du Rhin, contre un ennemi qui est déjà aux abois mais qui demeure encore capable de mordre. Alliant la précision de l'historien et le talent du narrateur, Jean Mabire nous fait revivre les divers moments de cette campagne, entrée dans la légende des paras britanniques.
Presses de la Cité. 262 pages, 120 F.

Ph. C.

Les Camps soviétiques en France : les Russes livrés à Staline en 1945
par Georges Coudry

On sait dans quelles conditions les Anglais livrèrent aux Soviétiques, en Italie du nord, les Cosaques qui avaient combattu dans les rangs des armées allemandes au cours de la Seconde Guerre mondiale. On ignorait en revanche que ce peu glorieux épisode avait eu son équivalent en France. De nombreux « sujets soviétiques », Russes, Géorgiens, Ukrainiens, Cosaques, Caucasiens, avaient été enrôlés plus ou moins de force dans l'armée allemande à la suite de ses victoires de 1941-1942 et, quand la libération de la France intervint, ce furent près de deux cent mille hommes ainsi intégrés à la Wehrmacht qui s'y retrouvèrent prisonniers. Beaucoup étaient, à leur manière des « malgré-nous » et nombreux furent ceux qui rejoignirent les maquis quand ils en eurent la possibilité. Aucun n'était issu de l'armée russe du général Vlassov, qui avait fait le choix politique de s'engager aux côtés de l'Allemagne. Ils n'en furent pas moins considérés par l'administration française comme des traîtres à la patrie soviétique et se virent sans exception refuser le droit d'asile qu'ils réclamaient, bien conscients de ce qui les attendait lors de leur retour en Russie. Rassemblés dans des camps que l'auteur présente comme un *« archipel du goulag »* français, il seront remis, alliance franco-soviétique oblige, aux officiers de Staline chargés de les réexpédier vers l'URSS, ce qui signifiait pour eux la mort ou la déportation en Sibérie, la deuxième solution ne valant guère mieux que la première. Parmi eux se trouvaient les combattants du 1[er] régiment soviétique de partisans en France, engagé dans la région de Nîmes et cité *« pour avoir pris une large part aux combats qui ont abouti à la Libération [...] et pour avoir lutté héroïquement avec nos patriotes... »* La raison d'État (l'alliance scellée entre de Gaulle et Staline) et la puissance dont disposait à l'époque le parti communiste de Maurice Thorez expliquent sans doute l'attitude du gouvernement de l'époque, responsable d'une tragédie qu'il convient à coup sûr de ranger parmi *« les moments les plus sombres de notre histoire »*.
Albin Michel. 340 pages, 145 F.

Ph. C.

Le Présent quotidien
par Philippe Ariès

De 1955 à 1966, Philippe Ariès collabora à la *Nation française* de Pierre Boutang. Plus d'une centaine de ses articles sont ici reproduits in extenso. On y trouve la curiosité de *« l'historien du dimanche »* pour les mutations de la société française saisies à travers la vie quotidienne. Ainsi que son attention pour un catholicisme en crise affronté à la modernité. Plus nombreux encore sont les articles consacrés à l'Algérie et à son conflit ébranlant la France. Philippe Ariès s'y révèle très sensible aux drames des Européens d'Algérie et des musulmans loyalistes, inquiet quand ses amis (Jean Brune, Raoul Girardet ou Gilbert Comte) sont inquiétés.

Pour situer l'historien et le contexte de l'époque, Mme Jeannine Verdès-Leroux a rédigé un avant-propos et des notes qui déforment les positions d'Ariès. Ceux qui l'ont connu (j'eus cette joie) se souvienne que tout en étant en marge de ses compagnons de combat, il continua de témoigner d'un patriotisme meurtri et d'une plaie mal cicatrisée.
Le Seuil. 550 pages, 170 F.

J.-P. A.

La guerre d'Algérie
par Alain-Gérard Slama

Sous-titré *Histoire d'une déchirure*, ce petit livre retrace le conflit algérien depuis ses origines (*« une histoire écrite par hasard »*) jusqu'à son terme (*« la liquidation »*) en passant par ses péripéties. Le texte (nuancé) enrichi d'illustrations et de documents, est complété par des témoignages à peu près équilibrés et une bibliographie. Mais il est permis de s'interroger sur la conclusion intitulée *« La cicatrisation rapide »*, alors que l'actuelle guerre civile, cette fois entre Algériens exclusivement, est, dans une certaine mesure, la suite du premier conflit.
Gallimard, collection Découvertes-Histoire. 176 pages, 87 F.

J.-P. A

La France éclatée ou les reculades de la République
par Christian Jelen

La main-d'œuvre étrangère, admise en France avant comme après 1914, souhaitait d'abord s'intégrer sans esprit de retour à la population locale, en acquérir complètement le savoir, la langue et les mœurs. L'effort ne s'accomplissait pas toujours sans épreuves douloureuses, ni sans humiliations. Mais il aboutissait en une ou deux générations. Rien de commun avec l'immigration actuelle, où des minorités revendicatrices imposent leur turbulence dans des banlieues dites *« à risques »*, au nom d'un prétendu *« droit à la différence »*.

Lui-même fils de juifs arrivés en Pologne en 1930, journaliste fort compétent sur le sujet, Christian Jelen compare ici les deux itinéraires pour aboutir à un constat inquiétant : le second menace l'identité française. Citations grotesques ou odieuses à l'appui de sa thèse, l'auteur ne ménage guère *« les professionnels de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme »*, ni quelques hurluberlus ou faux innocents lancés dans un multiculturalisme d'où l'idée de nation sort gravement compromise.

Au passage, il malmène Charles Maurras, Léon Daudet, Pierre Drieu La Rochelle ou Céline, sans situer leurs propos d'ailleurs parfois différents, dans leur véritable perspective morale et politique. Son livre doit d'abord s'apprécier pour les informations précieuses qu'il contient sur les « communautés » afro-maghrébines. Le reste mérite discussion. Pas l'anathème.

Selon l'auteur, *« on en vient parfois à se demander »* si les *« dirigeants »*, les *« élites »* de l'Hexagone n'ont pas purement et simplement démissionné devant les agitateurs établis dans de véritables enclaves étrangères ouvertes sur le sol national. Un homme assez courageux pour poser la question en ces termes mérite d'être lu avec soin.
Nil. 230 pages, 120 F.

G. Cte.

L'immigration sans haine ni mépris Les chiffres qu'on vous cache !
par Pierre Milloz

Haut fonctionnaire, énarque, Pierre Milloz a déjà publié plusieurs ouvrages sur l'immigration, et notamment en 1990 un rapport chiffrant son coût à 211 milliards annuels. Or ce fameux rapport, décrié par tous, n'a finalement jamais pu être contesté sur le fond. Aujourd'hui, Pierre Milloz évalue le désastre économique que représentera à brève échéance l'immigration en France. Les perspectives qu'il dévoile, étayées chaque fois par des chiffres et des statistiques, ne peuvent manquer d'alarmer.
Éditions nationales, BP 290, 92212 Saint-Cloud cedex. 141 pages, 90 F (port compris).

V. T.

Chronique de la France asservie
par Georges Dillinger

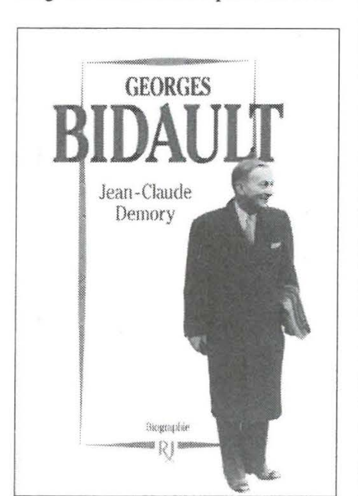
Ceux qui seraient tentés de considérer comme une simple lamentation réactionnaire ce petit ouvrage commettraient une erreur regrettable. Divisé en deux parties, il présente tout d'abord un diagnostic précis et convaincant des maux qui font la crise française d'aujourd'hui, mais ce sont surtout les chapitres consacrés aux relations franco-algériennes et, plus généralement, aux menaces que peut receler le réveil islamique, qui ouvrent un champ de réflexions aussi documentées qu'originales. L'auteur rappelle en effet ce qu'a été l'évolution de l'Algérie indépendante depuis 1962 et démontre que les Algériens ont été, après les pieds-noirs et les harkis, les victimes du système dictatorial et soviétomorphe installé par un FLN aussi corrompu qu'incapable de gouverner efficacement le pays. On comprend mieux, dans ce contexte, l'émergence de l'islamisme, dont Georges Dillinger nous propose une analyse à la fois nuancée et lucide.
Publication GD. Diffusion : DPF, BP 1, 86190 Chiré en Montreuil. 182 pages, 116 F (port compris).

Ph. C.

Georges Bidault
par Jean-Claude Demory

C'est un itinéraire singulier, aussi rare que le courage en politique, que raconte Jean-Claude Demory. Né à Moulins en octobre 1899, Georges Bidault fait ses études chez les jésuites, est mobilisé en 1918 sans connaître le front, sort premier en 1925 du concours de l'agrégation d'histoire et, nommé professeur, s'engage sous les bannières de la démocratie chrétienne, héritière du Sillon de Marc Sangnier. Fait prisonnier en 1940, il rejoint la Résistance pendant l'Occupation et succède à Jean Moulin à la tête du Conseil national de la Résistance. Fondateur du MRP au lendemain de la guerre, l'inconfortable maroquin des Affaires étrangères lui échoit dans le gouvernement provisoire formé en septembre 1944 par de Gaulle. Plusieurs fois chef du gouvernement et cinq fois ministre des Affaires étrangères, il s'oppose au général de Gaulle à partir de 1959 sur la république algérienne. Se refusant à faire passer comme tant d'autres le calcul politicien avant ses convictions, Bidault se joint aux dissidents de l'OAS avant de prendre la route d'un exil difficile.
Julliard. 520 pages, 145 F.

A. Br.



Mémoires
par Michel Poniatowski

C'est le premier volume des *Mémoires* de l'ancien ministre de l'Intérieur. Il s'interrompt en janvier 1959, quand Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'État du premier gouvernement de la Ve République l'appelle à son cabinet. Il couvre notamment la période de la guerre. Michel Poniatowski rappelle les conflits franco-français dont il fut témoin en débarquant en Afrique du Nord en 1943. Il évoque notamment le souvenir de Fernand Bonnier de la Chapelle dont il avait été le condisciple quelques années plus tôt.
Plon/ Le Rocher. 372 pages, 149 F.

M. M.

L'héritage païen de la Russie
par Francis Conte

À l'Est comme à l'Ouest, les peuples européens sont les héritiers d'une double tradition païenne et chrétienne inextricablement mêlée. La Russie offre un terrain d'étude d'autant plus intéressant que, depuis l'effondrement du régime soviétique, elle retrouve son passé et la richesse de sa culture paysanne que le communisme n'est pas parvenu à détruire. Les anciens villages (souvent baptisés « villes ») abritent encore 40 % de la population. C'est là, dans la religiosité paysanne et la vision du monde qu'elle reflète, que le fonds ancestral s'est maintenu le plus vivant, malgré les siècles de christianisme, puis les décennies de communisme et de modernisation. S'appuyant sur les enquêtes ethnographiques de la fin du XIXe siècle et sur la recherche moderne, procédant par des études de cas approfondies (les éléments, la forêts, les animaux, la maison-isba) Francis Conte, directeur de l'UFR d'études slaves à la Sorbonne, conclut à la permanence des représentations païennes intimement mêlées à une foi orthodoxe qu'elles ont modifié de l'intérieur.
Albin-Michel. 423 pages, 170 F.

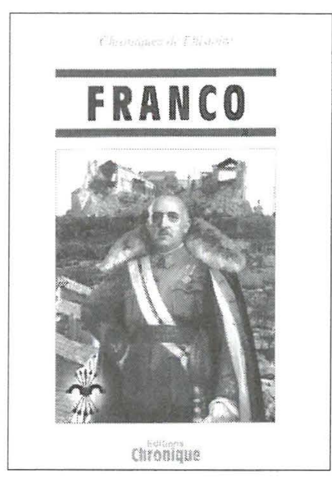
Ch. V.

Les curés rouges, les prêtres et la politique
par Pierre Lassieur

C'est en catholique conservateur que Pierre Lassieur jette un regard critique et désabusé sur l'Église de France. Il discerne dans ses maux une hérésie permanente qui la ronge de l'intérieur. Gagné par le progressisme, l'épiscopat affiche sa haine de la nation et son mépris des traditions. Pour Pierre Lassieur, l'Église de France, confrontée à un islam conquérant est en état de quasi abdication. Une analyse brillante, à laquelle on peut cependant reprocher de tomber parfois dans l'anecdotique.
Jacques Grancher. 207 pages, 140 F.

A. B.

Franco
par Philippe Conrad



Depuis la mort du général Franco en 1975, et la transition réussie de l'Espagne vers la démocratie, il est possible de porter un regard serein sur le régime qui présida pendant près de quarante ans aux destinées de l'Espagne, comme à celui qui en fut l'artisan. L'ouvrage de Philippe Conrad, illustré de plusieurs centaines de photos souvent inconnues en France, constitue une étude très riche sur l'homme et sur l'Espagne contemporaine. L'index final facilite les recherches tant iconographiques que factuelles.
Éditions Chronique. Index, 127 pages, 129 F.

M. M.

Pages réalisées par Jean-Paul Angelelli, Antoine Baudouin, Jean-Joël Brégeon, Adrien Brocard, Georges Burel, Thierry Buron, Gilbert Comte, Philippe Conrad, Arnaud Guyot-Jeannin, Macha Manski, Virginie Tanlay, Éric Vatré, Charles Vaugeois.

Trois hommes d'action et de réflexion devant la crise mondiale, 1930-1945

Le cardinal Baudrillart est aujourd'hui bien oublié. Pourtant, la lecture de ses *Carnets* (20 novembre 1935-11 avril 1939) est passionnante.

Ce qui frappe d'abord, c'est combien le cardinal est attentif aux difficultés de l'Église de son temps. Il prophétise de manière assez extraordinaire les crises du catholicisme d'aujourd'hui et il en discerne parfaitement les causes : « *La jeune génération ecclésiastique est indifférente aux études* [...]. *On ne peut obtenir un travail intellectuel sérieux* [...]. *On ne voit plus que les œuvres ! Cela nous promet une nouvelle crise de la foi : christianisme vidé de son contenu, réduit à un vague humanitarisme que l'on baptise charité.* » (5 février 1937). Le cardinal ne se trompe que sur un mot : « *charité* » est devenu « incorrect », il faut dire « *solidarité* ». En passant, notons qu'il est sans illusion sur les connivences des dominicains et du marxisme.

Cardinal, membre de l'Académie française, recteur de l'Institut catholique, Mgr Baudrillart voit beaucoup de gens et est admirablement informé. Et l'on découvre que si cet homme de droite ne récuse ni Mussolini ni Franco, il est hostile aux Britanniques et virulemment adversaire d'Hitler, du nazisme et du racisme.

Il critique fortement les Anglais d'avoir empêché la solution française pour le règlement de l'affaire éthiopienne et voit juste en disant qu'en agissant ainsi, on ouvre tout grand la porte à une alliance germano-italienne. Ces pages de fin janvier 1936 sont pleines de bon sens. Et l'on doit reconnaître que son jugement sur la réoccupation de la Rhénanie en mars 1936 demeure valable. Il note avec prescience que les alliés de la France vont tous l'abandonner.

Ce qui frappe encore dans ces *Carnets*, c'est l'antihitlérisme, le refus de l'antisémitisme. En novembre 1938, le cardinal prend nettement position contre les pogroms de la Nuit de cristal et il ajoute : « *On reproche à la France de recevoir les expulsés et de ne pas faire respecter ses propres décrets d'expulsion* [...]. *Peut-elle tout expulser, alors que les expulseurs ne laissent pas rentrer chez eux ceux qu'ils ont dépouillés, réduits à la misère et privés de tout domicile.* » Le 19 novembre, il traite d'« *admirable* » la lettre du cardinal Verdier au cardinal archevêque de Malines sur « *la doctrine inhumaine, antijuridique, antiscientifique* [...] *qui constitue le racisme allemand et son odieuse conséquence, l'antisémitisme impitoyable.* » Et comme Anglais et Français fléchissent sur la question juive, Ribbentrop devant venir à Paris signer en décembre un traité d'alliance franco-allemand, Baudrillart, et d'autres académiciens, dont le maréchal Pétain, signent un manifeste pro-sémite que va publier le *Journal des Débats*...

Tout cela fait découvrir un Baudrillart bien différent de ce que l'on dit trop souvent de lui. S'il apparaît hostile au régime d'Assemblée, il est violemment anti-allemand et plus encore anticommuniste, se montrant hostile à tous les totalitarismes, rejoignant ainsi Ulrich von Hassel.

L'ancien ambassadeur du Reich en Italie de 1932 à 1938 tenait lui aussi un journal. Ce *Journal d'un conjuré* (déjà publié il y a cinquante ans), donne une idée extraordinairement précise de ce que fut une certaine résistance à Hitler. Il faut rappeler que l'ambassadeur Hassel, comme nombre de conjurés du 20 juillet 1944, a d'abord été un serviteur du IIIe Reich. N'ayant été relevé de ses fonctions qu'en février 1938, il a, par conséquent, couvert le réarmement du Reich et sa remilitarisation, la réoccupation de la Rhénanie, les lois antisémites qui se multiplient de 1933 à 1937, y compris les lois de Nuremberg de 1935. À lire Hassel, on a souvent l'impression qu'il regrette de ne pas être demeuré aux « affaires ». Ce que lui et ses semblables reprochent à Hitler et à son entourage (particulièrement Bormann et Goebbels) c'est leur hostilité à l'aristocratie et à la grande bourgeoisie (cf. p. 33).

Opposant à Hitler

Tout au long de ce livre, comme chez Baudrillart, règne une hostilité profonde au bolchevisme ; une constante de l'opinion publique de cette époque, que négligent trop souvent nombre d'historiens.

Foncièrement hostile au régime, Hassel gobe tout ce que lui racontent les autres opposants. De septembre 1938 à mai 1940, à la suite des vieux généraux limogés en février 1938, il ne cesse de dire la faiblesse de l'armée allemande : « *son organisation est défectueuse sous tous les angles* »... Début septembre 1938, Hassel pense encore que l'Angleterre est prête à entrer en guerre et il se réveille tout ébaubi le 1er octobre en constatant à Munich la capitulation franco-britannique.

Bien renseigné cependant sur tout ce qui se passe dans le monde par les relations qu'il a gardées à la Wilhelmstrasse, dans l'armée, et même dans les milieux dirigeants du parti, Hassel a deux idées en tête : renverser Hitler, puis, après l'entrée en guerre du Reich, faire la paix. Jusqu'en 1942, quoique puissent dire tel ou tel, il ne prend guère de risques : relevé de ses fonctions, il demeure membre du directoire du MWT (Conseil économique de l'Europe centrale), ce qui lui permet de disposer d'un passeport diplomatique et de circuler sans problème dans l'Europe allemande. Il se rend sans trop de difficultés en Suisse jusqu'en 1942.

Dès la fin juillet 1939, il sait que la dernière phase de mobilisation contre la Pologne est en cours, dès mars 1940, il n'ignore pas que l'on « *prépare énergiquement l'offensive tant en direction Belgique/Pays-Bas que Danemark/Norvège* », mais il ne dit rien aux neutres ni aux Britanniques qu'il continue de voir en Suisse. En fait, il semble, à lire Hassel, qu'en ce printemps 1940, s'entrecroisent toute une série de tentatives de négociations avec pour hommes-clés, du côté allié Lord Halifax (via un certain Bryans) et Daladier qui, à la fois, suit Halifax (pp. 134-135) et tente de négocier via les Américains (p. 140).

Mais son hostilité au régime, son admiration pour la « vieille garde » entraînent Hassel à des commentaires « burlesques » : il se plaint par exemple des « *insignifiants troupiers* » placés à la tête des divisions blindées : ces « *insignifiants troupiers* » ce sont Guderian et Rommel !

Par contre, Hassel est un témoin essentiel sur la politique de terreur menée par les SS et les nazis dans les territoires occupés. Dès l'automne 1939, il note les terribles exactions commises en Pologne, contre les Polonais juifs ou non. Déjà, il avait marqué combien il avait été scandalisé par la Nuit de cristal. Il permet de se rendre compte combien les gouvernements alliés ont été ou mal informés, ou n'ont pas voulu voir la situation. On peut en effet penser que si Hassel est ainsi renseigné, le corps diplomatique tout entier l'est également d'autant que nombreuses sont les relations d'Hassel parmi les non-belligérants ou les neutres... ! et jusqu'en 1942, il va régulièrement en Suisse. Or, dès octobre 1940 (p. 177) il parle de « *l'extermination systématique au niveau des juifs* ». Il revient régulièrement sur cette horreur qu'il ne cesse de condamner (p. 297).

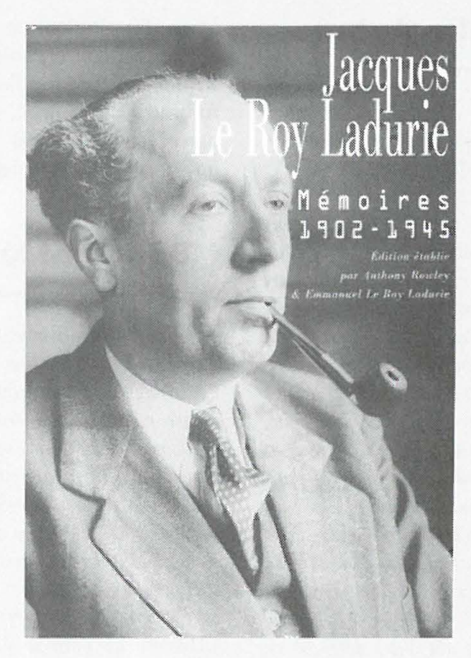
Mais on peut aussi s'interroger sur l'importance réelle de l'action de Hassel. Voilà un ambassadeur qui dit ne pas cacher ses opinions ; il veut renverser Hitler et négocier avec les Alliés, malgré cela, on ne l'arrête pas. Plusieurs fois par mois il voit Goerdeler, Beck, Popitz (ministre des Finances de Prusse jusqu'en 1944), de même que Ernest von Weiszäcker, sous-secrétaire aux Affaires étrangères jusqu'en 1943 et ambassadeur auprès du Saint-Siège de 1943 à 1945. De deux choses l'une, ou la Gestapo sait moins de choses qu'on ne dit, car ces personnalités se téléphonent quand elles ne se voient pas, ou bien on laisse faire.

Son rêve, qu'expriment fort bien les textes du Cercle de Kreisau, auquel il est lié, c'est une Allemagne monarchique, aristocratique, dirigée par des consuls désignés plutôt qu'élus, et qui conserverait l'essentiel des annexions d'Hitler.

Ce que souhaite Hassel c'est un putsch monté par les généraux et la Wermarcht. Mais il n'arrive pas à comprendre que les grands chefs de l'armée qui, au printemps 1940, auraient pu se révolter contre Hitler, ne peuvent plus le faire après la victoire de la Wermarcht en France. Ils ont été désavoués techniquement par la stratégie hitlérienne. Ce n'est qu'avec l'échec devant Moscou (décembre 1941) que l'état d'esprit commence à se modifier mais il faudra attendre Stalingrad pour que les yeux se dessillent. Alors il est trop tard, c'est plus difficile : le salut pourrait venir des armées de l'Ouest, or elles ne bougeront pas, quelles que soient les tentatives de tel ou tel général. La seule solution c'était l'attentat et les attentats sérieusement préparés n'auront lieu que bien tard et tous, à commencer par le plus connu, échoueront. L'échec du 20 juillet marque la liquidation atroce de tous les opposants et la mainmise des nazis les plus durs sur le Reich. Les courageuses initiatives de von Hassel le conduiront lui-même à une mort abominable.

Jacques Le Roy Ladurie, lui, n'est ni cardinal ni ambassadeur. Les *Mémoires* de ce grand notable de la France de l'Ouest, issu d'une famille d'officiers, sont passionnants. D'abord exploitant agricole, formé à l'Institut d'agriculture de la « catho » d'Angers, astreint par elle à de nombreux stages dans des exploitations, Jacques Le Roy Ladurie a acquis une forte expérience agronomique tant théorique que pratique. Ceci est doublé par une solide culture générale. Cet exploitant expérimenté jouit très vite d'une grande réputation dans le monde agricole de Basse Normandie, où il va créer des structures syndicales, puis les élargir à toute la France, mettant ainsi en place le premier syndicat agricole, ancêtre de la FNSEA.

Très vite, il sera en contact avec Dorgères et il monte avec lui un certain nombre d'opérations avant de se brouiller avec lui. Par son frère Gabriel, par son action syndicale aussi, il est en relation avec les divers dirigeants de l'économie (Guébriant, Lehideux, Pucheu) et de la politique (Laval et surtout Raynaud). Tout cela contribue à faire de ses *Mémoires* un élément important à notre connaissance de la France et de l'entre-deux-guerres.



En juillet 1940, après avoir vainement tenté de rejoindre de Gaulle, Le Roy Ladurie est à Vichy. Il souligne le désarroi des parlementaires. Certains socialistes décidant de leur vote « oui » ou « non » en tirant au sort. Proche du Maréchal, Le Roy Ladurie le voit régulièrement et prend souvent ses repas avec lui. Le mémorialiste est clairement anti-allemand, hostile à toute collaboration mais il voit dans le régime autoritaire du Maréchal le moyen de mettre en œuvre les grandes réformes préconisées par les *« non-conformistes des années trente »*, préparées dès avant 1939 par les hauts fonctionnaires et laissées de côté par les gouvernements successifs de la III[e] République : intégration de la classe ouvrière, élargissement et renforcement des assurances sociales et des allocations familiales, réforme du système des transports, création d'une police nationale, planification. Profondément démocrate, s'appuyant sur ses amis israélites qu'il va protéger (J. Lazard, P. May), il proclame dès décembre 1940 son hostilité à la corporation paysanne de Caziot – qu'il juge trop étatisée – et va batailler avec lui tout au long de la période. À deux reprises, on lui propose d'entrer au gouvernement mais comme on refuse de lui donner l'Agriculture (que détient Caziot), en plus du Ravitaillement, il refuse car il estime qu'en cette période de pénurie les deux départements sont liés. Laval est le premier à le comprendre. Le Roy Ladurie devient donc en avril 1942 ministre-secrétaire d'État à l'Agriculture et au Ravitaillement pour assurer la soudure entre la mauvaise récolte de 1941 et celle de 1942 sans diminuer la ration de pain.

Sur le conseil de son ami P. May, qui sort pour quelques jours de la clandestinité, il surmonte les obstacles juridiques et les contrôles allemands en s'adressant directement aux préfets. Quand les Allemands s'en rendent compte, ils marquent encore plus d'hostilité à son égard. On l'invite quand même à Berlin pour l'amadouer mais, comme il ne cède rien, il est de plus en plus mal reçu. Dès son retour en France il démissionne du gouvernement et entre... en résistance.

Avec le colonel O'Neil, il participe activement à la direction de l'OCM dans les régions du Mans puis au sud de Paris. Il rejoint un maquis au printemps 1944 et il est devenu président d'une Amicale de maquisards quand il est incarcéré en tant qu'ancien ministre de Vichy avant d'être l'objet d'un non-lieu.

Ses *Mémoires* sont une contribution importante à l'histoire de Vichy. On comprend mieux ce que peut signifier le terme de vichysto-résistant qu'utilise maintenant Jean-Pierre Azéma. Jusqu'en novembre 1942 on pouvait parfaitement agir contre le Reich tout en servant le gouvernement du Maréchal. C'est bien ce qu'avait pensé M. Couve de Murville, et c'est la conclusion du témoignage des deux hauts fonctionnaires des Finances qu'étaient C. Gruson et F. Bloch-Lainé sur leurs activités administratives sous le régime de Vichy. C'était d'ailleurs ce qu'écrivait le général de Gaulle lui-même dans ses *Mémoires de guerre* et ce qu'il disait dès 1947 au capitaine Guy, à propos du *De Gaulle cet inconnu* de Remy. (Cf Guy, *En écoutant de Gaulle*, pp. 358, 359.)

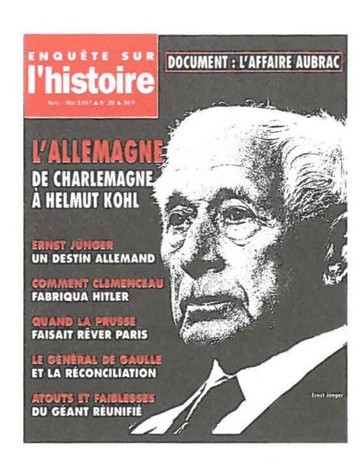
Au centre de ces trois livres de souvenirs règne un élément commun, une vision profondément chrétienne (catholique ou luthérienne) d'une société européenne, humaine, organisée, hostile à la lutte des classes, centrée sur la collaboration (mais non la fusion) des nations. Tous les trois passionnants, ils montrent ce qu'aurait pu être une Europe que n'auraient pas déstabilisée les traités de 1919.

FRANÇOIS-GEORGES DREYFUS
Professeur à la Sorbonne

Alfred Baudrillart, *Les Carnets du cardinal, 1935-1939*. Le Cerf, 1996.

Ulrich von Hassel, *Journal d'un conjuré, 1938-1944*. Belin, 1996.

Jacques Le Roy Ladurie, *Mémoires, 1902-1945*. Édition établie par A. Rowley et E. Le Roy Ladurie. Flammarion, Plon, 1997.



Vos réactions aux précédents numéros

Français libre

Dès l'introduction du numéro 20 de votre publication, consacré à l'histoire de l'Allemagne, en particulier la citation que vous faites des Mémoires de Ponchardier, *que j'ignorais, j'ai retrouvé l'esprit, la sensibilité qui animaient le « Français libre » que j'étais à la fin de la guerre. Un immense écœurement, aggravé par l'édification d'impostures et de mystifications aujourd'hui codifiées sous l'étouffoir de la pensée unique et qui semble n'avoir pas de fin. Magnifique travail que le vôtre !*

Jacques d'Arrihebaude

Pour l'Europe

*Je tiens à vous remercier d'avoir offert à vos lecteurs le superbe éditorial intitulé « Allemands et Français » paru dans le numéro 20 d'*Enquête sur l'histoire *consacré à l'Allemagne de Charlemagne à Helmut Kohl ; celui-ci exprime avec talent et émotion un ensemble d'idées et de sentiments qui vont très loin dans l'esprit et le cœur des Français et des Européens que nous sommes : la fraternité profonde des deux peuples, la communauté de leurs représentations du monde, la nostalgie commune d'une vision poétique et virile de la vie, le regret de voir évanouies chez le peuple frère des qualités que les hasards de l'histoire nous ont amenés à combattre nous-mêmes, la honte d'avoir bassement sali l'adversaire, et par-dessus tout le sentiment insupportable de l'absurdité de deux guerres mondiales perdues collectivement par l'Europe.*

Jacques G. Delimoges

L'affaire Aubrac

Dans le numéro 20 de votre revue figure un article d'Olivier Le Gall sur « l'affaire Aubrac ».

Je n'ai pas d'opinion sur cette « affaire ». Je vous écris afin de vous poser une question : en 1944, j'étais maire de ma commune, dans le Var, lorsque les cours de justice créées par Alger furent mises en place. En majorité composées de communistes. Un Varois, un certain Baï, fut un des premiers à être jugé par cette cour. Il avait 18 ans, il avait adhéré à la Milice quelques mois plus tôt sans avoir agi pour celle-ci, il s'était borné à porter l'uniforme. La cour de justice le condamna à mort. Son avocat, Me Le Bellegour, résistant socialiste qui fut maire de Toulon puis sénateur du Var, défendit ce garçon qui fut condamné à mort.

Le délégué dans le Var et les Bouches-du-Rhône du général de Gaulle était M. Aubrac. La demande de grâce lui fut donc adressée. Il la refusa et le jeune Baï fut fusillé. Ma question est la suivante : le général de Gaulle se considérait comme chef de l'État et n'avait pas gracié Pucheu. Il usait de son droit régalien d'accorder ou de refuser la grâce. Mais M. Aubrac avait-il une délégation de pouvoir régalien ? Avait-il le droit d'exercer ce droit régalien par délégation du chef de l'État ? C'est toute la question. J'ai connu bien des années plus tard (1965) le sénateur Le Bellegour avec qui j'ai parlé de cette tragique histoire, et le parfait honnête homme qu'il était m'a répondu « C'est un drame atroce. Il ne se passe pas un jour où je ne pense à ce malheureux. »

Henri Gal

Par l'ordonnance du 16 juin 1944 et jusqu'au 14 novembre 1944, les commissaires de la République ont reçu le droit de gracier (et de refuser la grâce) des condamnés jugés par les cours martiales composées de résistants, avant l'institution de tribunaux réguliers. Étant commissaire de la République à Marseille, Raymond Aubrac avait ce droit. Homme du parti communiste, il est connu qu'il avait la main lourde.

D. V.

Benoist-Méchin

J'ai lu attentivement le numéro 20 de votre publication consacré à l'Allemagne. Je suis étonné que l'on puisse éditer un numéro entier sur l'Allemagne (de Charlemagne à Helmut Kohl) sans avoir cité une seule fois l'historien de l'armée allemande de 1918 à 1939 qu'est Jacques Benoist-Méchin (hormis l'annonce de la réédition d'un de ses essais, qui ne concerne pas le sujet). Je possède l'Histoire de l'armée allemande *de Benoist-Méchin, version rééditée en 1954, qui contient une préface de l'auteur couvrant la période de 1918 à 1946 (procès de Nuremberg) qui est une leçon parfaite en résumé de cette histoire de l'armée allemande. Malheureusement cette préface ne figure pas dans la version définitive en six volumes, parue chez Albin-Michel.*

Michel Audibert

Nous n'avions ni l'ambition ni la place d'évoquer tous les sujets se rapportant à l'Allemagne et à son histoire. Une étude sur l'armée allemande de 1918 à 1940 n'aurait pu passer sous silence l'œuvre incontournable de Jacques Benoist-Méchin qui constitue aussi une remarquable histoire politique de l'Allemagne durant cette période.

D. V.

Bonaparte en Égypte

Je viens de lire le numéro 19 de votre revue qui me passionne. Je voudrais néanmoins apporter une précision à l'article de Jean-Joël Brégeon concernant la campagne d'Égypte, sur laquelle je dispose d'informations peu connues.

En effet, c'est le Directoire qui a approuvé et financé cette expédition car elle éloignait de la France un général par trop ambitieux et politiquement dangereux. Mais qu'en est-il exactement du financement de cette entreprise ? Il est dû, indirectement, à un petit paysan issu des Vosges, mon pays natal. En 1589, âgé de 14 ans, Jean Thiéry quitte définitivement sa famille, et après de multiples péripéties devient l'homme de confiance d'un riche marchand Vénitien, Tipaldi, qui en fait son légataire universel. À la mort de celui-ci, Jean Thiéry se trouva donc à la tête d'une fortune colossale, évaluée à quelque 60 millions de ducats d'or.

Lorsque Jean Thiéry mourut lui-même, vers 1640, il n'avait aucun héritier légitime. Aussi, ce fabuleux héritage finit par tomber entre les mains du général Bonaparte lorsqu'en 1797, il s'empara de la République de Venise. Le Directoire conserva la moitié de cette fortune pour lui-même. L'autre moitié servit à financer la campagne d'Égypte de l'ambitieux Bonaparte.

J'ai consigné ces informations dans un ouvrage publié en auto-édition et intitulé : L'Or du Vénitien.

Thierry Rollet

M. Rollet attire mon attention sur un point que j'ignorais et qui est effectivement bien curieux et romanesque. Cela étant, le financement de l'expédition d'Égypte a été largement alimenté par le pillage en règle de toute la péninsule italienne. Tout comme d'ailleurs celui de l'expédition d'Irlande qui n'aboutit pas. La Jonquière avait, en son temps, réuni et analysé de nombreuses pièces d'archives (Vincennes), révélatrices d'une époque où la collusion entre affairistes, politiciens et officiers supérieurs battait son plein.

Jean-Joël Brégeon